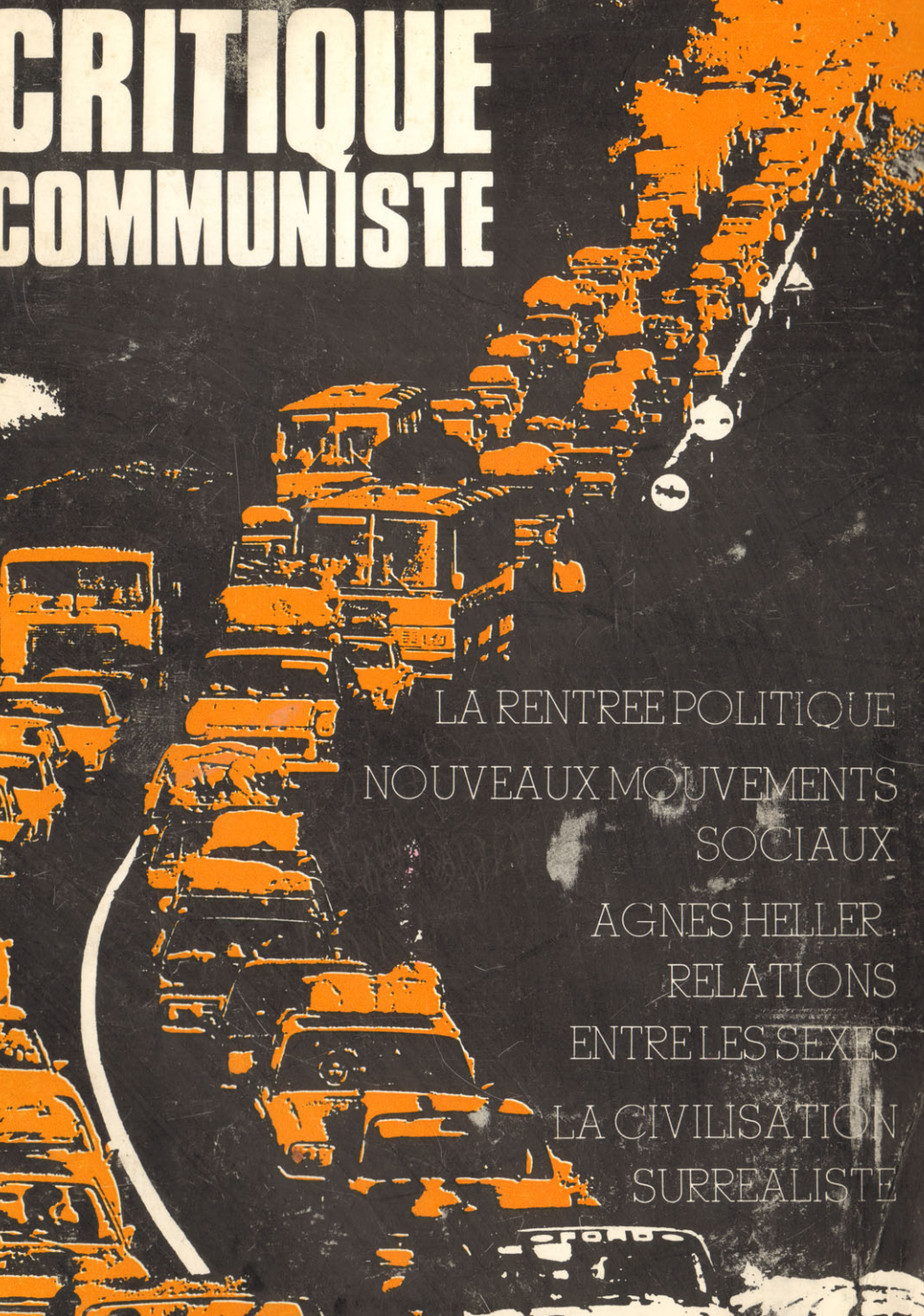
CRITIQUE COMMUNISTE



LA RENTREE POLITIQUE

NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

AGNES HELLER.

RELATIONS ENTRE LES SEXES

LA CIVILISATION SURREALISTE

Sommaire

- Jean-Claude Bernard
  Après mars 78, la nouvelle donne 3
- Jean-Marie Charon
  Nouvelles luttes ? Nouveaux mouvements ? 23
- Agnès Heller
  L'avenir des relations entre les sexes 38
- Roland Lew
  Marxisme en Occident, marxisme en Orient 53
- Roland Lew
  Révolution en Asie et marxisme 64
- Vincent Bounoure, Michel Lequenne, Carlos Rossi
  Entretien à propos de *la Civilisation surréaliste* 100

Comité de rédaction

Denise Avenas, Alain Brossat, Jean Hallouze, Michel Lequenne, Gilles Poiron, Carlos Rossi, Frédérique Vinteuil, Jean-Marie Vincent.

Directeur de la publication : Henri Weber.

Critique communiste

Numéros parus :

1.	Politique des blocs et révolution permanente — Le CERES — Sur le centrisme — L'althussérisme	8 F
2.	Trotsky et la vie quotidienne — Idéologie et psychanalyse — Sur un épouvantail nommé Désir — Interview d'Ariane Mnouchkine — Rétro et antirétro	8 F
3.	Le bonapartisme à notre époque — De De Gaulle à Giscard — Armée — MFA — La classe ouvrière soviétique	8 F
4.	Le féminisme	(épuisé)
5.	Les partis communistes et le stalinisme	10 F
6.	Ligue et léninisme — Débat sur le PCF — Perversion, amour et révolution — La crise de l'armée française	10 F
7.	Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines ..	10 F
8/9.	Stratégie révolutionnaire en Europe	15 F
10.	Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie	10 F
11/12.	Militantisme et vie quotidienne	15 F
13.	Les municipales — PSU — 1936 et 1978	10 F
14/15.	Les révolutionnaires et l'Union de la gauche	15 F
16.	Les communistes, la transition socialiste et l'Etat	10 F
17.	Contrôle ouvrier — Nationalisation — Arme nucléaire — Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara	10 F
18/19.	L'URSS — La bureaucratie — Eurocommunisme — Goulag, Glucksman et démocratie — La Yougoslavie	18 F
20/21.	Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier	20 F
22.	Le PCF la gauche et la crise	15 F
23.	Mai 68 — 1958-1968 — La bande à Baader — Energie nucléaire et transition au socialisme	20 F

Abonnement annuel (10 numéros) : 100 F et 120 F pour l'étranger, soutien 150 F. Chèques à l'ordre des **Editions La Brèche,** 99, rue de l'Ouest, 75014 Paris. Tél. 543.85.74.

Après Mars 78 : la nouvelle donne

L'échec électoral de l'Union de la gauche a ouvert une nouvelle situation politique caractérisée par le fait que pour la première fois depuis six ans le mouvement ouvrier est privé d'un débouché politique immédiat.

La division qui s'est installée entre le PC et le PS depuis septembre 1977 se perpétue avec une âpreté renouvelée depuis mars 1978. A l'origine de l'échec électoral, la poursuite de la division est aussi à l'origine de la facilité avec laquelle la reconduction du gouvernement Barre a pu s'opérer.

Faut-il en déduire que les tensions à l'œuvre dans les rapports entre les classes et que la crise des institutions de la V^e^ République auraient été maîtrisées par la bourgeoisie par la vertu miraculeuse d'un succès électoral ? Tout pronostic sur l'évolution de la situation politique exige de répondre à la question de savoir si Mars 78 clôt ou non la période ouverte par Mai 68.

Les changements de période trouvent leurs racines dans des modifications radicales du rapport de forces entre les classes sociales à la suite d'épreuves concrètes de la lutte des classes. Ils se traduisent par l'avantage, même relatif, que peut gagner l'une des classes.

La nouvelle situation politique en raison de la démoralisation qu'elle entraîne parmi les travailleurs peut aboutir à une dégradation sensible des positions de la classe ouvrière. Mais les épreuves sont à venir, et les considérer a priori comme devant conduire à des défaites est faire preuve d'un fatalisme dont il faut démontrer que rien ne le justifie.

1. Giscard est-il le maître du jeu ?

Les commentateurs de la bourgeoisie ont, pour la plupart, sacré le président de la République comme le vainqueur de la consultation électorale. Ceux-là mêmes qui se lamentaient sur les atermoiements du chef que la V^e^ République s'était donné en 1974 ont félicité Giscard de la maîtrise avec laquelle il a su attendre l'ouverture de la crise entre le PC et le PS et lui reconnaissent le fait qu'il serait le maître du jeu. Non seulement Giscard a réussi à reconduire sa majorité parlementaire face à l'union désunie de la gauche, mais il semble asseoir son autorité sur toute la majorité en relèguant le RPR et Chirac dans le rôle d'aboyeur impuissant aux basques du gouvernement.

Les six premiers mois confirment incontestablement cette appréciation superficielle. A la queue-leu-leu tous les dirigeants des grandes organisations ouvrières se sont rendues à l'Elysée pour faire acte d'allégeance à la V^e^ République et à la personne du président. Cette reconnaissance des institutions mises en place grâce au coup d'Etat de 1958 est, depuis de longues années, inscrite aux programmes du PC et du PS. Il n'empêche que la pratique de la V^e^ République, depuis le départ de la SFIO du gouvernement de De Gaulle, a rejeté à l'extérieur du jeu des institutions les organisations ouvrières. Celles-ci, en acceptant la main tendue par Giscard, ont en quelque sorte mis en rapport leurs actes avec leur propre programme et ont ainsi contribué à légitimer le régime et sa majorité.

D'autre part, le RPR apparaît comme une force seconde au sein de la majorité parlementaire. Sa position dominante en sièges de députés ne se traduit ni dans la composition du gouvernement Barre, ni dans les objectifs du premier ministre qui se refuse à envisager une relance de la production. Le groupe parlementaire de Chirac est apparu, de plus, perméable aux manœuvres du président de la République, puisque celui-ci a réussi à imposer son candidat à la présidence de l'Assemblée nationale contre celui de Chirac.

Cette lecture des événements fait toutefois bon marché des contradictions auxquelles doit faire face Giscard. Il n'a pu faire preuve de tant d'aisance que parce que ces contradictions ont été temporairement brouillées par l'euphorie d'un succès imprévu.

La concentration des pouvoirs entre les mains du président de la république est le fait de l'histoire des institutions de la V^e^ République. Elle suppose une adéquation entre la politique du président et celle de la majorité parlementaire pour fonctionner régulièrement. Cette adéquation a été la règle sous les règnes de De Gaulle et de Pompidou qui a hérité du parti construit par le fondateur de la V^e^ République. Il n'est pas indifférent que cela ne soit plus le cas depuis 1974. Giscard

tente d'avancer, de façon complémentaire, dans deux voies pour combler ce handicap. Il s'agit d'abord de construire son propre parti qui a pris le nom d'UDF au cours de la campagne électorale. Alors que De Gaulle a construit l'UDR en renouvelant le personnel bourgeois classique pour s'appuyer sur des combinaisons d'aventuriers qui ont conquis l'appareil d'Etat, Giscard utilise les débris des plus vieux partis bourgeois. Le CDS est l'héritier du MRP qui fit les beaux jours de la IV^e^ République, les républicains indépendants sont issus des vieux notables indépendants et paysans aux réflexes réactionnaires et archaïques. Quant au Parti radical, il n'est pas besoin de développer. La fusion de tous ces vestiges de républiques défuntes, grâce à des directives provenant de l'Elysée, n'est pas tâche aisée. Il faut pour cela surmonter tous les particularismes de ces notables de partis croupions, et réussir à gagner ces éléments à l'adhésion aux réformes que nécessite l'adaptation de la bourgeoisie aux conditions actuelles de la lutte des classes. Cela est loin d'être gagné.

Mais il s'agit aussi pour Giscard de faire une fuite en avant en direction d'une concentration plus poussée de la maîtrise de sa politique en ses propres mains. Parce que Giscard possède une majorité rétive à l'idée d'une collaboration organique avec le PC et le PS, c'est Giscard qui doit monter en première ligne pour s'assurer la collaboration des organisations ouvrières. A l'inverse de De Gaulle qui pouvait apparaître au-dessus des classes, et ainsi se refuser à toute concertation avec le mouvement ouvrier, Giscard est bien plus faible. Il a besoin d'une collaboration ouverte avec les syndicats et les partis (PC et PS) pour consolider son pouvoir.

Le rêve de Giscard, énoncé dans sa brochure électorale *Démocratie française,* est de gouverner au centre en attirant la majorité du Parti socialiste dans sa sphère d'influence. Pour tenter de concrétiser ce rêve qui, pour être accompli, supposerait une liquidation des institutions bonapartistes, Giscard est obligé de mener directement ses opérations tacticiennes• par dessus sa majorité parlementaire.

Une telle politique n'est possible, du point de vue de la coalition majoritaire, qu'à la condition que le RPR abdique définitivement toute prétention à reconquérir les fractions de l'appareil d'Etat dont Giscard l'a chassé. Le RPR et Chirac ont mené la campagne électorale en jouant Giscard perdant pour mieux se poser en solution de rechange autoritaire pour la bourgeoisie. La défaite électorale de l'Union de la gauche a donc abouti à un échec conjoncturel pour Chirac qui s'est vu obligé d'accuser le coup. Mais il ne lui est pas interdit de relever la tête. La poursuite de la crise économique augmente la nécessité de la restructuration de l'appareil de production aux dépens des secteurs les moins compétitifs face à la concurrence internationale. Tous ces laisser-pour-compte de la crise constituent un vivier dans lequel

Chirac et le RPR espèrent gagner de nouvelles bases d'appui. L'identification structurelle des fractions politiques de la bourgeoisie à des fractions sociales est un exercice assez vain. L'UDF comme le RPR prétendent à gouverner pour toute la bourgeoisie ; ces partis peuvent s'appuyer tactiquement sur telle ou telle couche sociale sans qu'ils les représentent de façon organique. A ceux qui seraient tentés d'identifier le RPR aux petites entreprises parce que Chirac s'en fait le défenseur face à l'élargissement du marché commun, il convient de rappeler que c'est De Gaulle qui a conduit la concentration de l'appareil productif pendant les années soixante aux dépens des petits et moyens paysans qui donnaient leurs voix aux notables centristes, ancêtres de l'UDF.

Mais l'opportunité de voir des fractions de la bourgeoisie s'opposer aux choix de Giscard est ouverte en raison des impératifs de la crise économique. Le RPR et Chirac occupent la position politique qui leur permet de capter à bon compte cette opposition pour mener à bien leur projet de disputer à Giscard la direction de l'appareil d'Etat. Ce faisant, l'existence même du RPR en parti constitué disposant de multiples relais légaux et paralégaux dans toutes les couches de la bourgeoisie constitue un obstacle dressé contre la politique de Giscard.

C'est pourquoi, malgré les apparences données par les six premiers mois de la législature, le président de la république ne dispose pas des outils qui lui permettraient de surmonter la crise des institutions de la V^e^ République. La crise d'orientation et la division du mouvement ouvrier se conjuguent avec le repli conjoncturel de Chirac pour donner à Giscard un sursis. Celui-ci est donc acculé à avancer très vite pendant le répit qui lui est accordé. L'image d'un président ne se préoccupant que de fignoler sa prochaine élection présidentielle ne correspond pas à une réalité bien plus contradictoire.

2. Le choix du libéralisme économique et de l'austérité

En demandant à Barre d'organiser l'austérité dès septembre 1976, Giscard avait semblé faire un pari suicidaire face aux échéances électorales que l'Union de la gauche se promettait de gagner. C'était notamment l'analyse de Chirac qui avait proposé des élections anticipées pour ne mettre en œuvre une politique d'austérité qu'après coup.

Giscard n'a pu gagner son pari que grâce à la division qui s'est installée entre le PC et le PS. Mais en organisant l'austérité dès septembre 76, Giscard n'avait pas le choix en raison de l'ampleur de la crise économique mondiale et de l'aiguisement de la concurrence entre

firmes capitalistes. De plus il a su profiter des conséquences de l'attentisme pré-électoral entretenu par les directions ouvrières. 1977 a été ainsi la première année pleine d'application du plan Barre avec le blocage du pouvoir d'achat. 1977 a été aussi l'année où le nombre moyen de journées de grève a baissé : 2 146 350 contre 3 726 624 en 1976. Ce chiffre fourni par les statistiques officielles masque en partie l'ampleur du recul de l'activité ouvrière, puisque l'année 1977 avait vu se dérouler la journée nationale d'action la plus suivie depuis Mai 68 : le 24 mai 77 à l'appel de toutes les confédérations syndicales.

S'il se confirme que le plan Barre a constitué dès son début l'attaque la plus forte contre le niveau de vie de la classe ouvrière depuis les mesures Pinay de 1958, il faut constater que le plan Barre n'a pas encore abouti à une attaque d'une ampleur équivalente à celles qui sont perpétrées dans d'autres pays d'Europe. Globalement, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière s'est maintenu, à l'exception des secteurs où les licenciements et les réductions d'horaires conduisent à une amputation réelle du pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Cette constatation est doublement significative : elle témoigne de la capacité de résistance des travailleurs dans une situation pourtant marquée par la passivité pré-électorale, et de l'incapacité de la bourgeoisie française à répondre de façon satisfaisante aux impératifs de la concurrence intercapitaliste.

Le résultat des élections législatives va-t-il modifier qualitativement la situation et permettre au gouvernement de conquérir un avantage bien plus important ? Telle est la question qui est posée au troisième gouvernement Barre et au mouvement ouvrier.

Blocage maintenu du pouvoir d'achat et organisation de la montée du chômage qui pourrait atteindre deux millions de travailleurs et de travailleuses à la fin de l'année 1978 : ces données de la politique d'austérité ne sont pas nouvelles. Les objectifs énoncés par Raymond Barre dans son discours programme à la nouvelle Assemblée nationale reflètent une continuité dans la voie de l'effort suivie depuis deux ans et promise pour plusieurs années encore.

L'élément nouveau tient dans la volonté délibérée d'aller dans le sens du libéralisme économique. Derrière le fatras idéologique du professeur d'université qui veut régler leur compte aux néo-keynesiens, il y a des mesures concrètes, à commencer par l'annonce de la libération des prix industriels et du commerce. Il s'agit d'organiser un véritable transfert de ressources de l'Etat en direction des grandes entreprises.

Une telle réorientation ne change rien, en soi, au degré de l'exploitation de la classe ouvrière, bien que celui-ci constitue le facteur essentiel du niveau des profits et de la capacité concurrentielle des capitalistes. Cette politique vise par contre à entamer la capacité de

résistance de la classe ouvrière, et à favoriser les firmes capitalistes les plus rentables et les plus capables d'extorquer aux travailleurs la plus-value dont ils sont producteurs.

Le choix du libéralisme, c'est la reconnaissance de la validité de la loi de la jungle en pleine crise économique. La conséquence en est la liquidation des canards boîteux par branches entières, à partir du moment où l'Etat n'injecte plus de fonds publics dans les secteurs condamnés par la concurrence internationale et ne réglemente plus la concurrence au moyen notamment du blocage des prix industriels. La sidérurgie, le textile, la réparation et la construction navale sont les branches dont le gouvernement entend contribuer à la liquidation-restructuration dans les délais les plus brefs.

Les événements du printemps et de l'été ne sont, en la matière, qu'un hors-d'œuvre de ce que rêve de faire le gouvernement en l'absence d'une riposte ouvrière conséquente.

Ainsi, non seulement le gouvernement compte sur le montant total du chômage pour peser sur la combativité ouvrière, mais il s'oriente vers des licenciements massifs, sélectifs, par branches ou régions. Une étude en cours semble indiquer qu'il n'y a pas eu relation significative entre la montée globale du chômage et une baisse de l'activité ouvrière mesurée par le nombre de jours moyens de grève. Il y a par contre une relation étroite entre les licenciements massifs dans une région et la démoralisation des travailleurs si ceux-ci n'engagent pas de luttes : tel a été l'exemple de la sidérurgie lorraine. C'est ce chemin que voudrait emprunter, sur une plus grande échelle, le troisième gouvernement Barre.

Simultanément à la liquidation des canards boiteux, le jeu du libéralisme conduit à favoriser les firmes les plus rentables. La libération des prix de vente des automobiles depuis trois ans a permis aux constructeurs français de rétablir leur situation financière, favorisant incontestablement celui qui utilise les bandes armées de la CFT pour faire régner l'ordre à l'usine, à savoir le groupe Peugeot-Citroën.

A l'heure de l'accroissement des échanges internationaux qui progressent plus vite que la production moyenne des pays capitalistes développés, le gouvernement français ne favorise pas seulement la concentration mais aussi la sélection dans les branches qui permettent à des firmes françaises de se transformer en firmes multinationales capables de supporter le choc de leurs concurrents des Etats-Unis, du Japon ou de la République fédérale d'Allemagne.

De fait, toute une famille d'économistes du Parti socialiste ne conteste pas cet objectif, mais chicanent le premier ministre sur les moyens qu'il met en œuvre en insistant sur le rôle indispensable de l'Etat pour réorienter l'appareil de production capitaliste. Entre les branches que Jacques Attali juge prioritaires pour réorienter de façon

sélective l'industrie française, et celles qui sont mentionnées dans le rapport intérimaire du VII[e] plan, les différences sont minces.

Lorsque l'on constate que Georges Séguy estime profitable pour l'intérêt national l'implantation de Renault à l'étranger, force est de constater que le secrétaire général de la CGT entonne la même chanson à propos d'une branche dans laquelle les capitalistes français font jeu égal avec leurs concurrents.

Dans l'aiguisement de la concurrence internationale, il y a un concensus de la bourgeoisie française pour s'adapter à la nécessaire spécialisation qu'implique le choix des branches les plus compétitives pour l'industrie capitaliste française.

Le débat porte sur les moyens et sur la capacité politique que possède le gouvernement Giscard-Barre de mener à bien cette orientation face au mouvement ouvrier. Le problème qui est toujours posé à la bourgeoisie française est celui de restaurer ses taux de profit afin de mener à bien cette réorientation de l'appareil de production.

Dans le climat de démoralisation post-électoral, il a été possible de conclure quelques opérations ponctuelles comme la liquidation des groupes Boussac pour le textile et Terrin pour la réparation navale. Le gouvernement disposera-t-il de la force suffisante pour mener à bien de plus vastes opérations ? Parviendra-t-il à refuser toute relance de la production pour diminuer le chômage ? Parviendra-t-il surtout à bloquer la progression des salaires de la majorité de la classe ouvrière, condition indispensable à une reconversion réussie pour les capitalistes ? L'INSEE a publié des chiffres provisoires indiquant une hausse du salaire horaire moyenne supérieure à 5 p. cent pour le deuxième trimestre 78, c'est-à-dire après les élections législatives. Si un tel chiffre était confirmé, cela constituerait un rude coup pour les espoirs gouvernementaux à entamer sérieusement la résistance ouvrière. Cela signifierait aussi un démenti concret porté aux affirmations sur un profond recul de la classe ouvrière après l'échec électoral de l'Union de la gauche.

Les réponses aux interrogations posées sur la poursuite de la politique gouvernementale tiennent à la manière dont le mouvement ouvrier saura répondre à la nouvelle situation. C'est là que se trouvent les véritables interrogations.

3. La crise de perspectives du mouvement ouvrier traditionnel

Depuis 1972, le programme commun constituait la réponse miracle offerte par le PC et le PS à l'aggravation de la crise et à la volonté croissante de la majorité des travailleurs d'en finir avec le régime. Le fait qu'il constituât un programme de collaboration de classes mainte-

nant l'économie de marché capitaliste et les institutions de la Ve République, la dénonciation du gage fourni à la bourgeoisie par la signature additionnelle des radicaux de gauche, ont pu être martelés par les communistes révolutionnaires. Il n'empêche qu'en réponse à la plus grande grève générale de l'histoire de la classe ouvrière française, le PC et le PS ont pu gagner la confiance de millions de travailleurs et de travailleuses en promettant de changer la vie grâce au programme commun.

Aujourd'hui le programme commun est rangé dans le musée de l'histoire, il risque d'y rester plus longtemps que la règle du désistement que la direction du Parti communiste avait crû pouvoir brocarder pendant la campagne électorale.

Le programme commun a toujours constitué une solution réformiste. A l'époque de l'expansion du capitalisme, avant la crise de 1973-1974, cette solution avait un fondement matériel, celui reposant sur un plus juste partage des fruits de l'expansion capitaliste. L'irruption de la crise a érodé la base de cette solution, car l'expansion capitaliste ne produit plus guère de fruits à partager. De fait, toutes les grandes organisations ouvrières d'Europe occidentale se sont tournées vers l'adaptation à la crise, faisant de l'austérité une vertu nécessaire. De la social-démocratie allemande, britannique, française, aux partis communistes d'Espagne et d'Italie, le même cours a pu s'observer, même s'il s'est traduit bien évidemment par des modalités spécifiques dans l'exercice des responsabilités gouvernementales.

Seul le Parti communiste français a fait exception dans ce chœur des directions ouvrières européennes. Bien entendu, la raison de cette exception ne tient pas à une singularité « ouvrière » du PCF qui lui interdirait de s'adapter à l'austérité, elle tient à la place qu'occupe le PC dans le mouvement ouvrier français face à un parti social-démocrate qui lui dispute son propre terrain d'influence, et à l'engagement que constituait le programme commun envers une participation directe au gouvernement.

Alors que le Parti socialiste s'alignait sur les autres directions ouvrières européennes et était amené à réviser en baisse les revendications contenues dans le programme commun, le PC pratiquait la politique symétriquement inverse.

Ni l'Union de la gauche, ni le programme commun n'ont mérité cet écartèlement. Le PS a reçu sans réagir l'offensive du PC tout au long de la campagne électorale, car le cynique alignement de la direction de François Mitterrand lui interdisait de pouvoir se justifier devant les travailleurs. Le PC a pris consciemment le risque de l'échec électoral, justifiant devant les travailleurs combatifs sa politique, pouvant conduire à la reconduction de la majorité présidentielle, par l'adaptation du PS à l'austérité. La conséquence en a été la reconduction

effective du gouvernement disposant donc d'une majorité de près de cent sièges au Parlement.

Une telle attente du changement dans lequel se sont engouffrés tant d'espoirs issus de la grève générale de Mai 68 et tant d'aspirations issues de la crise des valeurs de la société bourgeoise débouchant sur un tel échec. Le choc est profond. Le mouvement ouvrier traditionnel n'est pas encore sorti de la commotion qui a succédé à l'échec électoral. Face à la trahison de tant d'espoirs accumulés et de tant de luttes partielles manquées au nom de ce changement électoral, les directions ne peuvent qu'être amenées à rendre des comptes. Le contre-feu à une telle exigence, c'est la poursuite de la division faisant reporter les responsabilités de l'échec sur l'autre.

La poursuite aggravée de la division entre le PC et le PS est à la mesure de l'ampleur du choc causé par l'échec électoral. Les deux directions se doivent de brouiller les cartes, de se blanchir de toute faute et d'éviter à tout prix leur propre mise en cause. De ce fait, le programme commun est chaque jour de plus en plus enterré, et l'Union de la gauche réduite à une société de conservation des sièges parlementaires.

C'est une crise de perspectives, en ce sens que ni le PS, ni le PC ne proposent la moindre solution qui permette d'indiquer comment se débarrasser du gouvernement Giscard-Barre. Cultivant son autonomie pour le PS, en appelant dans le vide à l'union à la base pour le PC, les deux grands partis se réclamant du mouvement ouvrier se préparent à organiser leurs congrès respectifs.

Le mouvement syndical ne sort pas non plus indemne de l'épreuve traversée. Si la CGT a été la seule confédération syndicale à soutenir ouvertement le programme commun, la CFDT et la FEN définissaient aussi leur tactique en fonction de ce programme commun dont elles adhéraient au cadre stratégique.

Dans la mesure où les confédérations syndicales organisent plus directement et plus massivement les travailleurs, elles sont contraintes de réajuster leur tactique plus rapidement que les partis. Ce qui s'est déjà manifesté au printemps ne peut que se confirmer à la rentrée.

Le « recentrage » de la CFDT est le point-pivot du réajustement des confédérations syndicales. De l'ouragan qui ravage les organisations ouvrières, la CFDT sort la moins atteinte. Alors que le PS et le PC s'entre-déchirent, la CFDT est une sorte de zone franche, puisque c'est un lieu sous influence de militants socialistes choyés par la direction du PC. En couvrant de fleurs la direction de la CFDT tout au long de la polémique électorale, le PCF a dédouané la confédération syndicale qui considère les syndicats italiens et leur sens des responsabilités comme un exemple à suivre.

Ainsi Edmond Maire a eu les mains libres pour répondre aux avan-

ces de l'Elysée sans que ce tournant s'accompagne de remous importants au sein de sa confédération, et de critiques trop vives de la part de la CGT. La réorientation vers la mise en chantier d'une nouvelle politique contractuelle peut ainsi commencer à se mettre en pratique. Il s'agit là d'une évolution particulièrement significative de la part du mouvement syndical.

Depuis le milieu des années soixante, la déconfessionnalisation de la CFDT et ses choix en faveur des principes formels de la lutte des classes avait dessiné une coupure du mouvement syndical en deux blocs, celui reposant sur les accords d'unité d'action CGT-CFDT et l'autre signant les accords à tout prix avec le patronat et les pouvoirs publics, FO et la FEN. Ces deux blocs bureaucratiques ne dessinaient des divergences radicales d'orientation dans la mesure où il s'agissait pour les uns et pour les autres d'agir dans le strict respect de la perpétuation des rapports de production capitalistes. Les choix tactiques de la CGT et de la CFDT étaient commandés par la nécessité de gagner la masse des travailleurs combatifs formés au travers de la grève générale et des vagues de luttes qui se sont succédées depuis. Cette exigence conduisait l'une ou l'autre à faire de la surenchère, la CFDT dans l'immédiat après Mai 68 jusqu'à la lutte des Lip, la CGT tentant de regagner le terrain perdu en réorientant par exemple son activité en direction des femmes travailleuses depuis 1977.

Le « recentrage » de la CFDT modifie les données de la concurrence entre les confédérations syndicales. Puisque les organisations politiques, PC et PS, n'ont plus de débouché politique à offrir pour l'immédiat, il faut s'adapter au régime en place et à la crise économique qu'il engendre. Le langage « réaliste » de la CFDT trouve ses racines dans cette prise en compte, pour une longue durée, de la crise économique.

Dans une phase d'expansion du régime capitaliste, des luttes partielles peuvent aboutir à des victoires revendicatives. S'insérer dans le carcan d'une politique contractuelle apparaissait ainsi évitable aux directions de la CGT et de la CFDT qui pouvaient épouser la combativité de secteurs de la classe ouvrière, tout en éludant les tâches pour une centralisation des luttes.

L'arrivée de la crise économique bouleverse cette tactique. Les quatre années d'attente des élections législatives ont pu camoufler la nécessité d'une réorientation de la tactique syndicale, puisque l'absence de résultats revendicatifs était compensé par l'espoir du changement par les urnes. L'échec électoral consommé, les confédérations syndicales se retrouvent confrontées au problème, nouveau pour elles, d'organiser la classe ouvrière dans un contexte de crise économique où les fruits de l'expansion sont rares à partager.

Les luttes partielles sont beaucoup plus sûrement condamnées à

l'échec et la simple exigence du maintien du niveau de vie et des conditions d'emploi ne peut être satisfaite sans lutte d'ensemble. Faute de vouloir s'orienter dans cette direction, les confédérations syndicales sont acculées à tomber dans le piège de la politique contractuelle. Celle-ci peut contribuer à renforcer leur capacité d'intervention bureaucratique en échange de miettes qui constituent autant de révisions en baisse des revendications ouvrières. L'exemple de l'accord signé en juillet par la chambre patronale et toutes les fédérations syndicales de la métallurgie confirme ce constat. Le gouvernement, le patronat et la CFDT ont fait grand cas de cet accord exemplaire. Prenons-le donc pour tel. C'est un exemple où le montant des salaires n'est pas consigné et où la revendication d'un salaire minimum national est abandonnée au profit d'une négociation par régions. Le seul contenu de cet accord exemplaire réside dans la définition des modalités institutionnelles grâce auxquelles les syndicats seront habilités à participer à des négociations salariales bisannuelles fondées sur la discussion d'un salaire minimum dont le montant sera défini annuellement, région par région. Ainsi les syndicats ont échangé des miettes — l'espoir d'une certaine élévation du salaire minimum, en deçà de la revendication du SMIC à 2 400 F — contre l'institutionnalisation de leur place dans la fixation des salaires.

En fait, un vaste champ est ouvert pour la négociation de nouveaux droits syndicaux dont la mise en application ne coûtera pas un centime au patronat et ne renforcera pas pour autant la capacité de la résistance ouvrière à l'exploitation capitaliste. C'est ce champ que se propose d'exploiter la CFDT, grâce à sa tactique de « recentrage ».

La CGT se sent contrainte de suivre ce mouvement, tout en tempêtant très fort pour clamer qu'elle ne va pas à la soupe de la collaboration de classes. Ainsi la fédération de la métallurgie n'a fourni aucun argument pour justifier sa signature de l'accord. Au contraire, elle a dénoncé l'intoxication gouvernementale qui faisait de cet accord un accord exemplaire. Pourtant, tout en se défendant, la fédération de la métallurgie CGT a, elle aussi, signé. Cette signature était l'un des espoirs du patronat puisque celle de la CFDT était acquise. « La CGT va-t-elle à Canossa », s'interrogeait crûment la lettre de *l'Expansion,* quelques jours avant la conclusion de l'accord dans la métallurgie. Allant donc à Canossa, tout en expliquant que cela n'avait aucune signification, la CGT ne pouvait guère mieux illustrer les profondes difficultés dans lesquelles elle se débat.

La CGT, s'étant la plus avancée en défense et illustration du programme commun, c'est la confédération qui supporte le plus directement les contre-coups de l'échec électoral de l'Union de la gauche, et son alignement sur les positions du PC tout au long de la crise entre le PC et le PS. S'avancer trop ouvertement sur la voie de la politique

contractuelle, c'est reconnaître bien rapidement que sa dénonciation véhémente de l'austérité et des capitulations du PS était la simple couverture des choix tactiques du PC. Camper sur des positions intransigeantes face au patronat, c'est se condamner à engager des luttes efficaces, c'est-à-dire à envisager la généralisation des luttes face au patronat et au gouvernement. C'est pourquoi l'un des secrétaires confédéraux de la CGT, Jean-Louis Moynot, a justifié les nécessaires adaptations tactiques de la confédération en expliquant dans un rapport pour le CCN de juin 1977 : « La CGT ne doit pas être absente du jeu ».

Si les directions syndicales s'apprêtent donc à se tourner vers la négociation d'accords contractuels, ce tournant n'est pas des plus aisés, car il suppose pour être mené à bien un recul de l'activité de la classe ouvrière. Celui-ci n'apparaît pas très probable à la lumière du potentiel de lutte accumulé par les travailleurs depuis plusieurs années, et des premières caractéristiques de la résistance ouvrière en Mai-Juin 1978.

Après quinze mois d'attentisme, les grèves qui ont éclaté dans près de sept cents entreprises sur des revendications aussi élevées que les 35 heures de travail par semaine ou 400 F pour tous, témoignent d'une résistance concrète de la classe ouvrière qui peut bousculer bien des rêves fondés sur une gestion pacifiée des luttes sociales. De plus, les directions de la CGT et de la CFDT, pour leurs propres intérêts, ne peuvent se permettre d'organiser un recul durable de l'activité des travailleurs. Ce serait la porte ouverte à une montée de Force ouvrière, et la possibilité d'une répression patronale accrue en profitant pour susciter des syndicats maisons.

Ainsi, autant le mouvement syndical avait réussi à trouver une situation d'équilibre dans les années qui ont fait les beaux jours du programme commun, autant il n'est pas aujourd'hui à l'abri de la crise de perspectives qui traverse tout le mouvement ouvrier traditionnel. Le mouvement syndical va lui aussi connaître les conséquences de la division entre le PC et le PS puisque celle-ci traverse durablement les rangs des travailleurs, mais c'est aussi en son sein que peuvent s'affirmer le plus rapidement les aspirations à l'unité ouvrière en raison du relatif pluralisme qui existe dans chacune des principales confédérations.

4. Le PC dans la nouvelle situation politique

Cette crise des perspectives frappe de plein fouet les militants du PC auxquels leur direction ne peut qu'offrir l'objectif de reconstruire une union à la base qui serait plus solide tout en conservant les mêmes

forces et les mêmes principes d'action. A l'union sans combat ne suit même pas une phase de combat sans union.

Il faut remonter à une vingtaine d'années, en 1956, après la publication du Rapport Kroutchev, pour avoir vu se développer une crise d'une ampleur comparable à celle qui couve aujourd'hui dans le PC. L'énoncé de la longueur de la durée qui sépare ces deux moments peut apparaître comme la reconnaissance du fait que la crise actuelle serait une grande crise. C'est pourtant d'un simple constat qu'il s'agit en prenant le soin de se souvenir que la crise de 1956 n'avait touché pour l'essentiel que les couches intellectuelles du PC, que la crise de l'UEC des années soixante avait été confinée au seul secteur des étudiants, et que la trahison de la grève générale de Mai 68 a été acceptée par l'immense majorité des militants du PC. L'ampleur de la crise actuelle ne doit donc pas être mesurée en fonction des pronostics sur la crise profonde qui frappera nécessairement un parti stalinien, mais en fonction de l'histoire propre du PC et de sa capacité à étouffer tout débat naissant. La nouveauté réside précisément dans les difficultés de la direction du Parti communiste à maîtriser de bout en bout un débat, ne serait-ce que parce qu'elle n'a plus les moyens d'exclure tout opposant potentiel.

Jusqu'à présent, la direction du Parti communiste a bénéficié d'un privilège d'infaillibilité. Ce privilège n'avait plus la dimension historique que pouvait posséder le « fils du peuple », Maurice Thorez, mais au plan de la définition des choix tactiques, le bureau politique du PCF détenait le savoir et l'expérience qui justifiaient tous les tournants. Combien de changements ont-ils été acceptés, parfois pour des raisons contradictoires, par les militants, pour la raison que la direction savait bien ce qu'elle faisait et où elle voulait en venir. Ce privilège est mis à mal par la manière dont la direction du PC s'est comportée depuis l'ouverture de la crise entre PC et PS. Les militants du PC qui croient en la bonne foi de leur direction ont quelques difficultés à retrouver la cohérence entre les positions de Georges Marchais à la veille du deuxième tour des élections présidentielles en 1974 et les déclarations du même secrétaire général en pleine polémique antisocialiste. La première conclusion est, qu'au moins à court terme, le bureau politique du PC pourra beaucoup plus difficilement tourner qu'auparavant sur ses choix par-dessus la tête des militants, à l'exemple de l'annonce à la télévision de l'abandon de la dictature du prolétariat ou de l'acceptation de la force de frappe nucléaire.

Si sa marge de manœuvre bureaucratique est ainsi limitée, il n'empêche que la direction du PC réussira largement, pour le court terme, à limiter le débat dans les frontières qu'elle a décrétées. Le poteau indicateur qui sépare l'autorisé de l'interdit est clairement posé : ne pas remettre en cause la totale responsabilité du Parti socialiste dans

l'échec de l'Union de la gauche. S'aventurer dans ce domaine interdit, c'est effectivement poser la question sacrilège : la direction du Parti communiste a-t-elle délibérément pris le risque de l'échec électoral de l'Union de la gauche. Et c'est aussi s'aventurer sur le chemin des réponses interdites, celui qui conduit à prôner l'unité d'action de toutes les forces du mouvement ouvrier.

Les militants qui peuvent s'interroger sur les responsabilités directes de leur parti sont vite étiquetés comme ceux qui veulent trouver des excuses au Parti socialiste ; ce parti social-démocrate d'où viennent toutes les difficultés. La façon dont la direction du Parti communiste monte en épingle l'opposition de Jean Ellenstein indique bien comment celui-ci sert de faire-valoir repoussoir pour étiqueter de droitiers ceux qui adhèrent difficilement à la fable de l'unique responsabilité du PS. Pour repousser une telle étiquette, les critiques de la direction du PC se retrouveront-ils attirés par l'autre versant officiel de la contestation que représente Jeanette Thorez-Vermeersch, depuis qu'elle a abandonné la pose de la veuve du génial fils du peuple pour participer, elle aussi, aux shows télévisés. Cette question mérite d'être posée en raison de la confusion qui caractérise les déclarations de certains opposants.

Ainsi l'ouverture du débat au sein du PCF ne signifie pas que celui-ci soit d'emblée clarifié. Bien au contraire, le fait qu'il soit systématiquement brouillé, en fonction même de la dégénérescence bureaucratique dont le parti est atteint, est l'une des données de la situation.

Le débat ne se clarifie pas de l'intérieur, mais bien plutôt à partir des expériences propres du mouvement social et des initiatives que sauront proposer ceux qui construisent depuis des dizaines d'années une organisation communiste indépendante à la suite de la faillite politique des PC stalinisés. La manière dont le PC est amené à voir se transposer en son sein les débats produits par l'activité du mouvement des femmes indique une piste d'éclosion de véritables débats au sein du PC. De même, il est aisé de pronostiquer qu'une poursuite de la stagnation — sinon de recul — de la CGT est porteuse de discussion au sein même du PC sur la tactique à développer à l'égard de la classe ouvrière.

Face à cette crise rampante qui trouve ses racines dans les rapports qu'entretient le PC avec sa sphère d'influence, la direction du PC est de fait sur la défensive, même si les incartades de Georges Marchais peuvent parfois donner le change. Souffler sur le feu de la division avec le PS est une tactique qui peut être momentanément efficace pour faire diversion et pour jouer délibérément le recul de l'activité ouvrière, afin d'éluder la question de l'affrontement avec le gouvernement. S'en prendre aux PC espagnol et italien en raison de leur adhésion à l'élargissement du marché commun peut permettre au

PC de se développer parmi les couches paysannes et petites-bourgeoises du Sud-Ouest.

Mais ces remèdes ne sont pas à la dimension des profonds facteurs de crise qui sont à l'œuvre dans le PC qui vit les contradictions croissantes d'un parti stalinien pris entre ses tentations de s'intégrer à l'appareil d'Etat de sa propre bourgeoisie, ses rapports avec la classe ouvrière qui s'ouvre à la présence d'autres courants politiques, et son histoire marquée par l'ancienne soumission de ses vieux cadres à l'Internationale stalinisée.

C'est pourquoi le réseau de contradictions dans lequel le PC est pris ne permet pas de fournir des explications simplistes à la détermination de sa politique. Il n'est pas besoin de recourir à l'hypothèse de la main de Moscou pour comprendre pourquoi le PC a préféré prendre le risque de différer son accession au gouvernement. Les relations de concurrence avec le PS et les risques réels de perte d'identité propre qu'il prenait en acceptant de participer à un gouvernement dominé par François Mitterrand pour appliquer l'austérité suffisent à expliquer le tournant tactique du PC. Mais les tendances profondes qui jouent en faveur d'une intégration croissante dans l'appareil d'Etat n'ont pas pour autant disparu. Elles peuvent prendre rapidement le dessus dans une autre situation politique. Pour les mener à bien, il n'y a pas d'autre choix qu'une nouvelle union de la gauche retaillée à la mesure de l'acuité de la crise économique.

D'autres combinaisons politiques ne peuvent être exclues par principe. Du compromis historique à l'union nationale, en passant par l'union de la gauche, l'arc-en-ciel des variantes d'une politique de collaboration de classes est fourni. Mais les contraintes qui pèsent sur le choix d'une tactique donnée résident dans le rapport des forces entre les classes et les marges de manœuvre politique dont disposent les directions des organisations ouvrières. Autant l'âpreté de la concurrence entre le PS et le PC, que l'absence d'une menace justifiant le recours à une union nationale ouvertement interclassiste, indiquent que le cadre général de l'Union de la gauche demeure la variante la plus probable d'une accession du PC au gouvernement. L'acceptation des règles constitutionnelles par le PC et le PS repousse à loin une telle éventualité, si on prend comme certitude que l'histoire se déroule comme la rêvent ceux qui gouvernent.

En attendant, et compte tenu de la nature des prochaines élections européennes et présidentielles inscrites au calendrier, la division des rangs des travailleurs sera à l'ordre du jour. C'est une façon pour la direction du PCF de gagner du temps, comme pour bloquer l'implacable développement des contradictions auxquelles elle doit faire face.

En ce sens, la division du PC et du PS est bien un phénomène durable. Mais le temps n'est plus où un parti stalinisé pouvait se déchaîner

dans une entreprise de division historique de la classe ouvrière, à l'exemple des tournants de la IIIe période. Le Parti communiste est aujourd'hui trop peu sûr de son avenir pour s'engager dans des tournants irréversibles. Il prend ainsi bien soin de maintenir l'union de la gauche au plan des municipalités et de respecter scrupuleusement la règle du désistement malgré les rodomontades de Georges Marchais. C'est qu'il doit aussi tenir compte de l'aspiration à l'unité qui continue à vivre parmi les travailleurs. Le maintien de cette aspiration est d'ores et déjà le plus sûr obstacle à la construction de combinaisons politiques intégrant PS et giscardiens ou PC et RPR. C'est la marque du maintien du rapport des forces entre les classes sociales. Sa dégradation au profit de la bourgeoisie dépend du succès durable des entreprises de division des rangs des travailleurs.

5. L'avenir du PS

Le renouvellement du PS a été l'un des phénomènes marquants des cinq dernières années. Il y a plusieurs interprétations possibles à la croissance de ce parti champignon. Pour les camarades de Lutte ouvrière, c'est la simple application d'un phénomène de physique : avec l'intégration des centristes de Lecanuet au gouvernement de Giscard, l'espace était libre pour le développement du PS qui se serait donc seulement grossi d'éléments bourgeois en quête d'une formation politique. Le PC fournit de prime abord une explication comparable en insistant sur le poids de courants ouvertement bourgeois au sein du PS. Cette explication de la part du PC n'est guère convaincante car elle ne justifie pas dans ces conditions l'âpreté de la concurrence qui s'est aiguisée entre les deux partis et vise à défendre coûte que coûte le monopole du PC sur la classe ouvrière.

Définir le PS comme une organisation ouvrière est justifié par la nature des relations qu'il entretient avec le mouvement ouvrier grâce aux positions majoritaires qu'il a conquises dans les directions des trois syndicats CFDT, FO et FEN, majoritaires parmi les travailleurs face à la seule CGT. Il n'empêche que la nature « ouvrière » du PS connaît des singularités qui expliquent pourquoi la campagne de dénonciation du PC a pu rencontrer un écho au-delà même du cercle des militants. L'origine du développement du PS tient à la manière dont le groupe de François Mitterrand a su l'investir pour le réorienter sur la voie de la discussion d'un programme de gouvernement avec le PC. Si le PS a vu augmenter son influence — tant électorale que directement militante — parmi les travailleurs, il a su aussi gagner des couches entières de l'appareil d'Etat se tournant vers la fatale relève d'équipes gouvernementales usées par vingt ans d'occupation sans

partage du pouvoir. A mesure que la probabilité de la « victoire en votant » augmentait, ce mouvement s'est amplifié. La compétence prégouvernementale l'emportait sur la nécessité de changer la vie. Le PS s'est ainsi renouvelé dans la perspective d'une accession imminente aux responsabilités gouvernementales. L'échec électoral de Mars 78 est donc bien davantage un accident de parcours, même grave ; c'est la première épreuve d'un parti renouvelé qui avait jusqu'à présent volé de victoire en victoire.

Le rôle clé qu'a tendance à occuper Pierre Mauroy indique comment les liens de continuité historique sont forts dans le mouvement ouvrier. A l'heure de la première épreuve, c'est l'héritier direct de la SFIO, qui a su comprendre la nécessité pour ses propres intérêts bureaucratiques d'ouvrir son parti à François Mitterrand, qui relève la tête. C'est lui qui se permet de déclarer publiquement dès l'entre deux tours des élections « le programme commun est un carcan » et qui décrète « l'union de la gauche est biologiquement indispensable au PS ». Ces deux phrases sont plus qu'une habileté manœuvrière pour occuper une position médiane dans la guerre de clans qui commence à faire rage au sein du PS. Elles constituent les données de fond autour desquelles la tactique du PS peut se déployer dans la nouvelle situation politique. Bien des disputes vont entre-déchirer le PS : elles porteront sur l'accessoire, car aucun des grands courants potentiels du PS n'a les moyens de proposer une alternative cohérente au choix tracé par l'héritier de la SFIO.

La perspective d'une alliance avec les giscardiens est certainement caressée par de nombreux militants et dirigeants du PS. Mais celle-ci n'est pas réalisable tant que les données de la concurrence entre le PC et le PS demeureront en l'état actuel. Le développement du PS passe toujours par une opposition au gouvernement, même si celle-ci devient de plus en plus respectueuse.

Cet enracinement, même fragile, du PS au sein du mouvement ouvrier est le facteur principal des contradictions potentielles les plus importantes en son sein. A la condition de ne pas se concentrer sur les affrontements entre les quatre tendances désignées par le nom de leurs leaders respectifs, tous candidats présentables à une élection à la présidence de la république !

Le fossé entre les proclamations des motions de congrès et la pratique effective du PS va encore s'élargir. Pour les militants et les militantes confrontés à une pratique réelle dans le mouvement syndical ou d'autres activités de masse, cette contradiction ne peut que s'amplifier. Comme au sein du PC, même si c'est sous d'autres formes, la configuration des débats prévus pour le prochain mois va brouiller les enjeux véritables, ceux qui conduisent à des choix pour la lutte des classes. Il faudra démonter l'imbroglio du jeu biseauté des tendances

officielles pour déceler les points clé de rupture entre la pratique des militants et l'orientation de leur direction. C'est par des propositions d'unité d'action sans exclusive de la base au sommet en direction des instances concernées par les initiatives proposées que la clarification pourra progresser.

La manière dont PC et PS règlent leurs comptes et éludent pour l'immédiat toute initiative centralisée contre l'austérité, le relais de cette politique par les confédérations syndicales, une attaque sélective du gouvernement contre les branches à liquider dans un contexte de montée du chômage : tout concourt à un éclatement de la radicalisation ouvrière. Les secteurs qui avaient été les plus imprégnés par l'influence politique des PC et PS sont ceux qui accusent le plus le coup de la démoralisation. Les bilans différenciés des vagues de lutte passées ont pu être mis entre parenthèses tant qu'il s'agissait d'attendre des élections, ils reviennent aujourd'hui au premier plan de la conscience de ceux et celles qui discutent comment affronter l'austérité. Les mouvements sociaux qui ne sont pas organiquement liés au mouvement ouvrier, comme le mouvement des femmes, les luttes des soldats et de la jeunesse, vont avoir tendance à légitimer leur extériorité organisationnelle en pouvant s'éloigner d'un mouvement ouvrier n'offrant plus de perspectives immédiates.

Cet éclatement de la radicalisation va aussi rejaillir sur les formes de lutte pouvant entraîner un nouvel essor des grèves-bouchon, comme dans les années qui avaient immédiatement suivi 1968. Puisque la satisfaction des revendications ne peut être obtenue par une généralisation illusoire dans les conditions actuelles, autant gagner ce que l'on peut tenir dans les secteurs clés d'une chaîne de production. Loin de s'y opposer frontalement, les directions syndicales pourront épouser ces formes d'action, espérant ainsi se prévaloir de quelques succès revendicatifs, même si ceux-ci cultivent les particularismes catégoriels.

Autant la perspective d'une riposte d'ensemble contre l'austérité est objectivement à l'ordre du jour, autant il importe de préciser les biais tactiques d'une telle généralisation, faute de passer à côté des questions concrètes posées par les ouvriers avancés dans la conduite de leurs luttes.

Malgré la trahison de tant d'espoirs, le PS et le PC ont encore un avenir devant eux. Ils avaient réussi à transformer l'union de la gauche en la solution qui constituait le débouché politique attendu par l'immense majorité des travailleurs pour chasser le gouvernement Giscard-Barre. Portant des responsabilités équivalentes dans l'échec, ils constituent encore ceux vers lesquels les travailleurs se tournent pour chercher une solution politique et constater trop souvent leur

impuissance devant une division qui n'en finit pas de se perpétuer.

Le désarroi que suscite cette division est un risque aussi grave que la division elle-même, affaire des militants des principaux appareils. La reconstruction d'une unité de combat de la classe ouvrière ne peut pas contourner la division politique qu'entretiennent PC et PS : elle doit s'enraciner avec toutes les forces du mouvement ouvrier dans les tâches concrètes qu'exigent la lutte contre l'austérité et la prise en compte par le mouvement ouvrier de la lutte des femmes pour leur libération ainsi que tous les mouvements sociaux qui s'affrontent au pouvoir de l'Etat bourgeois.

Toute élection est un reflet déformé du véritable rapport des forces entre les classes. Le fait que les organisations ouvrières aient obtenu au premier tour des élections législatives un pourcentage de voix qui n'ait été atteint qu'une seule fois en 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans toute l'histoire des républiques bourgeoises françaises semble avoir été effacé. C'est pourtant un fait matériel qui doit être rapporté au mûrissement des expériences de la classe ouvrière depuis dix ans.

La politique mise en pratique aussi bien par les forces bourgeoises que par le mouvement ouvrier témoigne de la permanence du rapport des forces entre les classes sociales.

Il y a pourtant un profond décalage entre cette donnée et l'image fournie par la représentation parlementaire issue des élections pour reconduire le même gouvernement que des millions de travailleurs espéraient voir chasser. La fameuse alternance bourgeoise et le recours à des solutions ouvertes de collaboration de classes sont les recettes traditionnelles de la bourgeoisie pour faire supporter l'insupportable. Le mécanisme s'est enrayé en mars 78.

C'est là un facteur qui peut conduire à l'accumulation de tensions qui ne seront pas nécessairement canalisées par l'attente passive des prochaines échéances électorales.

C'est une raison supplémentaire pour lutter afin de surmonter la division qui traverse les rangs des travailleurs en avançant la nécessité de l'unité ouvrière pour en finir avec l'austérité et un régime dont les facteurs de crise sont toujours à l'œuvre.

Jean-Claude Bernard

15 Août 1978

NOTE

• L'acceptation par Robert Fabre d'une mission qui lui a été directement confiée par l'Elysée confirme cette appréciation. Cette opération illustre aussi les limites de l'ouverture politique rêvée par Giscard. Il a été aisé de gagner l'ancien président des radicaux de gauche, car il appartient à une formation extérieure au mouvement ouvrier.

Nouvelles luttes ? Nouveaux mouvements ?

Parler de nouvelles luttes et de nouveaux mouvements sociaux, n'est-ce pas du même coup faire l'aveu d'une certaine incapacité à comprendre et surtout à caractériser des phénomènes dont l'émergence dans la réalité sociale et politique ne peut plus être contestée ? Peut-être, mais il s'agit plutôt de constater que nous avons à rendre compte (et à comprendre) dans une conjoncture particulière d'un phénomène social qui a eu tendance à jouer pas mal de tours à ceux qui voulaient un peu trop vite le délimiter, le classer et lui donner un nom : mouvement associatif, mouvement d'expérimentation sociale, mouvement de riverains, d'usagers, anti-nucléaire, du cadre de vie, écologique, de consommateurs... Hélas aucun ne peut rendre compte correctement d'une réalité sociale qui semble se jouer sans cesse du militant, comme de celui qui analyse la réalité sociale, en élargissant constamment le champ et les formes de luttes qui pourtant présentent en commun malgré leur hétérogénéité et leur variété, des caractéristiques et surtout une dynamique sociale. Tout à la fois observateur et militant, il n'était pas question de me satisfaire des étiquettes et de l'aspect superficiel du phénomène tel que nous le percevons dans les mass-média, dans des luttes spectaculaires et surtout dans une vision quelque peu déformée par le parisianisme jacobin. Alors dans une première approche qui s'adresse surtout à des militants, j'ai voulu plutôt tenter de restituer un peu la richesse extrême d'un phénomène dont la dispersion dans la réalité sociale conduit souvent à le faire sous-estimer, quand ce n'est pas à l'ignorer, puis à fournir des éléments d'analyse et d'interprétation qui ne sont que quelques pièces dans un débat.

1. Une multiplicité de luttes

La multiplicité, la variété et souvent la richesse de ces luttes ne peuvent être appréhendées qu'en menant de nombreuses études locales. Certaines d'entre elles, issues des contradictions propres aux unités de reproduction des grandes métropoles urbaines, nous sont connues, surtout lorsqu'elles se sont données des structures de centralisation (associations de locataires, Confédération syndicale du cadre de vie, réseau des Amis de la Terre, Fédération des usagers des transports, Union fédérale des consommateurs). D'autres ont réussi à faire irruption dans la conscience des militants, par une exceptionnelle combativité ou des formes particulièrement radicales, bien que leur réalité soit résolument locale : telle la lutte des paysans du Larzac ou du Pellerin. Enfin l'essentiel des luttes, telle la partie immergée de l'iceberg est inconnu, pourtant c'est bien là que s'exprime la réalité d'un mouvement social en cours de maturation. Ceci nous conduit à être modestes, sachant que malgré le grand nombre de luttes étudiées, nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité. Sachant que dans un tel article, seuls quelques exemples peuvent être cités afin de mettre en évidence la réalité du processus. La présentation tient compte de l'objet que se donnent ces luttes. Un tel choix ne signifie pas de notre part que nous pensions que ces objets spécifient des mouvements différents, au contraire, comme cela va apparaître, la réalité du mouvement tient à l'investissement par sa force sociale, partout où il se développe, d'un nombre de plus en plus important de ces objets. Et, si le processus s'enclenche autour d'infrastructures, le mouvement se constituant à partir d'éléments radicalisés ou se radicalisant, ses caractéristiques le conduisent à saisir petit à petit l'ensemble des contradictions dont les conditions de vie de la population concernée sont le siège : nuisances, désertification, absence de pouvoir ou de contrôle, exploitation dans le logement, la consommation, etc.

Les « mouvements urbains »

En reprenant cette caractérisation, il ne s'agit pas de s'attacher à toutes les dimensions possibles des mouvements en zone urbaine, mais simplement d'aborder les deux grands secteurs de luttes que sont l'habitat et les transports.

• *Habitat : des loyers... à la maîtrise de l'urbanisation*

Les luttes sur les loyers et les charges, la résistance aux expulsions et aux saisies sont les plus connues et celles qui dans le courant de ces dernières années ont acquis le plus nettement une dimension de masse, alors que les formes d'action et les revendications se trouvaient

largement transformées, avec recours fréquent à des formes radicales : grève des paiements, piquets de dissuasion, occupations,... mise en place de collectifs unitaires de lutte.

Moins massives, mais tout autant significatives, furent les actions menées contre les opérations de rénovation-déportation et les occupations de logements vides. Celles-ci, mettant en jeu des formes de luttes souvent radicales, eurent le mérite, surtout pour les plus récentes, de déboucher sur des revendications et initiatives offensives telles que celles visant une « réhabilitation populaire légère », avec mise en place, comme dans le XIV[e] arrondissement à Paris ou le quartier de l'Alma-gare à Roubaix[1]... d'ateliers populaires d'urbanisme.

Enfin dans nombre de grands ensembles ou de réalisations d'urbanisation, la même préoccupation de maîtrise sur son propre habitat débouche sur des luttes pour imposer aux maîtres d'œuvre ou aux collectivités locales, la conception des habitants eux-mêmes. Cela peut aller d'actions ponctuelles comme à Alençon, pour le maintien d'un espace vert dans la ZUP[2], ou dans la vallée de l'Yvette et de la Bièvre contre les réalisations spéculatives de « Balkany le vautour »[3], à des actions d'ensemble sur la remise en question du POS, ou du plan d'urbanisme comme celle du GERB au Val d'Yèrre[4], ou encore comme celle plus exemplaire peut-être du « comité des habitants de Villiers-le-Bâcle »[5] qui, au nom d'une maîtrise globale de leur habitat, a successivement réussi à imposer sa conception de la réalisation d'un ensemble HLM de maisons individuelles, son refus d'un permis de construire octroyé par le préfet pour une usine polluante (radioactivité) dans une zone boisée, son refus de voir déplacer un enseignant de l'école primaire et enfin le fonctionnement d'une radio locale à la barbe de la police.

Un tel développement des luttes urbaines (limité au regard de ce qui se passe en Italie, au Portugal, ou même en Angleterre...) a conduit à redonner une dimension de masse et une réelle dynamique de lutte à des organisations telles que la CNL, mais surtout elle a entraîné l'éclosion de multiples structures « ad hoc », spécialisées sur un problème précis, ou regroupant une série de thèmes pour un lieu précis, tels que les comités de quartiers, comités d'habitants, comités de locataires... Enfin cela a contribué à la transformation des Associations populaires familiales (APF), à élargir leur champ d'intervention, à définir leur problématique et à se situer vis-à-vis du mouvement dans son ensemble, ce que traduit leur transformation en Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV)[1].

● *Transports : de la carte unique... à la radiale Vercingétorix*

Les conditions de transports, puis la politique des transports de

l'Etat, ont fait l'objet de deux mouvements qui se sont succédés dans le temps[6]. Le premier partant des conditions lamentables de transport et de la politique de rentabilisation des transports en commun aboutit à la constitution, sous l'impulsion du PSU et de Lutte ouvrière, d'un mouvement de masse authentique : la Fédération des comités d'usagers des transports de la région parisienne (FCUTRP), bientôt concurrencé par une structure cartellisée des partis de gauche et des syndicats ouvriers... Les revendications tournent autour de la carte unique de transports et de réalisations d'urgences telles que : prolongement de lignes de métro, réouverture des lignes SNCF de ceinture... et de la priorité à donner aux transports en commun pour résoudre la crise des transports. Les comités de la FCUTRP vont multiplier des actions telles que blocages de routes, mise en place de lignes de bus pirates, etc. La deuxième génération de mouvements et de luttes est bien représentée par la Fédération des usagers des transports (FUT). L'action porte sur les effets de la politique des transports, sur les conditions de vie de la population des régions urbaines. D'abord contre les ravages de la politique en faveur du transport routier, avec pour la région parisienne des actions contre la voie sur berger rive gauche, la radiale Vercingétorix, les rocades A 86 et A 87, les nuisances des boulevards périphériques. Ensuite contre l'implantation des aéroports « au cœur des villes »[7], avec des mouvements contre les nuisances actuelles (Orly, Roissy...) et des mouvements contre des projets (Toussus-le-Noble, Rouen-Boos, etc.). Les mouvements transports tendent alors plus souvent à s'insérer dans des structures plus générales telles que les mouvements de riverains, les groupes écologiques, ou les comités de quartiers.

Contre les gros équipements de l'Etat

Dans une période où la politique d'équipement de l'Etat se trouve principalement motivée par les besoins des secteurs monopolistes du capital industriel et commercial, la politique de création d'infrastructures lourdes et nuisantes n'a cessé de s'accélérer, conduisant à une modification rapide des conditions de vie, de l'environnement... des populations urbaines et rurales. Cette politique est marquée comme le met en évidence J. Lojkine[8] par une véritable logique du gâchis et du pillage, avec pour seule justification le profit, voire le surprofit des secteurs de pointe du capitalisme, consistant en une surexploitation conjoncturelle des ressources locales (notamment en main-d'œuvre), puis en un abandon de régions entières (comme pour la Lorraine actuellement). Nous avons relevé trois grands secteurs de l'Etat et des sociétés nationales qui ont été le centre de luttes contre des infrastructures lourdes.

• *Les transports : des autoroutes au canal Rhin-Rhône...*

Ces infrastructures se révèlent être de grandes consommatrices d'espace (tout particulièrement de terres agricoles) et par ce fait de grandes désorganisatrices de l'environnement social, économique et naturel des régions traversées. Or après une grande passivité, les populations concernées se révèlent de moins en moins prêtes à accepter des équipements détériorant souvent leurs conditions de vie et qui ne sont en fait que la concrétisation d'orientation politiques et économiques au service des secteurs avancés du capital, ou de couches de privilégiés. Aussi des comités de riverains ou de sauvegarde se créent partout à l'encontre de projets d'aéroports[9] qui ne sauraient concerner que quelques cadres supérieurs ou chefs d'entreprises prospères, de projets d'autoroutes[10], qui loin d'apporter la prospérité aggravent souvent la situation des régions traversées[11], de projets de canal Rhin-Rhône, dont le tracé ne fait que répondre au profit maximum, enfin des projets de lignes de « trains à grande vitesse » (TGV) de la SNCF qui s'appuient sur des procédés particulièrement destructeurs (nécessités de courbes et de pentes très faibles entraînant la dévastation de régions entières) et qui se font aux dépens du maintien de milliers de kilomètres de petites lignes nécessaires à la survie de régions...

• *Energie : des barrages aux centrales nucléaires*

Dans la mesure où le mouvement antinucléaire a atteint une dimension de masse à l'échelle internationale, que son argumentation est connue, nous nous abstiendrons d'en parler ici, mais par contre nous relèverons qu'aujourd'hui d'autres mouvements, dont certains sont aussi assez connus, s'opposent aux éléments complémentaires du programme nucléaire tels que les mines et prospections d'uranium, comme dans le Minervois, les barrages et retenues tels que ceux de Naussac ou de la Pierre Percée (centrale de Cattenom), ou encore, et à un niveau dépassant ce programme, celui des lignes à hautes tensions dont les effets biologiques négatifs ne sont pas pris en compte par EDF.

• *Les camps militaires : du Larzac à Canjuers*

Là encore il n'est pas question pour nous de développer sur la lutte la plus importante dans ce domaine qui est celle des paysans du Larzac, dont le rôle exemplaire et symbolique apparaît clairement. Il faut constater que d'une part elle a permis à toute une série de luttes dans le pays occitan de se développer[12], tout comme elle montre la voie à d'autres mouvements qui aujourd'hui ont entrepris de lutter contre les appétits d'espaces de l'appareil militaire, de la Corse à la Bretagne en passant par les Alpes du Sud...

Ces mouvements déjà très riches n'épuisent pas les luttes en cours, puisque maintenant des comités s'interrogent sur la justification de la

multiplication de pylônes de télécommunications ou de relais TV... Il faut remarquer que ces mouvements se révèlent très importants, par la nécessité dans laquelle ils se trouvent, pour regrouper de larges masses, de comprendre et de dénoncer la nature d'une politique d'aménagement du territoire qui ne peut plus se protéger derrière des notions telles que celles de l'intérêt général ou de service public lorsqu'il s'agit en fait d'équipements purement au service du capital.

Contre les équipements du capital

On peut distinguer au moins trois grands secteurs d'opposition aux réalisations d'équipements du capital privé : les nuisances industrielles, la spéculation immobilière et foncière, le tourisme industriel.

Les luttes contre les nuisances industrielles sont multiples et hélas bien en deça du phénomène en cause. A titre de repère, l'on peut signaler que l'un des éléments ayant contribué à la constitution d'un mouvement écologique en France est justement la dénonciation de la pollution de Péchiney dans la Vanoise[13], qui fut l'occasion d'initiatives de grande envergure et permit la création de groupes luttant sur ces questions. Il s'agit du terrain privilégié des organisations écologiques, qui dans la plupart des cas sont les initiatrices ou les éléments de pointe dans des structures « ad hoc » qui se constituent sur chaque cas précis. En zone urbaine on constate que les structures de lutte des habitants sont nombreuses à assumer elles-mêmes et « naturellement » la défense de leurs conditions de vie, en s'opposant comme à Pontault-Combault (sous l'impulsion de la CSCV) à l'implantation d'une usine de goudron en pleine zone d'habitat[1], ou comme à Villiers-le-Bâcle (le comité des habitants) à la réalisation d'une usine avec risques de nuisances radio-actives.

Le secteur de la spéculation immobilière, qui a déjà été évoqué dans les luttes urbaines, constitue un terrain privilégié de la dénonciation d'un usage du sol qui pour être « rentable » entraîne la destruction des environnements sociaux et naturels (recherche de la rente de situation).

Participant à la spéculation immobilière et foncière et secteur privilégié d'accumulation de profits, le secteur du tourisme industriel passe par des réalisations gigantesques (grands ensembles balnéaires, ou super-stations de sports d'hiver[14] et détruit totalement des sites tels que le littoral du Languedoc-Roussillon, les marais salans de Guérande[15], ou la montagne des Alpes du Sud. Mais surtout les mouvements de lutte « ad hoc » qui le combattent, composés notamment d'éléments des groupes nationalitaires, écologiques, politiques, etc., au-delà de la question du coût écologique, dénoncent le rôle fondamental de désertification et de colonisation qu'entraînent ces opérations pour des régions entières [16].

Luttes sur les conditions de consommation

Traditionnellement spécialisés dans l'analyse et la dénonciation des conditions de production et de commercialisation des produits de l'industrie (notamment agro-alimentaire), les organisations de consommateurs élargissent leur démarche vers des secteurs tels que celui de la production d'énergie (participation de l'UFC à la lutte contre le nucléaire) ou des conditions d'exploitation de secteurs comme celui du transport de pétrole (appel au boycott de la Shell...) et réalisation d'analyses sur les conséquences de la marée noire contredisant totalement les déclarations du gouvernement et de l'industrie touristique. Aujourd'hui le secteur de la consommation est le siège de la constitution de véritables comités de surveillance sur les pratiques des monopoles de la distribution (telles que les luttes de la CSCV contre le trust Radar[1]), ainsi que la mise en place (embryonnaire au regard des expériences italiennes, américaines...) de circuits courts ou de coopératives de consommation dans lesquels on retrouve associées des organisations telles que la CSCV[1], des groupes des Amis de la Terre, des associations pour la promotion de l'agriculture biologique (telle que Vie et Nature dans l'Yonne).

Vivre, décider et travailler au pays

En fait c'est partant de problèmes concrets de défense de leurs conditions de vie, ou de leur environnement, contre un équipement ou des nuisances, que les mouvements sont conduits à l'analyse et à la dénonciation de la politique d'aménagement du territoire, qui signifie pour les uns désertification, chômage, etc., alors que les autres étouffent au sein de métropoles surconcentrées où sévissent crise du logement, asphyxie des transports, pénurie d'équipements, pollution... Et c'est à des analyses des revendications et des luttes objectivement convergentes auxquelles on a affaire de la part des comités de quartiers, des associations du cadre de vie, des groupes écologiques, urbains et de la part des comités de riverains, des groupes paysans radicalisés, ou des organisations nationalitaires... La crise urbaine ne peut être dépassée sans la résolution de l'opposition ville-campagne que produit le capitalisme. Vivre, décider, travailler au pays ne peut être réalisé sans briser la logique de suraccumulation-surconcentration du capital monopoliste. Les luttes sur la défense-exigence de nouvelles conditions de vie permettent de regrouper à une échelle de masse des classes qui ainsi découvrent la nécessité d'une lutte anticapitaliste.

Pour la défense de l'éco-système

Apparemment il s'agit du champ des groupes écologiques que l'on a un peu trop souvent confondus avec le mouvement écologique. De fait on assiste à une radicalisation souvent large, localement, dans

laquelle l'éco-système se trouve étroitement imbriquée avec la défense des conditions de vie, avec la défense du droit à vivre et travailler au pays, avec la nécessité d'un contrôle et d'un pouvoir local à la base, pour décider des équipements à créer, des aménagements à effectuer, des normes à respecter pour la réalisation de certains équipements. Aussi les groupes écologiques et la compréhension de la défense de l'éco-système ne sont jamais aussi massifs que lorsqu'ils s'appuient sur des luttes précises contre des réalisations locales, comme le montrent les exemples des luttes contre les centrales nucléaires, contre la marée noire, contre les destructions des marais salants, etc. Et c'est aussi dans ces luttes que les intéressés découvrent la nécessité de promouvoir dès aujourd'hui des circuits parallèles, qu'ils concernent les énergies douces, l'agriculture biologique ou les circuits courts, et cela afin de démontrer que la logique des techniciens et technocrates n'est pas inéluctable, mais bien le fruit des choix d'un mode de production, et que ce qui est qualifié d'utopie ou de vieilleries doit être expérimenté et perfectionné dès aujourd'hui.

Le pouvoir local, le pouvoir à la base

La dynamique de l'ensemble des luttes sur les conditions de vie, ne peut pas éviter de poser la question du pouvoir. Dans la mesure où elle met en évidence la nécessité de la lutte anticapitaliste, elle entraîne tendantiellement la discussion et l'action dans le sens du renversement des rapports de classes, toutefois le mouvement reste souvent largement empêtré et prisonnier des blocages que créent les appareils politiques et notamment des partis ou des démarches réformistes... Aussi, et sans que cela ne soit le siège de bien des ambiguïtés, c'est autour de la question du pouvoir local, que ces mouvements tendent à concentrer leur action. Luttes tendant à mettre en évidence la nature des collectivités locales et à dénoncer la pratique des notables bourgeois ou des bureaucrates des partis social-démocrates ou staliniens. Les élections municipales, des mouvements tels que les GAM, ainsi que l'adaptation de la pratique des municipalités PC, n'ont pas été sans conduire à de cuisants déboires, pour des mouvements souvent inexpérimentés et crédules. Toujours est-il que cela a pu déboucher sur un débat positif sur la combinaison des luttes pour le pouvoir local, le contrôle de ses propres conditions de vie et la prise des municipalités, c'est tout du moins ce que révèlent des exemples tels que ceux de Louviers. Toutefois, en aucun cas le problème du contrôle, de l'autogestion, ne saurait se réduire pour ces mouvements de lutte, à la question des municipalités. C'est plus souvent la question de la constitution de structures de contre-pouvoir et de contrôle à la base, posant notamment le problème de la liaison

avec le contrôle dans les entreprises et donc avec les organisations syndicales ou de lutte des travailleurs dans l'entreprise, qui se trouve posée.

2. Quel mouvement social ?

Des éléments semblent contredire la thèse de l'existence d'un mouvement social, à propos des luttes présentées. La plupart tournant autour de l'hétérogénéité, de la dipersion, de l'éclatement des éléments qui le constitueraient. L'hétérogénéité devenant le problème essentiel lorsqu'elle se situe au niveau du rapport de classe, puisque si certains mouvements concernent la petite bourgeoisie nouvelle[17], la classe ouvrière ou la « petite paysannerie prolétarisée »[18], il en est aussi où la moyenne et grosse paysannerie[18] et même la bourgeoisie se trouvent largement représentées.

Ces arguments conduisent plutôt à définir le mouvement social comme se structurant et se définissant. Il importe de saisir les éléments qui permettent de le reconnaître comme une réalité spécifique au sein de la formation sociale.

Dynamique anticapitaliste

Le déplacement des contradictions propres à la reproduction simple et élargie de la force de travail, découlant de l'investissement de toutes les dimensions rentables de celle-ci par les secteurs de pointe du capital et de l'encadrement et du contrôle par l'Etat de toutes les dimensions non rentables, interdit l'assimilation entre les mouvements de défense de la nature, de l'environnement..., de la période antérieure, dont la dynamique sociale pouvait être largement ambiguë, et les mouvements sur les conditions de vie, et donc de reproduction, qui font irruption dans la lutte de classe. La nature des contradictions conduit le mouvement social se constituant sur la défense des conditions de vie des classes dominées à l'affrontement d'une part avec l'appareil d'Etat, d'autre part avec les secteurs les plus avancés du capital. Dans un premier temps les mouvements isolés localement, ou subissant la pression de l'idéologie dominante, ont piétinés dans la compréhension des enjeux, dans l'analyse à faire de tel ou tel secteur de l'Etat ou du capital, ainsi ont-ils pu croire que leur adversaire était uniquement la technocratie, EDF, les promoteurs spéculateurs... La généralisation des luttes et l'exacerbation des contradictions ont conduit à l'instauration d'un débat entre les différentes composantes du mouvement. Débat d'autant plus profond que des centralisations s'opéraient en fonction des objets de lutte, de nécessités de coordination pour lutter (coordination antinucléaire, coordination des comités de quartiers...), des sensibilités politiques et idéologiques qui

se faisaient jour (CSCV, Amis de la Terre, SOS environnement...), des échéances électorales (cantonales, municipales et législatives). Les initiatives et les instruments d'information et d'échange ont été multipliés, qu'il s'agisse des rassemblements du Larzac, ou antinucléaires, ou d'un effort d'édition, sous formes de rapports, livres, journaux (*la Gueule ouverte*, *Cadre de vie*, *le Sauvage*, *le Canard de Nantes à Brest*, *la Bugada*...) et même de la création d'une agence de presse (l'APRE[19]) qui publie chaque semaine l'ensemble des échos et prises de positions des comités et groupes locaux dans *Ecologie hebdo*..). Enfin des coordinations locales et même régionales (comme en Lorraine) ont été mises en place afin de dégager des analyses plus globales et de coordonner les initiatives... Un tel processus ne pouvait que conduire à une clarification de la place du mouvement au sein de la lutte de classe, et de la dynamique qu'il créait.

Il existe aujourd'hui une composante ayant une conscience claire du rôle anticapitaliste du mouvement, et une série de composantes chez qui la compréhension est plus ou moins partielle. En tout état de cause, que se dégagent en son sein des niveaux de conscience diversifiés, que s'expriment vis-à-vis des échéances des problématiques révolutionnaires ou réformistes, il s'avère qu'inéluctablement la conjonction de la transformation des contradictions propres à la reproduction, avec le développement d'une conjoncture de crise, confère à ce mouvement une dynamique totalement anticapitaliste, dont les effets peuvent déjà être saisis notamment sur le plan idéologique et politique.

Unité de la dynamique

L'existence d'organisations nationales ou régionales spécialisées (de consommateurs, d'usagers des transports, etc.) ou regroupées sur la base d'accords idéologiques, politiques, ainsi que la multiplicité de comités locaux ad hoc et autonomes peuvent conduire à ignorer l'un des aspects essentiels de ce mouvement qui est l'unification de sa dynamique. Celle-ci apparaît partout sur le terrain des luttes locales, qu'elle passe par l'institutionalisation de coordinations ou de structures d'échange d'expériences, d'informations, ou qu'elle se fasse par osmose, conduisant à ce que chaque groupe bénéficie dans sa pratique des acquis de ceux qui luttent dans le même contexte local. Cela a pour conséquence immédiate que dans ces contextes les organisations ouvrières, y compris réformistes, sont contraintes d'exprimer un soutien et éventuellement de se lier aux luttes ; et que l'appareil d'Etat, les notables, le patronat se trouvent obligés d'adopter une attitude défensive pouvant conduire à des concessions ou des tentatives de détournement (telles que constitution de groupes concurrents contrôlés par la bourgeoisie ou l'appareil d'Etat). Partout la combi-

naison des effets locaux de la crise propre à la conjoncture, avec l'exacerbation des contradictions liées à la reproduction, conduit à une telle unification de la dynamique et rend nécessaire sa dimension anticapitaliste.

Les contradictions qui créent les conditions d'apparition du mouvement

Le mouvement se situe au niveau d'un enjeu de classe portant sur les conditions et le cadre de vie, il importe pour nous de clarifier ces notions. En aucun cas elles ne constituent une donnée objective, un cadre permanent auquel les agents sociaux que sont les classes, se référeraient dans leur lutte pour l'appropriation de la plus-value. Conditions et cadres de vie, pour chaque classe, constituent un produit historique de la lutte des classes. Et lorsque les différentes classes sociales de ce mouvement luttent pour la défense ou pour l'obtention de nouvelles conditions de vie, il s'agit d'une composante d'un affrontement où la défense est celle des conditions de reproductions de chaque classe sociale et où l'obtention de conditions nouvelles signifie la formulation de revendications précises sur les conditions de reproduction que les classes dominées entendent imposer pour elles-mêmes.

Or l'analyse du stade actuel du capitalisme met en évidence que la sphère de la reproduction jadis constituée de structures précapitalistes (distribution, logement, loisirs) est devenue le lieu d'investissement de composantes de pointe du capital. Ceci entraine une régression rapide des structures traditionnelles et une modification brutale des conditions dans lesquelles sont produites et consommées les marchandises permettant la reproduction des classes dominées. Ce processus a lieu sur la base du partage opéré entre ce qui produit du profit et ce qui ne peut être rentable (pris en charge par l'appareil d'Etat, ainsi gonflé de fonctions qui lui échappaient auparavant : logement social, équipements collectifs...). La reproduction est alors directement affectée par les effets de la contradiction principale, toute modification dans les conditions de valorisation du capital (baisse du taux de profit) entraîne des transformations brutales (exemple : abandon de la production de certains types de logements au début des années soixante-dix qui remet en cause toute la programmation, tel le schéma d'aménagement de région parisienne). D'autre part toute revendication sur les conditions de vie se heurte directement, soit aux conditions de valorisation de secteurs de pointe du capital, soit à l'appareil d'Etat, ce qui confère une place nouvelle et plus centrale à ces luttes.

La reproduction se trouve ainsi complexifiée et des difficultés considérables se font jour au niveau de ses conditions générales, et cela à l'échelle mondiale. Cela nécessite un développement considé-

rable de l'appareil d'Etat qui est amené à investir et contrôler totalement les conditions de reproduction des classes dominées. Ainsi toute crise au sein de l'appareil d'Etat, tout mouvement mettant en cause une des fonctions assumées ou prises en charge par l'Etat, revêt une importance considérable tenant à sa répercussion immédiate sur l'ensemble des conditions de reproduction.

Ces facteurs ont conduit à une modification brutale des conditions de reproduction de l'ensemble des classes dominées qui loin de se stabiliser se voient au contraire sans cesse contraintes de se modifier. L'environnement urbain, rural, l'habitat, les loisirs, l'ensemble des ressources naturelles... devenues éléments déterminant pour l'accumulation capitaliste se trouvent ainsi constamment bouleversés, alors que l'appareil d'Etat omniprésent doit assurer l'adhésion des classes dominées à ces conditions.

La conjoncture particulière crée les caractéristiques du mouvement

Deux éléments principaux produisent les caractéristiques de la conjoncture : la nature de la crise, le niveau du rapport de classe. La crise, telle qu'elle se présente aujourd'hui, est constituée d'une combinaison entre les crises des trois instances politique, idéologique, économique. Chronologiquement c'est d'abord la combinaison des crises politiques et idéologiques telles qu'elles font irruption en mai-juin 68, qui apparaît entraînant une modification des rapports politiques et idéologiques de classe et entamant profondément le consensus que la grande bourgeoisie avait su créer, avec notamment la petite bourgeoisie nouvelle, qui en tant que fraction de classe a connu alors un essor considérable. Il se révèle et s'approfondit alors une crise de l'hégémonie que les classes dominantes ne vont pas être capables d'endiguer. Les crises d'institutions assurant la reproduction, telles que l'école ou la famille, vont se développer, alors que progressivement c'est l'ensemble des processus intervenant dans la reproduction et tout particulièrement ceux qui sont assurés par l'Etat, qui vont connaître la crise (culture, action sociale, socio-culturel...). Comme dans toutes les crises de l'hégémonie, la nature de classe de l'Etat devient apparente, cela entraînant une remise en cause des institutions et structures qui le composent, surtout lorsqu'elles semblent avoir contribué directement au renforcement des conditions de la crise. Le mouvement social se définit lui-même[20] comme étant issu du mouvement social de mai-juin 68, constituant une des formes de sa recomposition. La crise économique, plus tardive, par sa profondeur vient renforcer les effets des deux crises précédentes : d'une part elle accentue considérablement la pression sur les conditions de reproduction ce qui se traduit rapidement par une pénurie de logement qui atteint le niveau de celle des années

cinquante, une asphyxie des systèmes de transports urbains, une aggravation de la pénurie d'équipements collectifs, une détérioration des conditions de consommation... D'autre part comme toute crise économique elle rend nécessaire la restructuration de différents secteurs capitalistes, notamment ceux qui interviennent dans la reproduction.

Le niveau du rapport de classe dépend d'une part des conditions du processus de montée des luttes populaires à l'échelle mondiale dans la période de la fin des années soixante et du début des années soixante dix. Plus particulièrement en France, la remise en cause du rapport de classe atteint conjointement la classe ouvrière, la petite bourgeoisie nouvelle et même la petite paysannerie prolétarisée[18], créant les conditions d'alliances de classes qui vont tout particulièrement s'exprimer dans les luttes sur les conditions de reproduction. L'exacerbation de la lutte de classe se trouve renforcée ensuite par les caractéristiques de la crise. Le mouvement social que nous étudions apparaît tirer directement sa dynamique, son sens, ses caractéristiques (notamment son pluri-classisme) dans les conditions concrètes de ce niveau du rapport de classe.

Un mouvement pluri-classiste

Les caractéristiques de la phase actuelle du capitalisme conduisent à la production d'unités de reproduction que sont les grands ensembles et villes nouvelles, au sein desquelles, logements, équipements collectifs, équipements commerciaux, sont produits à la chaîne comme de simples marchandises et cela pour l'ensemble des classes dominées. Aussi les contradictions internes à la reproduction concernent-elles l'ensemble des classes dominées. De même la nécessité de valoriser intensivement l'ensemble des ressources naturelles (les sites, la mer, la forêt, etc.) entraîne une altération des conditions de reproduction de l'ensemble des classes dominées urbaines et rurales ainsi que des conditions de production de la paysannerie. Et nous avons affaire à l'émergence d'un mouvement social pluri-classiste. Mais toutes les classes dominées n'y tiennent pas la même place. Comme les recherches l'ont déjà mis en évidence, les mouvements sociaux urbains[21], le mouvement écologique, nationalitaire, sont principalement constitués par la petite bourgeoisie nouvelle, pour ce qui est de leur zone d'influence, de leurs militants, de leurs responsables... Et la présence en leur sein de la paysannerie ou de la classe ouvrière ne suffit pas à définir le type d'alliances de classes qui peut être réalisé sur ces thèmes. Ces alliances en fait s'expriment beaucoup plus au travers des relations qu'entretient dans les luttes, le mouvement social avec le mouvement ouvrier et le mouvement paysan radicalisé.

Conclusion ?

Bien que l'analyse reste partielle, il semble justifier de considérer que l'on a affaire à un authentique mouvement social, en voie de structuration, principalement centré sur la défense-définition des conditions de vie des classes dominées. La validation de cette thèse demande d'étudier les différents aspects de ces luttes, notamment en les interrogeant du point de vue de l'unification autour de leur objet commun.

De ce point de vue les organisations de locataires, d'habitants, d'usagers, de consommateurs, écologiques... sont à étudier non comme étant le mouvement lui-même, mais comme des regroupements au sein de celui-ci, soit pour des impératifs d'élaboration, d'échanges d'expériences (réseau des Amis de la Terre) ou d'unification et d'homogénéisation partielle sur le plan tactique (Syndicat du cadre de vie), ou encore de tentatives de se situer au sein du champ politique et vis-à-vis des différentes stratégies existentes (SOS environnement, organisations nationalitaires, etc.).

Dans la mesure où il s'agit d'un mouvement pluri-classiste dont la dynamique anticapitaliste se révèle floue et fluctuante du point de vue stratégique et dont la direction de classe est essentiellement petite-bourgeoise, les organisations révolutionnaires ne peuvent y rester indifférentes. Il est nécessaire pour elles d'être une composante de ce mouvement afin d'y défendre leur conception stratégique et donc d'y mener un débat clarificateur et maturant.

Mais les organisations révolutionnaires ne pourront jouer ce rôle que dans la mesure où elles sauront analyser correctement les contradictions en cause et de ce fait avancer des revendications et des propositions concernant les conditions de vie, l'environnement, la défense des ressources naturelles..., dans la phase actuelle du capitalisme et dans une société de transition. Tout comme le mouvement ouvrier a dû prendre en compte les conditions de santé, de sécurité... du travailleur dans l'entreprise face à l'exploitation capitaliste, il doit aujourd'hui de la même manière prendre en compte les conditions de survie, de santé, de sécurité... de l'ensemble des classes dominées, menacées par le type d'exploitation des ressources naturelles que pratique le capitalisme dans sa phase actuelle. S'il ne le faisait pas non seulement il se condamnerait à perdre toute possibilité d'alliance avec le mouvement, affaiblissant ainsi le camp de la révolution, mais aussi il trahirait la classe ouvrière et toutes les classes dominées en les laissant s'exposer sans luttes à une destruction qu'un mode de production aveugle peut très bien provoquer.

Jean-Marie Charon

NOTES

1. Louis Caul-Futy et Michel Louis : *Ça bouge dans les quartiers,* Syros 1978.
2. J. et F. Caroux, J.M. Charon : « Evolution des milieux ouvriers et habitat », Ronéo, CESP.
3. J.M. Dumont : « Environnement et luttes urbaines », *Critique communiste,* n° 7, 1976.
4. Castells, Cherky, Godard et Mehl : *Sociologie des mouvements sociaux urbains,* tome 2, Ronéo, EHESS.
5. Articles de *Rouge, Libération, la Gueule ouverte* de juin-juillet.
6. E. Cherky, D. Mehl : *Crise des transports, politique d'Etat et mouvements d'usagers,* CEMS 77.
7. Selon la formule de Yves Guéna ; alors secrétaire d'Etat aux transports.
8. Lojkine : *Le marxisme, l'Etat et la question urbaine,* PUF.
9. Toussus-le-Noble, Rouen-Boos, Sisteron, Louvigny-Saint-Jure... et ND des Landes-Nantes (cf. *Dégage on aménage,* de De Legge et Leguen).
10. Notamment la C5 dans la Seine-et-Marne, celle de Poitiers Bordeaux (in *la Gueule ouverte,* n° 216 : « L'autoroute, les agriculteurs ».
11. Etudes faites par la SEDES sur les autoroutes A6 et A7 dans les départements de l'Yonne, de la Drome et de l'Ardèche : « Conséquences socio-économiques de la mise en service de tronçons d'autoroutes de liaison sur la région rurale traversée », Ronéo.
12. Ainsi dans les Alpes de Haute-Provence, le mouvement qui se développe depuis plus de cinq ans contre l'aéroport de Vaumeilh-Sisteron, qui a bloqué une opération de spéculation immobilière considérable à Curban menée par un trust international, est en rapport avec celui du Larzac et le mouvement qui mène une lutte d'ensemble depuis plusieurs années sur un mode de développement et d'aménagement de la région alternatif à la politique de désertification par le tourisme, le GAER s'est constitué à partir d'un comité au nom révélateur : « Vaumeilh-Larzac ».
13. C.M. Vadrot : *L'Ecologie, histoire d'une subversion,* Syros.
14. Danielle Arnaud : *La Neige empoisonnée,* Alain Moreau.
15. Articles parus dans *le Canard de Nantes à Brest,* n^{os} 14, 15, 16.
16. Ainsi le programme de super-stations dans les Alpes du Sud, en plus de la destruction de milliers d'hectares de terres d'élevage pour les logements et installations, entraîne l'expropriation de centaines de paysans pour la réalisation d'un aéroport régional et de rocades autoroutières...
17. Sens de N. Poulantzas dans *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui,* Seuil.
18. Sens de B. Lambert dans : *Les Paysans dans la lutte de classes,* Seuil.
19. Agence de presse réhabilitation écologique.
20. Louis Caul Futy et Michel Louis : *Ça bouge dans les quartiers.* Brice Lalonde : *Quand vous voudrez,* Pauvert et, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?* Seuil.
21. Castells, Cherky, Godard, Mehl : *Sociologie des mouvements sociaux urbains,* CEMS Ronéo.

L'avenir des relations entre les sexes

Agnès Heller fut assistante et collaboratrice de Lukács ; elle est un des membres les plus connus d'un groupe de philosophes marxistes hongrois dissidents, « l'école de Budapest » (F. Feher, G. Markus, M. Valpda, etc.). Exclue du Parti communiste et de l'université par la bureaucratie (suite notamment à sa dénonciation de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie), elle a publié, surtout en Italie, en Allemagne et en Angleterre, des ouvrages très riches et d'une grande originalité sur la critique de la vie quotidienne, sur la théorie des besoins, etc. Ses écrits ont eu un très grand impact sur la jeunesse italienne contestataire dont elle est devenue un des auteurs privilégiés.

Il est impossible de prévoir l'avenir des relations entre les sexes et celui des relations familiales pour plusieurs raisons, mais surtout parce que ces relations font partie intégrante de l'ensemble des rapports sociaux et, par conséquent, ne peuvent être analysées isolément. La seule manière d'aborder la question est de se demander quel genre de relations sexuelles et familiales on peut prévoir si l'on postule pour l'avenir un certain type de rapports sociaux, qui est d'ailleurs lui-même difficile à prévoir. Aujourd'hui plus que jamais, l'humanité se trouve devant plusieurs possibilités sociales. Il dépend de l'homme, de ses décisions et de ses actes, que telle ou telle de ces possibilités se réalise. On ne saurait donc répondre à notre question

en se contentant d'extrapoler à partir des tendances sociales actuelles. Ce qui est possible, c'est de prendre pour point de départ les conditions et le potentiel de la société actuelle, sous ses divers aspects économique, politique et social, de décrire les variantes optimales et les variantes les moins souhaitables de l'évolution sociale et de prédire l'évolution probable des rapports entre les sexes et des relations familiales en fonction de ces diverses variantes.

Cette description suppose évidemment un choix. C'est d'après notre système de valeurs et notre attitude dans les conflits sociaux (laquelle, en fait, est liée à notre système de valeurs) que nous choisissons un avenir. L'auteur de ces lignes, qui est marxiste, a opté pour un avenir communiste, ce qui implique une certaine attitude à l'égard des valeurs que l'humanité s'est données jusqu'à présent. Ainsi, en parlant de l'avenir des rapports entre les sexes et des relations familiales, nous les placerons désormais dans le contexte d'une société communiste en devenir, système de valeurs que nous avons choisi, puisqu'il représente pour nous la réalisation optimale du potentiel de notre temps. Cela ne signifie pas que nous tenions pour impossible une solution moins souhaitable ou même une solution qui nous répugne, ni que nous nous refusions à étudier cette possibilité du point de vue de la théorie et de l'analyse marxistes. Ce que nous voulons dire, c'est que les solutions possibles dans la perspective du communisme demeurent la mesure de notre jugement sur l'avenir des rapports entre les sexes et des relations familiales. Dans les limites de cet article, nous envisagerons surtout la possibilité optimale.

La grande diversité des règles et des coutumes sexuelles et morales était déjà bien connue sous la Renaissance. Au siècle des lumières, les règles de la moralité sexuelle servaient couramment d'exemple pour illustrer le caractère changeant et fortuit des mœurs. Au-delà de cette diversité, nous nous demanderons d'abord s'il existe, dans l'ensemble très divers des coutumes morales, certaines valeurs inhérentes qui se sont manifestées de façon constante depuis une certaine période de l'histoire et, dans l'affirmative, quelles sont, parmi ces valeurs, celles qui peuvent être considérées comme des valeurs humaines universelles, c'est-à-dire comme des facteurs du développement de l' « être générique » (Marx) et qui, par conséquent, ne sont pas fermées sur elles-mêmes.

Nous nous interrogerons ensuite sur la signification et la fonction des mœurs sexuelles en général, et nous nous demanderons d'où elles tirent leur spécificité dans l'ensemble des coutumes morales. Les réponses à ces questions ont nécessairement une grande influence sur l'idée que nous nous faisons de l'avenir des rapports entre les sexes et des relations familiales. Avant la civilisation et l'apparition des

sociétés de classes, les coutumes sexuelles étaient plus diverses qu'après l'apparition de ces sociétés. Il serait trop long d'analyser ici les raisons de ce phénomène. Disons seulement que cette richesse apparente masque une pauvreté réelle : elle exprime en réalité la fusion sociale du groupe tribal. Plutôt que l'universalité, elle reflète l'absence d'individualité. En fait, une seule des valeurs plus ou moins formulées dans les sociétés primitives et adoptées dans les sociétés civilisées qui ait une incidence sur les rapports sexuels est encore vivante : l'interdit qui frappe l'inceste. Avec le temps, cette règle est devenue instinctive : le désir même n'apparaît pas, du moins en général, entre les membres d'une même lignée. Par cette norme, l'humanité a réglementé et codifié sur le plan social ses intérêts en tant qu'espèce. Ainsi, la première valeur universelle (c'est-à-dire ayant une permanence historique) qui se soit appliquée aux rapports sexuels n'est pas simplement le produit de la sélection naturelle, elle est aussi due à une intention sociale, même si cette intention n'était pas clairement consciente. C'est ainsi qu'a commencé, par rapport à l'instinct sexuel, le processus que Marx a appelé « le recul des limites naturelles » (*Zurückweichung der Naturschranken*). Nous verrons que, dans ce cas, le processus a été très limité.

Dans les sociétés de classes

A partir de la naissance de la civilisation qui, répétons-le, coïncide historiquement avec l'apparition des sociétés de classes, la diversité des règles morales a pris des formes nouvelles dans le domaine des contacts entre les sexes. Une certaine diversité est apparue entre les différentes classes et couches d'une même société. En même temps, l'institution du mariage fondée sur la propriété privée a fait son apparition, accompagnée d'une inégalité sociale entre l'homme et la femme dans les rapports sexuels et familiaux. L'influence de la propriété privée sur ces rapports a fait apparaître des caractéristiques permanentes — présentes dans tout l'ensemble de coutumes — qui, malgré leur persistance, ne représentent pas des valeurs humaines universelles, car elles sont enracinées dans le processus d'aliénation. L'aliénation est l'écart entre l'essence de l'homme et son existence, le développement des pouvoirs matériels de l'humanité au détriment de l'essence humaine d'individus et de classes et couches sociales entières. Ce processus s'exprime de multiples manières dans l'évolution des relations sexuelles, sous des formes qui varient avec les périodes historiques. Toute formation sociale aliénée se caractérise par le trait permanent suivant, qui, soit dit en passant, n'est pas propre

aux rapports familiaux : dans le régime de la propriété privée, la vie est orientée vers la possession de biens. Seul ce qui est en notre possession peut être considéré comme vraiment nôtre. Ainsi, le désir de posséder devient une impulsion et une motivation fondamentales, à l'égard non seulement des objets mais aussi des personnes. Si une personne est ma propriété, elle ne peut appartenir à nulle autre, tout comme ma terre, mon troupeau, mon usine ou ma maison. Par conséquent, la notion d'appropriation s'insinue aussi dans la relation entre l'homme et la femme. Pour éviter tout malentendu, précisons que la tendance à l'appropriation qui prédomine dans les rapports sexuels et familiaux ne doit pas être confondue avec l'aspiration — présente dans toute relation amoureuse — à ce que la personne que je désire, que j'aime, soit « mienne ». La confusion doit être évitée, ne serait-ce que pour cette raison que l'« instinct » de propriété est indépendant du désir et de l'émotion. L'homme punit l'épouse « coupable » d'adultère et son « séducteur », même s'il ne l'a jamais aimée et désirée, mais simplement parce qu'elle est « à lui ». Il y va de notre « honneur » de ne pas être dépossédé de ce qui a été notre propriété, que nous en ayons « besoin » ou non, et quel que soit le degré de ce « besoin ». Il faut évidemment ajouter que la volonté d'appropriation est étroitement liée au désir qu'inspire la personne aimée ou convoitée. La motivation de l'appropriation devient prédominante dans ce domaine comme ailleurs et elle influence profondément le désir lui-même. Le prestige du mâle veut qu'il possède autant de femmes que possible, et il n'en est que rehaussé si les femmes en question sont « difficiles » ; inversement, le prestige des femmes dépend du nombre, et aussi du rang social, de leurs courtisans et admirateurs.

En général, dans une société de classes, le rapport n'est pas entre un être humain et un autre être humain, mais entre une personne occupant une position dans le système lié à la division sociale du travail et une personne occupant une autre position dans ce système. Il n'y a égalité que si les intéressés occupent une position analogue dans cette hiérarchie socio-professionnelle. Il s'agit là d'une égalité entre inégaux, puisqu'elle ne se fonde pas sur des réalités ou des valeurs humaines égales. Certes, une égalité réelle est possible même entre personnes occupant des positions analogues sur l'échelle sociale ; en d'autres termes, des relations valables fondées sur l'égalité sont possibles même dans des conditions d'aliénation. Mais dans la grande majorité des cas, elles ne sont alors possibles qu'entre des personnes du même sexe, et il s'agit surtout d'amitiés entre hommes. Les relations entre personnes de sexe opposé sont, nous l'avons vu, inégales par définition. Tout d'abord la femme est jugée non d'après la

place qu'elle occupe elle-même dans la hiérarchie socio-professionnelle, mais selon la situation de son père ou de son mari. Il a fallu le XIX^{e} et le XX^{e} siècle pour qu'il y ait dans ce domaine un début d'évolution. Les rapports entre les sexes sont donc entachés d'inégalité et reflètent ainsi l'aliénation de la substance générique.

Cette inégalité est évidente dans tous les aspects des rapports entre hommes et femmes. Elle apparaît sur le plan proprement sexuel, car la réciprocité du plaisir érotique n'est un but expressément et universellement reconnu que dans des périodes exceptionnelles. Elle est manifeste sur le plan moral, car ce qui est permis à l'homme est interdit à la femme. On en voit aussi les effets dans les domaines intellectuel et juridique ; dans ce dernier cas, la preuve la plus nette en est la différence des statuts juridiques de l'homme et de la femme dans la famille. L'aspect subjectif de l'aliénation est l'acceptation tacite de cette inégalité, les rébellions éclatant généralement lors de révolutions sociales générales ou comme conséquence de ces révolutions (pendant la Renaissance, à l'époque des Lumières, au début du romantisme, dans le socialisme utopique et, plus tard, parallèlement à la diffusion du marxisme).

Une morale aliénée

L'aliénation sociale générale s'étend aussi sous d'autres formes aux relations sexuelles : par l'intermédiaire d'une morale aliénée.

Les attitudes axées sur la propriété présupposent une personnalité particulariste, un individu qui cherche surtout à se maintenir dans des conditions données, même au détriment d'autrui s'il le faut, un individu chez qui prédominent les émotions centrées sur sa propre personne, telles que l'envie et la jalousie, la vanité et l'égoïsme, le type de personne qui est incapable de prendre du recul pour se considérer objectivement, mais qui s'identifie sans discernement à ses émotions et à ses intérêts. Parallèlement à la genèse de cette personnalité particulariste, il se forme une morale qui a pour fonction de canaliser les ambitions particularistes en les subordonnant à des exigences et à des intérêts sociaux plus larges. Les impératifs moraux ne restent pas purement extérieurs, sinon ils ne seraient pas moraux. L'individu les intériorise, les adopte comme partie intégrante de son système, de son code interne, certaines personnes intériorisant plus, d'autres moins. La conscience en tant que « juge intérieur » est la forme sous laquelle le « juge extérieur », c'est-à-dire l'opinion publique et son jugement moral, se manifeste dans la personnalité.

Il est évident que les principes moraux jouent un rôle exception-

nellement important, même sous leur forme aliénée, dans le processus d'humanisation en général, et dans l'humanisation des relations entre les sexes en particulier. De même, il est évident que l'antagonisme entre les règles morales et les tendances particularistes de l'individu contribuent au moins autant à conserver le particularisme qu'à l'humaniser.

Nous ne traitons ici que des rapports sexuels. Les règles de la morale sexuelle ne font aussi qu'humaniser partiellement l'individu, tout en maintenant vivante l'opposition entre les efforts particularistes et les règles morales (qui d'ailleurs peuvent être particularistes). Le désir d'appropriation, la jalousie et l'égoïsme ne sont pas éliminés ; ils sont seulement canalisés vers des secteurs où ils n'entrent pas en conflit avec les règles sociales ou dans lesquels les conflits sont très atténués. Par exemple, un homme qui ne peut battre son supérieur peut trouver une compensation en battant sa femme. Plusieurs variétés de sadisme et de masochisme qualifiées de perversions sexuelles ne sont fondamentalement rien d'autre qu'une issue permettant à un désir particulariste d'appropriation de se réaliser dans les limites permises. (Cela ne s'applique évidemment pas seulement à la sexualité ; il n'est que de songer au sadisme de la guerre : contre l'ennemi, tout est permis.)

La question de la morale et des rapports entre les sexes pose cependant un problème particulier, qu'il convient de traiter séparément. Quand nous avons rappelé que le tabou de l'inceste est apparu avant même la naissance de la civilisation, nous avons dit aussi qu'il était une manifestation de l'attitude tendant à réduire la part de la nature. Cependant, dans la relation entre les sexes, ce recul de la nature apparaît sous une forme théoriquement différente de celle qu'il revêt dans tous les autres modes de contact humain, tout simplement parce que cette relation est la seule forme de rapport humain qui soit fondée sur un instinct biologique (naturel). Certes, la nutrition répond aussi à un instinct biologique, mais le contact humain n'y intervient que secondairement. D'autre part, par définition (par nature) l'instinct naturel qui se manifeste dans les rapports entre une mère et son bébé met en jeu des rapports inégaux. Ensuite, dans les rapports entre une mère et ses enfants adultes, la part de la nature est de moins en moins réelle. De nos jours, si les adultes sont attachés à leur mère, c'est généralement pour des raisons sociales et morales. Autrement dit, ils construisent leurs rapports avec leur mère indépendamment du lien de parenté physique. Et la mère agit de même avec ses enfants adultes. Au contraire, l'instinct sexuel est une base absolue et inévitable du contact entre les sexes. Impossible à éliminer, il peut seulement être humanisé.

Telle est le genèse de la fonction particulière de l'aliénation morale dans la régulation du rapport entre les sexes. Le fait est que les règles morales ou bien humanisent ou bien répriment l'instinct sexuel ; il n'y a pas de troisième possibilité. Freud a eu le grand mérite de reconnaître l'antagonisme entre les règles morales et l'instinct sexuel et de mettre en lumière toutes les aberrations provoquées par la répression de cet instinct. Cependant, comme il considérait les rapports sociaux d'aliénation comme le lot permanent de l'homme, il n'a pas songé au second terme de l'alternative : la possibilité d'humanisation. Pourtant, plusieurs aspects de cette possibilité étaient apparents dès la préhistoire.

Christianisme, morale bourgeoise et révolution sexuelle

Ayant été pendant plus de mille ans la principale idéologie régissant la morale, le christianisme a joué un rôle particulier dans l'humanisation du contact entre les sexes et, en même temps, dans la simple répression de l'instinct sexuel. C'est là que la double fonction d'une morale aliénée peut être le plus nettement observée. Considérons d'abord l'humanisation. Le christianisme a accepté et proclamé (seulement, il est vrai, comme tendance et comme idéologie) l'égalité de l'homme et de la femme au moins devant Dieu. Les femmes sont les égales des hommes dans l'assemblée des fidèles et, bien qu'exclues du sacerdoce, elles peuvent accéder à la sainteté. Les règles morales sont aussi les mêmes : pour l'homme comme pour la femme, la virginité est une vertu et l'adultère, un péché. (Que cette morale n'ait guère été appliquée dans la pratique est une autre histoire.) Sans cette égalité idéale, l'amour moderne, l'amour passion, n'aurait pas existé. Cependant, l'attitude chrétienne envers les rapports sexuels est curieusement paradoxale. Dans l'antiquité, le degré d'humanisation du contact entre les sexes reflétait le degré de développement moral, tandis que le monde chrétien a inversé le rapport : plus le pouvoir de la morale était fort, plus la sexualité était réprimée, considérée même idéologiquement comme quelque chose de « bestial ». Même si l'acte sexuel lui-même était permis, pour la perpétuation de l'espèce, la jouissance érotique, le plaisir sexuel, et en particulier le culte du plaisir, était un péché accompagné d'un sentiment de culpabilité. A cet égard, la morale bourgeoise a pris, au moins partiellement, la relève de la morale chrétienne, surtout à l'égard des femmes, tout en adoptant, en opposition avec le christianisme, le principe de l'inégalité des sexes. La maison close est devenue une institution bourgeoise associée à la monogamie.

Ce n'est donc pas un hasard si ce qu'on a appelé la « révolution sexuelle » est une des principales manifestations de révolte contre la morale bourgeoise. La « révolution sexuelle » a déjà connu plusieurs vagues, mais aucune n'a jamais été aussi puissante que celle qui secoue aujourd'hui les mouvements d'étudiants de l'Europe occidentale. Certes, il ne s'agit pas d'un mouvement unifié, mais d'une rencontre de plusieurs tendances. On peut néanmoins distinguer deux orientations principales. La première consiste à élever au rang de principe idéologique ce qui a toujours été pratiqué dans des périodes de dissolution des règles morales ; elle identifie l'homme à l'individu particulariste et exige sa satisfaction sexuelle absolue. C'est ainsi que les perversions sexuelles, notamment le sado-masochisme, dont nous avons déjà mentionné le caractère nettement particulariste, deviennent des idéaux. Pour nous, cependant, l'autre orientation est plus intéressante. Ses représentants considèrent la révolution sexuelle comme l'un des moyens de mettre fin à l'aliénation, ce qui est leur but. Ils ne se contentent pas de proclamer le droit de tous les êtres humains au plaisir (thèse exposée par Marcuse dans *Eros et civilisation*), mais ils croient sincèrement à l'égalité des hommes et des femmes dans les rapports entre les sexes. En outre, ils veulent éliminer de ces rapports l'une des manifestations principales de l'aliénation, à savoir la volonté d'appropriation. Ceux qui cherchent à atteindre ce but par la révolution sexuelle explorent les possibilités d'une société humanisée, même si leur théorie et leur pratique comportent une grande part de naïveté, voire d'absurdité.

Nous avons déjà indiqué que des formes de relations humanisées entre les sexes apparaissent même dans des conditions d'aliénation, dans des cas exceptionnels il est vrai. L'amour personnel est ici capital, de même que la règle, depuis un certain temps impérative, selon laquelle le mariage doit être fondé sur l'amour. A cette idée se rattache celles de l'érotisme cultivé, de la camaraderie et de l'amitié du couple (les deux n'étant pas identiques), de même que les efforts accomplis par l'individu pour apprendre à surmonter son instinct d'appropriation, notamment pour lutter contre la jalousie, dont la vie et la littérature nous offrent plus d'un exemple. (Nous pensons au *Journal* de Tchernichevsky : les efforts qu'il déploie contre la jalousie y constituent un élément important de son attitude révolutionnaire globale.)

Tous les éléments positifs qui vont dans le sens du développement de l'être générique peuvent évidemment prendre des formes inhumaines et avoir, à d'autres égards, un rôle destructeur. Cela vaut même pour la camaraderie et l'amitié : la camaraderie qui pousse lady

Macbeth à s'identifier avec son mari n'est évidemment pas un bon exemple moral. Il n'est pas rare non plus que ce genre de dégradation accompagne l'amour. L'amour passion balaie souvent tous les obstacles (y compris les êtres vivants) qu'il rencontre sur sa route. Cependant, ce n'est pas la passion elle-même qui est coupable, ce sont des idées préconçues et un système de préjugés enracinés dans l'esprit humain, qui placent des obstacles sur la voie de la passion (par exemple, chez Racine, la raison d'Etat dans *Bérénice,* ou la nature possessive de la passion dans *Phèdre*). L'amour n'est pas non plus indépendant, à d'autres égards, du cadre social et humain dans lequel il prend naissance : l'individu tombe généralement amoureux de personnes qui peuvent favoriser ses intérêts. Dans une société de classes, il est exceptionnel que l'amour franchisse les frontières sociales. C'est ce qu'illustre la pièce de Bernard Shaw *L'argent n'a pas d'odeur* (Widower's houses). Les rapports amoureux sont inséparables des rapports financiers aussi bien dans le mariage, où la femme est généralement entretenue, que dans la prostitution. Au XX^e^ siècle, l'amour est devenu une coutume sociale, un élément des « bonnes manières » presque « obligatoire ». A des fins lucratives, la grande presse, le cinéma, manipulent l'amour comme ils manipulent la sexualité (cf. le film *Marty*).

Le caractère profond ou superficiel de l'amour n'est évidemment qu'une manifestation du caractère plus ou moins profond de l'être humain. La prédominance relative de l'amour passion coïncide historiquement avec le développement de la subjectivité humaine dans son sens positif, avec la naissance de l'individualisme bourgeois moderne (la poésie amoureuse moderne est la plus belle expression de ce changement). Plus un individu a de valeur (sur les plans affectif, éthique et culturel), plus l'amour dont il est capable est riche. Plus l'individu est démuni, aliéné, moins son amour a de valeur, plus il est superficiel et impersonnel.

Cependant, on ne peut pas considérer le culte de l'amour au XX^e^ siècle et celui de la sexualité comme étant seulement le produit artificiel d'une manipulation intéressée. Le fait est que dans un monde où les liens communautaires se relâchent et se brisent, où l'individu est isolé et sans défense, l'amour est (avec la sexualité) le seul rapport direct et humain dans lequel un individu en rencontre un autre. Même l'amour le plus pauvre garde quelque chose de la joie de trouver une autre personne, joie qui atténue ou fait disparaître, au moins provisoirement, le sentiment de solitude et d'isolement, en jetant un pont entre deux âmes. Ainsi, même les rapports les plus mercantiles entre les sexes expriment une part de l'essence humaine et contribuent, dans une certaine mesure, à la préserver.

La « morale sexuelle » et les mœurs de demain

Disons maintenant quelques mots de ce qu'il est convenu d'appeler la « morale sexuelle ». Ayant posé de nouveau la question : l'existence d'une « morale sexuelle » distincte est-elle une valeur durable ? Nous répondons par un « non » catégorique. Ce n'est pas parce que l'existence de toutes les morales partielles ou limitées (et cela vaut pour la « morale des affaires » ou la « morale politique », aussi bien que pour la morale sexuelle) est une expression de l'aliénation morale. Une grande partie de l'opinion publique tient encore pour « immoral » tout ce qui est contraire aux mœurs sexuelles dominantes. Le terme « immoralité » sert d'ailleurs souvent à désigner spécialement la violation des coutumes régissant la sexualité. Si, d'autre part, nous examinons le problème du point de vue du développement de l'être générique — et ici apparaît le problème des tendances futures — il devient clair que, dans les rapports entre les sexes, les mêmes facteurs nuisent à tous les autres aspects de la morale, et ceux-là seulement portent atteinte aux valeurs universelles. Forcer la volonté d'une autre personne, l'induire délibérément en erreur, considérer l'autre comme un simple instrument, briser la vie d'autrui, refuser la réciprocité et l'égalité, tels sont les attitudes et les actes qui, dans les contacts entre les sexes, violent les valeurs humaines de la manière la plus irréparable. Mais il est évident que ces attitudes et ces actes ne sont pas des infractions spécifiques aux règles particulières de la morale sexuelle, puisque les mêmes violations à l'encontre de l'être générique se retrouvent dans tous les autres aspects des relations humaines.

Notre première affirmation concernant l'avenir est donc que le système particulier de normes régissant la « morale sexuelle » disparaîtra et que les contacts entre les sexes seront jugés en fonction des mêmes critères moraux que tous les autres aspects des relations humaines.

Nous avons postulé une société future dans laquelle il n'y aura pas d'aliénation, et nous prévoyons la fin de l'aliénation dans les rapports entre les sexes comme dans tous les autres domaines analysés jusqu'à présent.

Comment voyons-nous ces rapports ? Quelles prévisions peut-on faire ?

Tout d'abord, l'inégalité sociale entre les hommes et les femmes cessera. Cela ne signifie pas, évidemment, que tous les types d'inégalité disparaîtront, puisque l'inégalité entre les êtres humains ne peut pas non plus être éliminée dans les autres domaines. Par la fin de l'inégalité sociale, nous entendons non seulement que la situation

sociale et les possibilités données au départ de la vie seront égales, mais aussi qu'on verra s'atténuer et disparaître peu à peu les différences tenant à des caractéristiques qui paraissent « naturelles » parce que nous y sommes habitués depuis des millénaires, mais qui sont encore le résultat de la division sociale du travail, par exemple l'inégalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne le plaisir sexuel et le choix d'un partenaire, l'activité intellectuelle et aussi des attributs affectifs et moraux comme la fermeté et la rationalité « naturelles » de l'homme opposées à la douceur et à l'affectivité « naturelles » de la femme, etc.

La vie en général n'étant plus axée sur la propriété, l'idée d'appropriation disparaîtra des rapports entre les sexes. L'« autre » ne sera plus un objet de prestige, un trophée ou un moyen de parvenir à une fin. Dans les rapports entre individus réellement libres, l'« autre » est toujours un but en lui-même. Une relation amoureuse ne pourra prendre fin qu'au moment où l'un des deux partenaires cessera d'en éprouver le besoin, de même qu'elle ne pourra naître que du besoin réciproque de l'« autre ». Il est évident que la souffrance n'en sera pas supprimée pour autant. Le désir et l'amour non partagés ou inégalement ressentis seront toujours une source de douleur et parfois de tragédie. Mais ce qui disparaîtra, c'est le traumatisme provoqué par la frustration du désir d'appropriation. L'individu abandonné souffrira, mais d'une peine toute personnelle et non de la vanité blessée, de l'« honneur » outragé, du sentiment qu'on lui a « pris son bien ». Il n'y aura plus de catastrophe provoquée par une « morale sexuelle » distincte, de même qu'il n'y aura plus de péché ni de sentiment de culpabilité dus à la prétendue transgression d'un code sexuel particulier. Ainsi, la déception amoureuse deviendra une douleur digne de l'homme.

Dans un monde non aliéné qui ne sera plus dominé par la tendance à l'appropriation, les individus cesseront d'être particularistes. La personnalité individuelle, qui n'aura été jusqu'alors qu'une exception, s'épanouira dans la société. Les règles morales ne seront plus imposées de l'extérieur à un individu fermé sur lui-même. La personnalité sera capable de conformer ses choix à ses dons propres (aptitudes naturelles, talents et émotions) et d'humaniser ses impulsions au lieu de les réprimer.

Nous avons vu que cela revêt une importance particulière dans la sexualité, où les instincts naturels ne peuvent pas être progressivement éliminés, mais doivent être ou bien réprimés ou bien humanisés. L'individu n'aura plus besoin de réprimer ses désirs physiques, ceux-ci s'humaniseront. Nous avons déjà mentionné les critères de cette humanisation : égalité, réciprocité, liberté de choix et refus de

considérer autrui comme un moyen. Alors, même une attirance purement sexuelle peut être entièrement humaine si elle répond à ces critères, tout comme aujourd'hui, l'amour le plus « spirituel » peut être inhumain s'il n'y répond pas. La limite entre l'humain et l'inhumain n'est donc pas celle que trace la morale traditionnelle (surtout chrétienne) : elle ne passe pas entre le « simplement physique » et le « spirituel ».

En disant que tous les êtres humains seront des individus capables d'humaniser leurs émotions, nous ne prétendrons certes pas que tous aimeront ou désireront également et avec la même intensité. Tout au contraire, chacun humanise ses pulsions selon les critères mentionnés ci-dessus, et ces pulsions pourront être très différentes. Mais des individus pleinement développés n'ont pas besoin des règles de la « morale sexuelle » pour donner à leurs pulsions une orientation humaine. Chacun connaît mieux que quiconque le rapport ou les rapports qui lui conviennent le mieux. Nous avons vu qu'avant la naissance de la civilisation, les relations entre les sexes étaient marquées par une extraordinaire diversité. Cette diversité se développait dans le cadre des clans et des tribus et n'avait donc rien d'universel. Dans la société de l'avenir, cette diversité renaîtra, mais cette fois individuellement, et de ce fait elle sera foncièrement universelle, le modèle individuel intégrant directement l'universalité de l'espèce humaine.

Nous n'avons parlé jusqu'à présent que de la diversité des types de relations entre les sexes. Il convient de dire aussi quelques mots du degré de profondeur de ces relations. Nous l'avons vu, la profondeur, la valeur des rapports entre les sexes, dépendent directement de la profondeur et de la valeur générale des êtres humains. Plus la culture affective, morale et intellectuelle est riche et plus la chaleur des émotions est universelle, plus les rapports affectifs et intellectuels dans les contacts entre les sexes s'enrichiront et s'approfondiront.

Les perspectives que nous avons indiquées impliquent sans aucun doute la disparition du mariage monogame marqué par l'aliénation, c'est-à-dire fondé sur la propriété. Sa version monogame est celle qui, depuis des siècles, sanctionne officiellement la cohabitation d'un homme et d'une femme pour la durée de leur vie. La dissolution du mariage monogame est un phénomène dont nous sommes déjà les témoins ; c'est un fait de notre temps. Mais la simple dissolution de la monogamie ne signifie pas du tout que des rapports nouveaux et meilleurs s'instaureront nécessairement. Pour y parvenir, il faudra un mouvement social aboutissant à la suppression de toutes les formes d'aliénation. Tant que l'homme et la femme ne seront pas réellement égaux, la dissolution de la monogamie impliquera, au moins provisoi-

rement, de plus grands inconvénients pour la femme. En attendant qu'il se forme une nouvelle collectivité humaine vraiment intégrée, la dissolution de la monogamie rend la solitude explicite, et par conséquent plus pénible, même si elle ne tend pas à l'accroître. Malgré les conflits pénibles qu'elle engendre, nous considérons la dissolution du mariage monogame marqué par l'aliénation comme un processus annonçant à longue échéance un avenir meilleur. Elle atténue le rôle des rapports d'appropriation et des rapports financiers dans la cohabitation des époux et dans les relations sexuelles extra-conjugales, tout en réduisant aussi la prostitution (cela est particulièrement vrai des sociétés socialistes). Certes, aussi longtemps qu'il existera une « division du travail spontanée » (*naturwüchsig)* [Marx], les considérations liées à la propriété et à l'argent ne pourront être éliminées du rapport entre les sexes. Mais la puissance de motivation de ces facteurs peut s'atténuer et elle s'atténue effectivement. Des marxistes du XIX[e] siècle (Engels, Bebel) ont prévu et approuvé cet aspect de la dissolution de la monogamie aliénée. Ce qu'Engels et Bebel n'ont pas prévu, ce sont les conflits et les contradictions qui accompagnent cette dissolution, car ils considéraient le socialisme comme un type de société composée de groupes intégrés dès l'origine.

Nous avons souligné à plusieurs reprises que les hommes de l'avenir choisiront les modalités et la profondeur de leurs relations individuellement, sans y être obligés et sans que leurs impulsions soient réprimées par les interdits de la morale sexuelle. Cela ne veut évidemment pas dire que l'acteur lui-même puisse être jamais le seul juge de ses actes. Il arrive que l'individu le plus évolué prenne des décisions erronées, contraires à des jugements de valeur universels, ou agisse, à l'occasion, contre ce qu'il y a de plus profondément humain en lui ; et puis, jamais tous les individus ne seront également évolués. Il y aura donc toujours un juge et un jugement, celui de l'opinion publique de collectivités fondées sur des relations entre êtres humains libres et égaux. Cependant, cette opinion publique différera de tous les types de jugements publics observés jusqu'à présent en ceci qu'elle ne sera pas fondée sur des normes particularistes hostiles à l'individu et reposant uniquement sur la coutume. Elle jugera selon chaque cas et chaque situation. Son seul critère sera de savoir si la décision considérée a porté atteinte aux valeurs générales telles qu'elles se définissent au niveau donné de l'évolution de l'être générique, et s'il aurait été possible à l'individu de ne pas les enfreindre, et à quel prix. Ainsi, le jugement de l'opinion publique n'aura pas pour effet de réprimer les impulsions individuelles, mais de les humaniser.

Fourier et, après lui, Marx ont dit que les rapports entre l'homme et la femme sont un indice du degré d'humanisation d'une société. Nous

nous sommes placés ici dans la perspective d'une société humanisée rendant possible — pour la première fois dans l'histoire — des rapports humanisés entre les hommes et les femmes. Mais nous ne nions pas (aussi bien, nous l'avons indiqué au début de cet article) qu'une autre perspective est aussi possible. Dans un monde ouvert à toutes les manipulations, tout ce qui, aujourd'hui, tend à créer des valeurs peut avoir un résultat contraire et nocif. Si, par exemple, la dissolution de la monogamie ou la « révolution sexuelle » peuvent annoncer un avenir plus humain, elles peuvent aussi marquer le début d'un déclin des valeurs que l'humanité, peu à peu, s'est données. L'individu manipulé à partir de ses motivations particularistes peut sombrer plus bas dans ses rapports avec l'autre sexe que l'ascète qui réprime ses instincts ou le libertin qui, aveuglément et sans nul souci d'autrui, s'abandonne à ses passions. Les bavardages pseudo-scientifiques et littéraires sur la vie sexuelle, les conseils « techniques » et en même temps conformistes et fondés sur le principe « tout le monde le fait », dégradent la sexualité plus que ne peut le faire le tourment de se sentir coupable d'un érotisme honteux. (Pour prévenir tout malentendu, précisons que ces observations ne sont pas dirigées contre l'éducation sexuelle !) En fait, cette sorte de manipulation altère l'individualité, la plus précieuse des qualités dans le rapport entre les sexes, qu'il s'agisse de sexualité, d'érotisme ou d'amour.

Quand nous faisons un choix dans les conflits sociaux, nous optons en même temps pour un certain avenir des rapports entre les sexes. Nous choisissons des rapports libres et égaux — et assurément individuels — des rapports qui, dans tous les aspects de la vie humaine, sont purs de toute tendance à l'appropriation et se caractérisent par leur richesse, leur profondeur et leur sincérité.

Agnès Heller

Article tiré de la *Revue internationale des Sciences sociales,* vol. XXI, 1969, n° 4. (NDLR - Les intertitres sont de la rédaction).

Hua Kuo-feng
vu
par Wiaz

Marxisme en Occident, marxisme en Orient

(note pour une recherche)

Marx et l'Occident

Marx dans ses théorisations a insisté sur les privilèges de l'Occident. En effet, ce qu'il y a de plus essentiel dans son œuvre, *le Capital*, comme analyse du mode de production capitaliste a au cœur de sa problématique la spécificité irréductible de l'Occident, de ce qui y est advenu. Ainsi, quand Marx étudie dans ses travaux préparatoires au *Capital* (les « grundrisse ») le mode de production asiatique, ce qui l'intéresse c'est d'expliquer en quoi ce mode de production n'a pas abouti au capitalisme. A contrario, il essaie de comprendre ce qui permet au capitalisme de se développer en Europe — et dans une certaine mesure aussi ce qui fait que ce n'est que *là* qu'il prend son extension. (Développement et pas naissance : le capitalisme émerge aussi ailleurs qu'en Europe ou aux USA, mais ne parvient pas à se constituer en capitalisme mûr, organique).

L'analyse de Marx porte alors sur l'étude du capitalisme enraciné en Occident, de ce qui lui est antérieur et y conduit ; à la rigueur de ce qui ne pouvait ou n'a pas su y accéder (en Asie...) ; et de ce qui peut et doit lui succéder (le socialisme, le communisme). L'Occident capitaliste devient alors le lieu obligé, mais aussi privilégié de la compréhension de l'histoire et de sa transformation pratique. L'histoire et l'espace capitalistes occidentaux acquièrent ainsi valeur universelle.

Arrêtons-nous quelques instants pour fixer, très schématiquement,

quelques aspects singuliers de cette réalité capitaliste, telle qu'elle se présente au XIX^e siècle. Massivement ce qui frappe à l'observation, c'est la tendance du capitalisme à favoriser la naissance et l'extension d'une rationalité industrielle et d'une organisation et d'une division du travail adéquates à son fonctionnement (ou avec plus de nuance : non contradictoires avec lui) : donc une logique de fonctionnement qui est plus sociale qu'imposée par la technique. Ce même capitalisme privilégie les deux classes nouvelles, le prolétariat et la bourgeoisie : les classes correspondant à la vente de la force de travail et à l'appropriation de la plus-value, c'est-à-dire à la *forme spéciquement capitaliste* d'appropriation du surplus.

A cela il faut ajouter les traditions démocratiques laborieusement conquises, ou en voie de l'être, par la bourgeoisie contre la féodalité ou l'absolutisme, par le prolétariat contre la bourgeoisie. Vie démocratique qui est probablement inséparable (il faudrait le vérifier) des structures de pensée : le bagage historico-culturel : la rationalisation et le calcul économique tout autant que la « libre pensée », qui ensemble incarnent l'autonomie intellectuelle, elle-même liée à l'individualisme (produit de la rupture progressive des communautés humaines de base ; des individus séparés supplantant l'unité de la communauté). Et ce sont encore les formes de relations et de contraintes sociales : le rôle de l'Etat, les formes d'hégémonie d'une classe sur les autres, l'importance d'un certain consensus (le consentement : aspect sans doute moins visible au XIX^e qu'au XX^e siècle, mais incontestablement déjà présent, et sur lequel le vieil Engels insistait à propos de l'Angleterre).

Sans oublier l'émergence d'une initiative et d'une organisation des opprimés (plus précoce dans l'histoire qu'on le pense) ; donc d'une tradition d'autonomie des travailleurs (l'autoconscience, l'auto-organisation). A gros traits : la vie industrielle (avec la rationalisation et division capitaliste du travail) + prolétariat, bourgeoisie + les traditions démocratiques + les racines culturelles au sens large. (Au sens large : qui implique les modes de pensée, l'héritage historico-culturel, y compris les implications nombreuses et profondes de la religion ; l'occupation, des espaces : du corps, de l'habitat, de la ville ; les codes de relations sociales, etc.)

Il est bien évident que tous ces ingrédients se retrouvent en proportion très variable selon les pays et les expériences historiques. Le capitalisme « pur », les formes « pures » de la démocratie bourgeoise, un prolétariat totalement autonome, ce sont des catégories conceptuelles et non des réalités du monde occidental. Néanmoins ces aspects présentent une massivité suffisamment grande, et sont à ce point absents hors du monde occidental (du temps de Marx ; c'est-à-

dire l'Europe de l'Ouest et du Centre, ainsi que l'Amérique du Nord) qu'ils marquent la spécificité moderne de l'aire occidentale.

De ce premier constat découle une conséquence que Marx tire d'emblée. Si le monde occidental est le lieu d'un changement possible et nécessaire de l'histoire, donc la précondition du socialisme, il en résulte que l'histoire en mouvement, son avancée, son progrès ne peut être autre chose que la mondialisation du capitalisme. Un marxisme universel peut et doit alors accompagner, se déployer même, tout autant qu'expliquer et préparer le dépassement, dans ce processus de mondialisation (comme tendance spontanée du développement capitaliste).

Pour le dire un peu ironiquement, ce ne sont pas seulement l'opium et puis l'industrie qui s'amènent avec les canonnières anglaises, c'est aussi le marxisme. Un marxisme qui a dû d'abord conquérir sa place à l'intérieur de l'Europe, laborieusement comme on le sait, et de façon très inégale. A cet égard, Marx, pour sa part, regardait avec beaucoup d'espoir la croissance économique rapide de l'Allemagne. Pour lui, ce pays, terre d'origine du marxisme, nation par excellence des grandes théories (compensation traditionnelle d'une grande misère pratique) devait devenir par sa transformation — une véritable mutation en fait — en grande puissance industrielle, pourvue d'un prolétariat nombreux et concentré, le foyer d'où rayonneraient sur le reste de l'Europe les principes et l'action du « socialisme scientifique ». L'Europe de son côté devait jouer le même rôle à l'échelle mondiale.

Ce qui justifiait cette conception euro-centrée (le privilège octroyé à l'Allemagne étant plus ambigu) c'était l'importance attribuée aux préconditions capitalistes du socialisme. On peut ainsi mettre à jour chez Marx une explication relativement linéaire : le précapitalisme en Occident avait créé — ou n'avait pas entravé — les possibilités d'avènement du capitalisme ; et le capitalisme lui-même par son autodéveloppement faisait naître la base matérielle et culturelle rendant nécessaire et possible le socialisme ; en même temps que les contradictions internes du fonctionnement du capitalisme empêchaient sa stabilisation ou sa perpétuation indéfinie. L'acquis capitaliste permettait au socialisme — au projet de libération de l'homme — d'être le résultat naturel et inéluctable de son évolution. La révolution était alors conçue comme l'accoucheuse d'un indispensable bouleversement, car la situation avait beau devenir objectivement mûre pour le socialisme, elle ne l'était évidemment jamais pour les classes dominantes mais condamnées, peu désireuses d'abandonner leurs privilèges... A rebours, Marx était très conscient que si on tentait de bâtir le socialisme sur la misère (misère matérielle, mais aussi, sans doute,

misère culturelle), on en reviendrait « au fatras antérieur », et que l'on construirait ainsi tout sauf le socialisme.

Il faut ajouter, pour nuancer ce tableau un peu abrupt, que Marx n'a pas toujours défendu rigidement cette conception. A différents moments de sa réflexion, et notamment dans des analyses conjoncturelles suscitées par l'actualité, analyses plus concrètes que les grandes généralisations théoriques, Marx s'est demandé si, sous certaines conditions le saut par-delà le capitalisme n'était pas possible.

Lorsque, par exemple, il étudie en journaliste politique les guerres civiles dans l'Espagne de la première moitié du XIX^{e} siècle, on peut voir percer chez lui un doute sur l'inexorabilité de la succession rigide des étapes de l'histoire sociale. Surtout, vers la fin de sa vie, le vieux Marx, en réponse à des interrogations de ses disciples russes, émit l'hypothèse que la communauté agricole russe (le « mir ») pourrait devenir l'embryon d'une communauté socialiste développée et ainsi éviter à l'empire tsariste en déclin les tourments du capitalisme. Complétons tout de suite en disant qu'Engels, quelques années plus tard, constatant la décomposition de cette communauté « mir » infirma cette perspective.

De façon générale, Marx analyste des événements quotidiens (notamment comme journaliste) fournit des appréciations plus souples, plus nuancées, pour ainsi dire plus problématisées, de l'évolution des sociétés que le Marx olympien déployant ses vastes fresques théoriques sur le mode de production capitaliste.

Et ce qui est vrai de l'œuvre du père fondateur l'est aussi et plus encore de sa première descendance : l'extension du marxisme se fait et est conçue plus dans la continuité que dans l'opposition à la mondialisation capitaliste. Et d'un capitalisme qui s'impose brutalement au reste du monde, qui anéantit les civilisations, les modes de vie et de productions qu'il trouve devant lui. C'est alors que commence la confrontation moderne de l'Occident et de l'Orient (l'Orient comme symbole de tout ce qui n'est pas occidental).

Le marxisme des premiers héritiers

Le marxisme qui se développe après la disparition de son créateur présente deux caractéristiques majeures. En premier lieu de connaître une extension rapide, considérable même, au point d'incarner presque à lui tout seul, et en moins d'une génération, l'essentiel de la pratique prolétarienne, refoulant les traditions jadis solidement implantées : l'anarchisme, le proudhonisme (en France), le lassalisme (en Allemagne)...

Ensuite c'est un marxisme qui se codifie et s'exprime dans une forme particulière : le marxisme de la Deuxième Internationale. C'est un marxisme à la fois modifié et simplifié par rapport aux élaborations originelles (Marx), et qui s'adapte et est adapté, instrumentalisé pourrait-on dire par le milieu social global dans lequel il baigne.

Précisons tout cela.

Le marxisme s'étend vite, très vite, surtout en Allemagne et plus à l'Est ; aussi mais moins en force en France et presque pas en Angleterre. Et là où il rencontre le succès il finit par s'identifier avec un mouvement ouvrier en pleine constitution politique et organisationnelle. Mieux même, cette brusque croissance d'une vie ouvrière autonome, cette prise de conscience par le prolétariat de sa force, de ses potentialités et de son unité internationale, c'est aussi, c'est déjà le produit de l'action du jeune marxisme.

Et l'on sait que même des pays très retardataires économiquement connaissent une implantation marxiste conséquente. L'atteste l'émergence difficile mais incontestable du marxisme dans la Russie tsariste, en parallèle avec l'apparition d'un secteur industriel. L'échec du marxisme en Angleterre semble avoir troublé quelques esprits marxistes, mais sans remettre en question les convictions sur l'alliance naturelle autant que conflictuelle entre l'industrialisation capitaliste et la possibilité du socialisme.

Mais ce marxisme qui devient une force matérielle, une capacité d'action large s'exprimant dans des partis puissants et des syndicats influents, ressemble peu au marxisme originel : Le marxisme de Marx qui nécessitera d'ailleurs des décades de travaux d'édition et d'érudition, et quelques expériences historiques inattendues, pour qu'on puisse en dégager l'essentiel des fondements, à la fois contre une certaine indifférence routinière, les craintes des successeurs, et contre « la critique rongeuse des souris ».

Ainsi le marxisme réel, le premier marxisme à marquer des effets importants dans l'histoire, s'incarne avant tout dans l'œuvre de la Deuxième Internationale (créée en 1889). On peut légitimement lui donner le nom de son principal inspirateur, après la mort d'Engels (en 1895) : le marxisme Kautskiste. Kautsky, le principal théoricien du socialisme allemand de la fin du XIX^{e} siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, dut son surnom de « pape du marxisme » non seulement de part l'autorité qu'il acquit en matière de doctrine, mais aussi et peut-être surtout parce qu'il codifia un corpus théorique dont la structure, à la fois cohérente mais par bien des aspects rigide et limitée s'imposa comme le savoir intangible, l'exégèse la seule autorisée de l'œuvre des grands ancêtres.

L'interprétation kautskiste qui s'appuyait sur le prestige considérable de l'imposant Parti social-démocrate allemand, fut admise effectivement comme la seule canonique, non seulement par les socialistes européens, mais aussi par leurs adversaires bourgeois (qui n'avaient, à vrai dire, pas de raison particulière d'aller chercher plus loin...). Incontestablement des marxistes comme Lénine, Trotsky et Rosa Luxemburg, et bien d'autres encore qui rompirent plus tard avec Kautsky furent d'abord des disciples aussi assidus qu'admiratifs.

L'hérésie — ou le goût de remonter à la source — n'était guère vigoureuse ou comme le révisionnisme bernsteinien, durement combattue ; essentiellement d'ailleurs elle se situait à la frange ou même à l'extérieur du marxisme : l'anarchisme depuis toujours hostile au marxisme ; les petits courants ultra-gauches à l'intérieur du marxisme.

C'est aussi un marxisme dont la soudaine puissance dissimule — bien si on se limite aux apparences, mal si l'on se donne la peine de gratter un peu — la survivance souterraine et parfois même affleurante des conceptions socialistes antérieures qui s'exprimaient par des théories plus ou moins bien formulées mais appuyées sur des pratiques ouvrières vivaces qui se révèlent plus enracinées qu'on aurait pu le penser à la vue de leur effacement rapide. L'anarchisme, le proudhonisme, le lassalisme, le populisme radical, etc. n'ont pas seulement continué à vivre, souvent difficilement, à l'extérieur du marxisme mais réussirent même à se greffer sur le nouveau mouvement ouvrier « socialiste scientifique ».

Là gît un problème décisif, bien connu mais mal élucidé aujourd'hui encore : autant qu'une tentative de bouleverser le réel social avec de nouveaux moyens, le marxisme a été instrumentalisé et modifié par ce réel. Un réel qui était formé d'une combinaison complexe, comprenant d'une part les traditions spontanées d'organisation, de prise de conscience, les formes d'autonomie du prolétariat, et reflétant les différents types ouvriers (ou, pour le dire autrement, les différents mondes ouvriers tels qu'ils ont surgi naturellement du développement capitaliste), et d'autre part les incidences de l'institutionnalisation du mouvement ouvrier, devenu force organisée qui élargit son aire d'influence dans la société, exerçant ainsi une pression ou une attraction croissante sur d'autres catégories sociales ; et qui, de ce fait, devient à la fois un défi pour la bourgeoisie en même temps qu'une source de crainte et de fascination.

C'est un peu alambiqué à écrire, mais c'est sans doute encore plus difficile à comprendre dans toutes ses implications. Plus décisif mais aussi plus essentiel : la vérité du marxisme effectivement agissant s'y manifeste avec plus de force que dans les textes canoniques... C'est là

une question problématique (un programme de recherche) sur laquelle il faudra revenir.

Notons simplement ici que dans ce marxisme victorieux mais instrumentalisé, déformé voire difforme, on peut déceler la revanche au moins partielle des théories et pratiques vaincues par le marxisme (le proudhonisme en particulier) : leur persistance manifeste et prouve la solidité des liens qui les unissaient à l'expérience prolétarienne. Sans parler de pays, comme l'Angleterre, où c'est le marxisme qui fut battu. Pire : où il n'y eut pratiquement pas de bataille ; le marxisme ne parvenant pas à occuper assez de terrain pour tenter même une esquisse de conquête.

Néanmoins au niveau global européen, le marxisme de la deuxième l'emporte. Et c'est un marxisme qui se veut, avec peut-être encore plus de force que dans les idées de son créateur européen, issu de et inséré dans le monde industriel, et devant prendre son extension dans la foulée d'un capitalisme expansif : l'impérialisme qui achevait d'asseoir à la fin du siècle la domination mondiale de l'univers bourgeois occidental.

C'est un marxisme qui, comme celui de son prédécesseur, reste axé sur la pratique, la théorie se voulant explicitement branchée sur l'action ouvrière ; et qui, en outre, reste fortement internationaliste, mais pour autant que les « nations civilisées » (c'est ainsi qu'on appelait les pays capitalistes développés) formaient l'essentiel, sinon la totalité de cette internationale. La « mission civilisatrice » du capital, toujours pour reprendre la très significative terminologie de l'époque, devait permettre aux nations retardées de devenir de futurs protagonistes de ce conclave international. En attendant ce dénouement heureux « l'Internationale ouvrière » regrettait ou désavouait les bavures et excès de cette indispensable action de civilisation.

Ce n'est qu'au début de notre siècle qu'apparaît une critique de gauche de cette conception ; critique qui n'était dépourvue ni d'hésitations ni d'ambiguïtés (notamment chez Kautsky qui le premier lança l'offensive anticoloniale au congrès de l'Internationale à Stutggart en 1907).

Sans entrer dans les détails, constatons seulement qu'il existe un large accord, sinon même une unanimité, entre tous les marxistes pour insister sur les liens indispensables qui soudent préconditions capitalistes et possibilité d'apparition et de croissance du socialisme.

Et de plus en plus, pour les dirigeants des principales organisations ouvrières, ces préconditions n'étant pas — ou pas encore — atteintes, ils en concluaient — de bonne foi ou, comme prétexte — qu'il était nécessaire de postposer — indéfiniment — le combat final pour le socialisme. Ou, pour le dire autrement, en se servant de l'explication

léniniste : le mouvement ouvrier intériorise et de fait accepte de plus en plus la logique du fonctionnement capitaliste et les formes de l'hégémonie bourgeoise, au détriment de son autonomie par rapport à cette même bourgeoisie : c'est le réformisme ; qu'on l'avoue ou non, le capitalisme n'est plus seulement une précondition et une étape à dépasser mais il devient l'horizon indépassable, ou à la rigueur seulement aménageable du nouveau mouvement ouvrier.

Pour saisir ce phénomène en finesse, et dépasser ainsi ce qui dans le léninisme est plus un constat qu'une explication et un constat sommaire, il sera nécessaire d'approfondir la problématique à laquelle nous avons fait allusion plus haut ; mieux, comprendre la réaction chimique qui résulte de la combinaison entre les formes spontanées et originelles (auto-engendrées) des pratiques et consciences prolétariennes, et la structuration idéologico-organisationnelle qui peu à peu encadra et anima le mouvement ouvrier. Répétons-le : c'est une question silencieuse, insidieuse qui parcourt le marxisme et plus particulièrement sa gauche critique...

En sautant quelques chaînons du raisonnement nous pouvons passer à la conclusion, là où nous voulons en arriver. En effet, au fur et à mesure que le marxisme intériorise et reflète avec de plus en plus de constance la trajectoire et les contraintes du capitalisme, il inclut en lui les deux caractéristiques majeures qui découlent de l'évolution des sociétés bourgeoises du XIX^{e} siècle, et qui s'amplifieront au siècle suivant : le nationalisme et l'étatisme. Ces deux traits qui se dégagent du déploiement capitaliste ne sont pas exclusifs d'autres aspects importants, mais ils ont la particularité d'être paradoxaux par rapport aux prémisses capitalistes et d'être devenus les réalités les plus universelles dans le processus de mondialisation capitaliste. Autant, sinon plus, que l'industrialisation l'Occident a exporté dans le monde son nationalisme et son étatisme.

Il s'agit là certes d'une situation inattendue au regard de la tendance du capitalisme à briser les frontières et à instaurer un marché mondial. Sans oublier les idées — les illusions — chères aux philosophes des lumières, valorisant la bourgeoisie comme première classe universelle conception reprise par Marx mais avec le prolétariat qui occupe la même fonction (que l'on espère moins illusoire...).

En contraste s'impose le constat froid : les formes heurtées, brutales même, du développement inégal et combiné poussent bien à la mondialisation capitaliste, mais créent surtout les formes modernes de régulation des sociétés bourgeoises, fonctionnement qui exprime aussi une forme de résistance contre le capitalisme extérieur : la combinaison indissociable nation + Etat.

La nation qui se présente comme une communauté de pensée et de vie, mais aussi la nation comme espace géographique délimité, comme rassemblement ethnique le plus homogène (ou dominé ethniquement), la nation à défendre et à valoriser. Et l'Etat, tendanciellement ou d'emblée centralisé, qui devient l'instrument privilégié de défense de la nation et, surtout, le moyen d'une croissance et d'une centralisation économiques : formes modernes par excellence de la valorisation de la nation, et où s'intériorise le plus fortement l'Occident contemporain.

Le développement organique du capitalisme en Europe, ou si l'on veut, sa croissance naturelle, s'est opposé à toute entrave étatique et de frontière, et a ainsi longtemps masqué l'émergence de ces deux aspects et, surtout, a réussi à dissimuler la tendance à leur jonction.

Mais plus on s'éloigne des foyers originels du capitalisme et plus ce lien devient manifeste. Son effet maximum s'est manifesté dans les « colonies ».

Le marxisme en Orient

Plus l'histoire concrète du marxisme et des révolutions en « Orient » se révèle à nous, soit par l'actualité, soit par une meilleure connaissance du passé, plus le problème du passage de l'Occident à l'Orient apparaît complexe, tourmenté, imprévisible.

Prenons le cas de la Chine, à la fois le plus important et celui sur lequel j'ai quelques connaissances. La société chinoise qui s'est trouvée confrontée à la pénétration armée de l'Occident au XIX^{e} siècle a réagi des deux façons possibles : soit accepter, soit refuser l'occidentalisation : valoriser l'ancienne société ou intégrer la nouvelle, celle qui s'impose de l'extérieur. La Chine, une société qui se décompose lentement mais sans effondrement, se trouve placée devant la gravité d'une crise endémique (stagnation de la production agricole, importante croissance démographique), amplifiée par le défi de l'Occident.

Le refus catégorique de l'Occident n'ayant que peu de poids en face des canonnières, la question s'est rapidement circonscrite pour l'élite mandarinale : quelle occidentalisation faut-il assumer et pas seulement subir ? Une partie importante de l'élite s'est effectivement rapidement convaincue que la Chine ne pouvait se sauver qu'en se modernisant : pour la première fois de son histoire millénnaire la Chine devait affronter un conquérant qui n'était pas assimilable, mais imposait brutalement sa supériorité matérielle et son arrogance, brisant d'un seul coup l'édifice conceptuel et social des certitudes confucéennes en la supériorité du grand « empire du milieu ».

La question prit alors une forme précise : moderniser cela signifiait-il une modernisation occidentale ? Devait-on tout emprunter à l'Occident ? Ou sélectionner les apports ? Ou, pour le dire autrement, doit-on assimiler l'Occident parce que le rapport de force l'oblige si l'on veut survivre, ou parce qu'on lui reconnaît valeur de modèle universel.

Il serait trop long de revenir dans le détail de la discussion, à bien des égards très actuelle dans ses motivations. Constatons simplement dans cet article que la nouvelle élite chinoise, (restreinte et située pour l'essentiel dans les villes portuaires, en contact avec les occidentaux) a oscillé entre un refus complet de l'Occident, position rapidement intenable et une volonté d'assimilation totale : industrialisation + forme de fonctionnement de la société (la démocratie et surtout l'intervention étatique). Cette dernière position se heurtait à la force d'inertie, notamment des vieilles élites rurales, et à l'ancrage des populations dans les traditions d'une société millénnaire (la cour impériale tentant de son côté une solution moyenne : apprendre à construire des canons pour chasser les envahisseurs, et pour maintenir par ailleurs la société inchangée).

Le débat sur le socialisme et le marxisme entrait exactement dans ce contexte, mais pendant longtemps comme un produit mineur et un peu tardif de la discussion — un débat certes intéressant mais un peu académique. Le socialisme — mais sous une forme vague, essentiellement à base de socialisme chrétien anglo-saxon — était un objet de vives controverses depuis la fin du XIX^{e} siècle, mais sans grandes conséquences pratiques.

La situation changea totalement lorsque les « salves d'octobre » ouvrirent une ère de révolution. Le marxisme chinois provient incontestablement de la médiation russe : d'un pays à mi-chemin de l'Occident et de l'Orient, combinant des traits des deux univers.

Pour une partie des secteurs cultivés de la Chine, le développement industriel auquel ils assistaient dans quelques villes côtières d'un côté ; et le récent exemple russe de l'autre leur donnaient une solution de guérison des maux séculiers de « l'empire du milieu ». Cette réponse se résumait en une formule : l'anti-impérialisme. Mais un anti-impérialisme radical qui unissait étroitement une certaine acceptation, et même une intériorisation du capitalisme (la nécessité de l'industrialisation...) avec un refus du capitalisme imposé de l'extérieur ; donc à la fois refus et volonté de dépassement : le socialisme incarnant cette double exigence.

En scrutant de plus près les options qui se manifestaient à l'intérieur du marxisme chinois à ses débuts (vers 1920) on retrouve à

peu près les mêmes clivages que chez les intellectuels non marxistes de la génération précédente (à l'exception, bien sûr, du passéisme le plus extrême).

Pour certains, il n'était pas d'autre possibilité que d'accepter l'universalité de l'Occident et donc d'importer et d'en imposer les produits les plus élaborés : l'industrialisation + le dépassement socialiste. Pour d'autres, l'essentiel était de ne pas dissocier une certaine nécessité de l'Occident de l'indispensable préservation des racines et valeurs de la société historique chinoise ; donc de garder un équilibre entre acceptation et refus ; ce qui donnait la combinaison nationalisme + intervention étatique, et évidemment l'industrialisation, à l'exception du reste (notamment les formes politico-culturelles du pouvoir) et en s'appuyant sur l'héritage de civilisation (qui pour presque tous impliquait que la Chine = la civilisation).

A posteriori, on ne peut que faire le constat obligé : c'est ce dernier courant qui l'a emporté ; et pas seulement en Chine mais dans tout le tiers-monde. Victoire qui n'est pas sans rappeler, et poser les mêmes questions que la survivance souterraine des socialismes pré-marxistes dans le marxisme. Ici aussi, c'est le signe certain de l'adaptation, de l'instrumentalisation même, du marxisme par le réel ambiant.

Il est d'ailleurs frappant de constater que le marxisme russe évolue rapidement dans les années vingt, dans le même sens : d'une conception universalisante, internationaliste, à la conceptualisation stalinienne (pour l'essentiel toujours actuelle) d'un marxisme nationaliste, étatique, industrialiste, et pour le moins autoritaire.

C'est là le cœur de la confrontation Occident-Orient : les mêmes tendances se retrouvent ici et là, mais avec de telles modifications qu'on se retrouve en face de trajectoires différentes, sinon même de réalités séparées, à la limite contradictoires. Ce qui remet en question l'unité du marxisme plus fortement que ne le faisait la rupture réformisme-révolution. Nous devons vivre avec un marxisme éclaté, avec des marxismes contradictoires, et pas seulement avec de « vrais » ou de « faux » marxismes. Ce n'est plus une question de marxisme renié, mais de trajectoires marxistes telles qu'elles résultent du travail paradoxal de l'histoire concrète. L'universalité au marxisme est en question ; tout autant que se pose à nous la nécessité de mieux comprendre l'enracinement occidental du marxisme : notre réel quotidien.

Roland Lew

Roland LEW

Révolutions en Asie et le marxisme

Introduction

J'étais en train d'achever une étude critique sur le livre de Pierre Rousset, *le Parti communiste vietnamien*[1] (2e édition modifiée et augmentée), article qui se veut surtout un bilan comparé des PC chinois et vietnamien, lorsque je suis tombé sur l'article de Rousset dans *Critique communiste,* n° 6, en réponse à celui de Ch. Leucate : « Stalinisme, centrisme et communismes nationaux ». Cet article, qui résume les positions de l'auteur, me confirme dans l'idée qu'il faut reprendre le débat sur ce que l'on pourrait appeler les « révolutions asiatiques », révolutions qui posent un ensemble de problèmes et qui questionnent le MR (marxisme révolutionnaire), et même toute conception et pratique révolutionnaires.

Je voudrais indiquer dans cette introduction, le plus explicitement et même le plus abruptement possible, en quoi la démarche de Rousset, en particulier, mais aussi celle d'autres marxistes révolutionnaires (y compris la mienne dans des tentatives d'explication du maoïsme) me paraît, sur bien des points, pour le moins déficiente, pour ne pas dire essentiellement erronée. Préalablement, il est indispensable de bien faire la séparation entre ce qui est à la fois critique générale, constat, hypothèse directrice, voire programme de recherche, et ce qui est hypothèse plus précise, indication plus risquée, information partielle et forcément insuffisante.

Cette introduction est critique et programmatique, la deuxième partie sera consacrée à la deuxième catégorie, et dans une troisième partie, je voudrais tirer des conclusions provisoires et, surtout, élargir le débat en indiquant l'enjeu de ce débat pour le MR.

Essayons, pour commencer, de situer les limites de l'approche de Rousset sur les PC asiatiques (PCV et PCC). Sa démarche est caractéristique, comme par ailleurs celle de MR de plus en plus nombreux (y compris la mienne dans mes articles) ; elle consiste en deux opérations différentes :

• Nuancer, voire modifier, la perception « traditionnelle » des MR sur les révolutions considérées. Disons schématiquement qu'il s'agit de les réévaluer, de les distancer par rapport au stalinisme, mais en refusant toute rupture définitive avec ce dernier ; et surtout on leur reconnaît une certaine spécificité et une relative originalité.

De ce point de vue, au regard de l'histoire réelle, la réponse de Rousset à l'article de Leucate est à la fois compréhensible et justifiée. Elle est, malheureusement, facile et un peu courte.

• En effet, Rousset se propose surtout de dédouaner le MR. Et donc, de faire rentrer l'histoire sinueuse, complexe, inattendue des PC vietnamien et chinois dans le cadre du « corpus » MR. Et, j'ajoute d'emblée : du « corpus » MR tel qu'il est utilisé « couramment », sans approfondissement de ce dernier, sans reprise des problématiques.

L'histoire des PCC et PCV nous a surpris, semble dire en substance Rousset, et nous devons modifier, ou abandonner, ce qu'il faut des vieilles idées pour que la réalité de ce qui s'est passé, et se déroule encore sous nos yeux, et non les schémas que l'on projette sur elle, entre dans le cadre de nos conceptions MR.

Ici aussi, affirmons-le d'emblée, avant toute démonstration, et même si la démonstration ne sera pas (encore) ou insuffisamment fournie : c'est une position intenable. Explicitons. La position de Leucate est extrêmement rigide, et plus encore, complètement divorcée du réel (nous reviendrons sur les faits dans le corps de l'article), mais elle a le côté conséquent de sa rugosité : c'est vrai ou c'est faux. Et comme on le dit en épistémologie moderne, c'est donc une théorie falsifiable. Par contre ce que défend Rousset (et je m'adresserais aussi, partiellement, cette critique) est non falsifiable : ce n'est jamais faux, ce n'est jamais vrai. On ajoute les nuances nécessaires pour que la vérité de la théorie ait toujours raison du réel. Comme en toute bonne conception hégélienne. C'est en gros la substance de ma critique du livre de Pierre Rousset. Tout lecteur de bonne foi ne peut manquer d'être frappé par ce fait s'il confronte la première et la deuxième édition du livre, qui ajoute un nombre important d'idées

sans modifier, en rien, le schéma du livre. Vérité éternelle... (Cf. plus loin).

Essayons d'éclairer ce propos par une remarque qui a aussi valeur d'intuition et donc de risque. On sait que dans les périodes de crise des sciences (notamment à la fin du XIX^{e} siècle), les chercheurs adoptent deux attitudes différentes. Certains tentent de complexifier les théories anciennes, mises à mal par l'irruption de l'inexplicable (pour elles), pour qu'elles puissent intégrer dans leur corpus la nouveauté « singulière ». Et, contrairement à ce que l'on pense communément, c'est parfois sinon souvent possible. Evidemment le résultat est biscornu. Un physicien faisait d'ailleurs remarquer que ce n'était pas la fausseté des résultats qui avait fait abandonner ces tentatives, mais la laideur des théories ainsi ajustées (notamment l'infinie complexité des équations...). D'autres au contraire se décidaient à prendre en compte la crise et à assumer la rupture nécessaire. Rupture faite à la fois de continuité et de discontinuité, de coupure et d'enveloppement (la relativité est un exemple célèbre).

Je pense que d'une certaine façon (qu'il faudrait préciser) la révolution asiatique (PCC, PCV, mais aussi Laos, Cambodge, Corée...) nous pose le même genre de dilemme. Et, pour le dire crûment et à mes risques et périls, je pense que la « solution » de Rousset (et d'autres MR) est encore dogmatique et qu'elle est aussi divorcée du réel. Elle a perdu la consistance dure du dogmatisme le plus strict, en s'ouvrant sur plus de réel mais, faute d'aborder les problèmes en toute rigueur et ouverture révolutionnaire, elle s'est transformée en un semi-dogmatisme mou, dépourvu de consistance, vérité de l'après-coup qui appauvrit la richesse du réel.

Comme on ne peut défendre une telle position à la légère (et cela malgré la facilité avec laquelle les qualificatifs les plus disqualificatoires sont communément employés dans les débats entre camarades) je me permets d'insister, en indiquant la façon dont je pense qu'il faudrait aborder les problèmes incriminés ; et en revenant encore sur les difficultés de la tâche.

Comme on le verra à propos de la critique du livre, et comme je le confirme à la lecture de l'article, je ne suis pas forcément en désaccord avec certaines formulations de Rousset (surtout dans l'article). Seulement, pour moi, lorsqu'on met bout à bout les nuances nouvelles, et si je puis dire, les silences, les manques sans parler des guillemets, on se rend compte qu'on est « ailleurs » que là où l'auteur veut se situer. Autrement dit encore, il ne suffit pas d'apporter un supplément d'âme aux positions MR pour qu'elles rendent enfin compte adéquatement de ce devant quoi elles ont trébuché.

D'autre part, je parle de conceptions « traditionnelles » MR. Je

veux dire par là quelque chose qui me paraît important. De même, on le sait aujourd'hui, qu'on a déformé, mal compris, appauvrit, la théorie marxiste du Capital au point que beaucoup d'aspects des travaux, par ailleurs remarquables, de Lénine, Rosa Luxemburg, Hilferding (sans parler de Kautsky) sont des contresens, de même nous vivons à crédit, et même dilapidons l'acquis d'un MR que nous appauvrissons, que nous schématisons, au lieu de l'enrichir, et aussi de l'affronter tel qu'il est (une anecdote : quelle ne fut pas ma surprise en étudiant la position de Lénine sur la question coloniale, de constater qu'elle était explicitement étapiste, d'un étapisme certes différent de celui du stalinisme, mais étapisme quand même ! Et Trotsky aussi, moins explicitement, défendait ou plus probablement tolérait une conception étapiste jusqu'en 1927. La réalité de l'histoire est toujours différente des schémas ossifiés).

Je veux dire par cela que méthodologiquement une analyse MR du PCV et PCC (des révolutions asiatiques) se doit d'opérer à deux niveaux :

1. Resituer, et je dirais même restituer le MR, surtout en rapport avec les problèmes posés par ces révolutions (révolution permanente, prolétaire et non-prolétaire, la surdétermination de la révolution mondiale, parti et classe, le stalinisme...).

2. Resituer la réalité complexe des pays et révolutions étudiés, autant que les connaissances empiriques et semi-empiriques le permettent.

Et sur la base de cette double démarche, confronter, sans préjugés, en toute rigueur révolutionnaire (cela devrait être un pléonasme) le réel et la théorie qui se veut à la fois instrument de compréhension et outil de l'action. Alors seulement on pourra estimer dans quelle mesure une explication MR est possible, c'est-à-dire est à la fois cohérente, adéquate aux faits et féconde dans ses hypothèses. Incontestablement nous sommes loin de cela.

La première démarche : l'approfondissement du MR, au moins sur ce terrain difficile et mal maîtrisé, ne se fait guère. Je veux dire : un vrai approfondissement, autre chose donc que des nuances qui boursouflent et défigurent la théorie.

La deuxième démarche : là aussi le constat est piteux : beaucoup d'ignorance, parfois même (c'est pas le cas pour Rousset) une infinie ignorance. Et pourtant une riche matière est disponible, certes insuffisante mais largement au-delà des trivialités plus ou moins justes que l'on subit inlassablement.

Dernière remarque, importante, indispensable même. Je dis et répète que les révolutions asiatiques posent problèmes au MR, mais j'ajoute immédiatement que ce questionnement ne peut remettre en

question la pleine validité du MR. Pour une raison décisive : le MR enracine « sa vérité » dans la révolution prolétarienne, et sur la base des prémisses économico-sociales d'un capitalisme développé, et à partir aussi de ce que ce capitalisme a induit dans le passé et induit encore aujourd'hui dans le reste du monde. Cela aussi devrait être repris, approfondi tout autant que réaffirmé ! Simplement, ici, je veux insister sur le fait que le cadre d'analyse où nous nous plaçons (PCV et PCC) n'est pas décisif du point de vue de la cohérence *essentielle* du MR. Cela étant dit, il ne faut pas sous-estimer les brèches qui peuvent s'ouvrir... Mais là-encore, notre attachement au MR, à sa cohérence, et le sérieux avec lequel il faut aborder toute remise en question même secondaire, ne peut être aveuglément devant les difficultés, ni refus d'une avancée de la théorie et de la pratique révolutionnaires.

Entrons maintenant dans le détail du problème en rappelant encore ce que tout chercheur, même militant pris par l'urgence, devrait avoir le courage de rappeler : la part de spéculations, de provisoire, de risqué, d'oublis, d'intuition approximative qu'il y a dans toute recherche ; et plus généralement dans tout texte qui essaye, un peu à l'écart des sentiers battus, de comprendre les réalités complexes et d'une complexité parfois déroutante, parfois même indéchiffrable (par exemple l'intériorité d'un univers confucéen pour un occidental).

Je ne fais pas ces remarques par modestie, ou par prudence, mais dans l'espoir de relativiser, et je dirais de « moraliser » les débats militants.

Donc : chacun à ses risques et périls. Et à la collectivité militante de rectifier, d'assumer ou de refuser, et à la pratique vivante de l'histoire de trancher.

Juillet 1976

Bilan du Parti communiste vietnamien et du Parti communiste chinois

1. Stalinisme et spécificité

Le PCC et le PCV sont nés et se sont formés à l'ombre de l'expérience de la révolution russe et, d'emblée se sont subordonnés aux stratégies de l'internationale communiste (IC), elle-même sous la domination du PC d'Union soviétique.

Il est intéressant à cet égard de constater que, bien que 9 ans séparent la création du PCC (1921) de celle du PCV (1930) — donc à des moments très différents de l'IC — les deux partis connaîtront des trajectoires assez semblables.

La date de la fondation du PCV correspond à une période où le stalinisme, en URSS, est largement le maître de la situation, mais sans que sa nature sociale (de contre-révolution) soit entièrement établie dans la réalité soviétique, sans parler à l'extérieur, où le pays de Lénine continue à incarner *la* Révolution. La constitution du PCV date de la période « bureaucratique centriste » du stalinisme et non de la pleine période de dégénérescence, constate P. Rousset[2].

Le PCC, de son côté voit le jour au temps de Lénine (1921) et émerge en force à partir de 1925. Entre 1921 et 1930, de sa naissance à celle de son voisin, il a eu l'occasion de se transformer d'un groupe minuscule en un parti de masse, composé en majorité et animant une classe ouvrière en révolte (1925-1927), et de subir une défaite majeure qui réduit à peu de chose la force militante précédemment accumulée. Il n'est pas nécessaire de rappeler longuement la responsabilité écrasante de la direction soviétique et de l'IC (Staline, Boukharine). En 1930 le PCC est en train de faire une reconversion d'un parti des villes en un parti des campagnes et de la paysannerie, dépourvu d'ouvriers et d'influence sur le prolétariat des villes.

Il suffit encore de signaler que la période qui suit la débâcle et, surtout entre 1929 et 1931, voit le renforcement, puis la domination presque complète du courant stalinien. On aurait tort d'oublier ce fait majeur qui a dû peser dans la conscience de tous les militants qui n'étaient pas de stricte obédience stalinienne (et donc Mao en particulier) : les responsables de la déroute de 1927 ont imposé leur loi au Parti communiste : expérience traumatisante qui a accentué les clivages et favorisé paradoxalement la parachèvement de la stalinisation du parti en 1930-1931 (du fait des départs et exclusion d'oppositionnels, mais aussi du découragement de militants honnêtes).

La nouvelle et jeune équipe stalinienne de Wang Ming et des 28 bolcheviks[3], imposée par Moscou, exerce son autorité sur les « restes » du parti et par sa politique ultra-gauche (de conquête militaire des villes) contribue d'abord à un nouvel affaiblissement, et ensuite à une véritable liquéfaction de la base citadine du mouvement communiste. En dehors d'elle apparaissent prudemment des expériences et une sensibilité régionales : notamment, mais pas seulement, l'action de Mao et de ses compagnons dans le Kiangsi.

Ainsi autour de 1930 les deux partis pratiquent une même politique ultra-gauche, celle imposée par une IC lançant l'offensive de classe universelle, sans considération de lieu, de circonstance, de moment. Et par cette stratégie commune sont abolies les différences de leurs jeunes histoires. Et pourtant des disparités existent. Le maoïsme se constitue et devient progressivement dominant, au cours des années trente, par l'élimination ou par le ralliement, plus ou moins sincère,

des cadres staliniens. Pour l'essentiel, c'est le succès relatif de l'expérience du Kiangsi, le plus important et le mieux structuré des « soviets » (les bases rouges), face à l'échec complet de la politique aventuriste dans les villes, qui favorise une lente et laborieuse conquête du parti par Mao. C'est alors une direction largement autochtone (qui n'a pas été formée à Moscou)[4] qui anime le parti (Mao, Chu Teh...), mais qui met une dizaine d'années pour asseoir définitivement sa légitimité (1935-1945).

D'autre part, le « maoïsme », sur la base d'un constat (le repli communiste à la campagne), mais aussi en le théorisant (d'abord prudemment et de façon voilée...), abandonne les villes et le projet de diriger et d'impulser la classe ouvrière (abandon relatif et graduel) et élabore ses pratiques, en s'appuyant sur une action en milieu paysan, dans les campagnes ; et il n'hésite même pas à ses débuts, à faire d'une base sociale de déclassés et de bandits (d'origine paysanne) la structure combattante (car la seule disponible) du mouvement communiste luttant pour sa survie.

Ainsi, rapidement, mais de façon peu avouée (et même dissimulée) l'orientation maoïste rompt avec les canevas staliniens, mais aussi des aspects décisifs de l'héritage léniniste. Entre des schémas importés et imposés, inadaptés aux circonstances de crise extrême du mouvement révolutionnaire, sinon même cause de cette crise, et une situation imprévue à assumer (un mouvement prolétarien sans prolétaires ; étranger même au monde ouvrier), Mao n'a guère (semble-t-il) hésité. Trop peu imprégné d'orthodoxie marxiste (d'une tendance ou l'autre), et trop inséré dans la réalité du monde paysan chinois, il lui était aisé de choisir, mais il lui était infiniment moins facile de convaincre son parti...

D'autre part, le PCC est un mouvement à l'échelle d'un pays-continent, où se trouve réuni un peuple conscient de son homogénéité et de l'unité de civilisation qui le rassemble alors que le PCV se présente d'abord comme un parti communiste indochinois qui agit (ou voudrait agir) sur l'ensemble colonial français (conglomérat de trois pays, ayant trois histoires différentes).

Autre différence importante, qui est relevée par P. Rousset : l'Indochine est une colonie[5], alors que la Chine n'est qu'une semi-colonie, un pays formellement indépendant, qui est certes pillé et dépecé peu à peu par les pays impérialistes, mais qui a opposé depuis le XIX^e siècle à la pénétration étrangère une résistance pas très vigoureuse, suffisante néanmoins pour retarder sa transformation en colonie à part entière. Ce n'est qu'avec l'invasion massive par les Japonais que se pose le problème de l'absorption coloniale de l'ancien et glorieux « empire du milieu » : en 1937, un demi-siècle après l'Indo-

chine et, comme on le sait, un demi-siècle trop tard pour pouvoir réussir.

Par ailleurs, les liens du PCV avec l'IC furent plus étroits, relativement plus continus aussi : ce sont des cadres formés en URSS qui le dirigent (y compris l'ancien cominternien Ho Chih Minh...). Le PCV ne déserta pas le travail dans les villes, bien au contraire (voir la période du front uni à Saïgon)[6]. Le PCV offre donc un visage plus classique et présente une direction plus homogène. Les similitudes entre les deux partis n'en sont que plus frappantes.

Le prolétariat est une force relativement consistante et concentrée en Chine (bien que très minoritaire). Au Vietnam il représente peu de chose, sans être insignifiant. Ecrasé en Chine, force très réduite au Vietnam, le prolétariat ne peut être l'élément moteur — physiquement présent et agissant — de la révolution. Les deux histoires dissemblables se rejoignent sur ce constat (un constat et non un déterminisme inexorable).

En l'absence du prolétariat, la révolution dans les deux pays prend le même aspect de prédominance rurale, s'adresse à des couches sociales (paysannerie et petite bourgeoisie des villes) et à un enracinement historico-culturel semblables : même civilisation confucéenne, même paysannerie et type de culture agricole, même rapports sociaux à la campagne, des élites communes et fondamentalement une structure d'avant-garde (les PC) assez voisine. Car ce qui caractérise avant tout le PCC et le PCV, et leur permet de saisir les particularités de leur pays, donc de définir les conditions spécifiques de leur combat, c'est leur rapport, lui aussi assez proche, au stalinisme. Partis créés à des moments différents de l'histoire de l'IC, ils partagent le même refus sourd du stalinisme et la même subordination apparente.

Partagés tous les deux entre l'allégeance à une pratique mondiale, prestigieuse mais dévoyée, et un repli « régional » effectif, plus étroit théoriquement mais plus viable concrètement, c'est la deuxième solution qui sera adoptée avec les ménagements indispensables à la première.

Car pour les deux partis, et surtout pour les deux dirigeants qui imprimeront leur marque sur les orientations, ce qui compte avant tout, c'est *leur* révolution, c'est leur *espace national* révolutionnaire. Pour eux, la référence à l'URSS est sans conteste importante et même indispensable : le pays incarne la « Révolution », l'horizon politique de leur lutte, un garde-fou, un modèle économique, « le grand arrière », l'espoir d'une aide concrète, la preuve que « c'est possible »... L'expérience soviétique est insérée en eux, mais elle est aussi un « ailleurs », quelque chose qui est loin d'eux ; et ils tiennent essentiellement à l'autonomie de leur parti, de même qu'ils croient à

la spécificité de leur révolution. C'est pour cela qu'ils manifestent une résistance aux directives importées de la « Patrie socialiste ». Une résistance, mais pas une cassure.

Ainsi, plus les PC accentuent leur physionomie propre, celle, ne l'oublions pas, qui leur permettra (ou à la limite n'empêchera pas) de conduire la révolution à la victoire, plus ils marquent les distances qui les séparent de l'URSS, au moins pour ce qui les concerne, tout en partageant avec plus ou moins de réserves les options staliniennes sur les autres questions : socialisme dans un seul pays...

Le « deuxième front uni » en Chine est un exemple probant de cette situation. Ce nouvel arrangement avec le Kuomintang qui s'esquisse vers 1935 et ne se conclut qu'en 1937, correspond, mais de façade seulement, aux désidérata et pressions vigoureuses de Moscou (allant parfois, semble-t-il, jusqu'à la menace de rupture) mais cette obéissance dissimule assez mal d'ailleurs, une stratégie différente. A l'opposé des instructions soviétiques qui poussaient à une subordination réelle (une armée, un seul gouvernement) du PC au Kuomintang (son bourreau de 1927 !), Mao insista sur l'importance de l'indépendance comme l'élément essentiel dans les rapports avec le KMT .

Bien plus, en contraste avec un préjugé courant, autant chez les maoïstes que chez les MR, Benton note que « Mao repoussait la conception d'une progression rigide des étapes reconnaissant que la lutte contre le Japon pouvait se développer dans plus d'une direction et que le rôle du PCC pourrait se révéler décisif dans ce processus »[7]. Mais plus étonnant encore, pour un Mao présenté comme stalinien : fin 1937, en pleine vague d'épuration antitrotskiste (et de bien d'autres !) une contreverse éclate à la direction du PCC. « L'attitude de Mao fut positive vis-à-vis de la réadmission au parti d'anciens trotskistes chinois. Il reconnut que beaucoup d'erreurs avaient été commises lors des purges du début des années 30, et que Staline risquait de répéter les mêmes erreurs sur une plus grande échelle. Il était aussi contre l'identification des trotskistes chinois et russes [toujours la différence entre l'ici et l'ailleurs — RL], et il était disposé à travailler avec Chen Tu-hsiu [...] Wang Ming piqua une crise de colère »[8]. Et c'est Mao qui doit céder : en 1937 le rapport de force l'oblige à reculer et à tergiverser ; tout autant qu'il doit, la même année, sauver les apparences « staliniennes » du « front uni ».

De même le PCV, entre 1933 et 1937, maintient à Saïgon un front uni avec les trotskistes. Pire : avec des vrais trotskistes, qui se proclament et agissent comme tels. Et si le parti cède sur le front uni (la rupture de 1937), comme son voisin chinois il maintient l'autonomie du PCV. Plus encore, lorsque le front vietminh est créé en 1941, il est sous l'hégémonie complète du PC.

Un petit mot ici sur la différence entre les deux fronts : Au Vietnam il n'y a qu'une seule force importante qui exprime le combat national et anticolonial, c'est le PC (les PC : PCV et mouvement trotskiste). Du fait de l'absence de rival bourgeois sérieux, la nécessité de l'affirmation du parti ne se fait pas sentir (pour les cadres PC). C'est pourquoi à partir de 1941, le PC se dissimule (et même se dissout « en théorie ») derrière le Vietminh. Son hégémonie, étant incontestée, n'a pas besoin d'être affirmée. La situation est autre en Chine : deux forces s'affrontent, le mouvement communiste et le Kuomintang. Le KMT représente une force plus consistante que celle du PC, et surtout il bénéficie d'un crédit certain, il incarne même *le* Mouvement national. Aussi s'agit-il pour Mao d'affirmer la présence et l'espace du PC, de conquérir pour le parti la légitimité historique. Toute la lutte sera donc dirigée au nom du Parti communiste, qui est toujours à l'avant plan. Mais ici encore cette opposition recouvre une réalité semblable. Les deux partis n'acquièrent leur physionomie propre qu'avec la lutte nationale, en devenant avant tout des PC *chinois* et *vietnamien* (ne dit-on pas que c'est l'IC qui, dans sa phase ultra-gauche, imposa en 1930 un PC *indochinois*, qui cachait mal une réalité essentiellement vietnamienne ?).

Comment caractériser alors leur rapport au stalinisme ? Comme étant *non-stalinien*. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne subissent ou n'intériorisent pas des aspects importants du stalinisme. Cela veut dire, nous y reviendrons, que la configuration d'ensemble est autre que celle du stalinisme. Et qu'il n'y a ni réelle subordination à l'URSS, ni identification aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Cela veut aussi dire que ce qui apparaît comme stalinien exprime des *traits* plus globaux, dont l'expérience stalinienne n'est qu'une des manifestations ; voire des aspects dont la logique intrinsèque est autre que celle du stalinisme. Ainsi le rapport au trotskisme auquel j'ai fait allusion en est un exemple : en *« gros » (avec des réserves) l'attitude* anti-trotskiste est la même, mais en fait elle recouvre quelque chose de différent, à la fois plus général et autre : le refus, le rejet de courants rivaux, se situant sur son terrain (le marxisme...). Pour Mao, Chen Tu-hsiu est un grand personnage ; Ho Chih Minh de son côté reconnaît que Ta Thu Thau est un révolutionnaire authentique, mais ajoute-t-il tout de suite « ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés »[9]. Ce qui est en jeu, c'est l'hégémonie sans partage du PC. Et le mot essentiel est : « sans partage ». Et là gît le problème, sur lequel nous reviendrons aussi : l'absence de tradition de libre affrontement politique, culturel, intellectuel dans un même espace. Ces travers se retrouvent certes dans le stalinisme, démultipliés même, mais ne le définissent pas.

Ainsi les PCV et PCC sont autres que staliniens, mais ils sont autre chose aussi que des héritiers directs du marxisme classique (Marx...). Ils puisent dans l'un et l'autre des aspects qui, mélangés avec des ingrédients variés, puisés dans le sol national, dans les racines historico-culturelles..., structurent un espace particulier : le mouvement communiste d'Asie qui, à l'intérieur d'une spécificité globale commune (le contexte asiatique, la lutte anti-impérialiste du XX^{e} siècle, la pénétration particulière de l'Occident) manifeste des particularités locales (PCV, PCC, Laos, Cambodge...).

2. Nationalisme - révolution - civilisation

Essayons d'aller plus loin. C'est peu dire que les révolutions d'Asie (et de façon plus générale du « tiers monde ») ont un contenu national important : elles sont incompréhensibles sans cette dimension. Mais constater ce fait pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Pour approfondir cette problématique il faut aborder trois ordres d'interrogation. Qu'est-ce que le nationalisme (nation et civilisation, nation et nationalisme) ? Les rapports entre nationalisme et anti-impérialisme (le nationalisme du XX^{e} siècle) ; et entre nationalisme et révolution sociale.

La relation entre nationalisme et socialisme et la capacité du marxisme à se confronter adéquatement à la vaste énigme du nationalisme pose de lourds problèmes. Dans un article (délibérément ?) provoquant, de toute façon très stimulant, le marxiste anglais T. Nairn tente dans la *New Left Review*[10] de réfléchir ce « mystère ». D'emblée il déclare « La théorie du nationalisme représente le grand échec historique du marxisme, [...] ma thèse est que cet échec était inévitable »[11] et ajoute encore : « La cause de cet échec a quelque chose à voir avec la place réelle du marxisme dans l'histoire, avec certaines de ses limitations, avec certaines des racines inconscientes qui le lie aveuglément au processus du développement de l'histoire moderne. »[12]

L'article soulève l'épineuse question de l'origine et surtout de la persistance du nationalisme. Persistance qui s'explique selon l'auteur d'une part par l'absence d'une classe universelle (qui devait être pour Kant la bourgeoisie et pour Marx le prolétariat) ; et d'autre part par la logique inexorable de la loi du développement inégal du capitalisme, qui a pour effet de produire une trajectoire différenciée des nations et donc de les fragmenter. Les nations défavorisées qui vivent à la fois l'introduction du capitalisme et la persistance, parfois même l'aggravation, d'un retard nourrissent ainsi une rancœur et des tensions qui alimentent les particularismes nationaux. Ce qui favorise la constitution de mouvements nationaux solidement enracinés.

Dans cette conception le nationalisme est un « cadeau » de l'Occident capitaliste généralisant son mode de production, sous la forme de formations économico-sociales de niveaux très différents : la métropole maintient son avance sur la périphérie qui s'essoufle à rattraper un retard structurel (c'est-à-dire nécessaire au fonctionnement global du capitalisme).

Le nationalisme du « tiers monde » (pour reprendre une formulation peu significative mais commode), serait donc la résultante du choc entre l'univers capitaliste et le monde non (encore) capitaliste. Le capitalisme dans le mouvement de son extension (de sa mondialisation) déstructure et recompose les nations, les développe et les appauvrit, mais sans réussir à anéantir totalement les structures sociales, économiques et culturelles antérieures (« l'ancienne civilisation » souvent très brillante : la civilisation millénaire chinoise...) qu'il a pourtant sérieusement ébranlées.

Ce sont alors des secteurs des « élites sociales », anciennes ou nouvelles, qui prennent en charge la défense de la nation ; plus exactement de cet ensemble « historico-géographique », qui dans ce processus de résistance devient une nation au sens moderne. Cette lutte combine des aspects contradictoires, ou pour le moins ambigus : d'une part une indéniable fascination devant la puissance et la réussite du modèle occidental ; d'autre part une rancœur et même une haine, face aux humiliations et souffrances imposées ; un désir aussi de chasser l'intrus et en même temps une volonté d'égaler le nouveau « maître ». Et enfin, un sentiment chez la plupart de la nécessité de préserver « quelque chose » (peu ou beaucoup) des valeurs historico-culturelles du passé.

G. Haupt préfaçant une anthologie de textes marxistes traitant de la « question nationale (1848-1914) »[13] en Europe, note à quel point cette question fut longue à être prise en considération en tant que problème en soi. Ainsi « la position de Marx et Engels repose sur une certitude historique : le primat de la classe sur toute autre catégorie historique. La nation n'est qu'une catégorie transitoire qui correspond à la nécessité du développement du capitalisme et dont les particularités, les contrastes s'effaceront déjà avec le développement de la bourgeoisie pour disparaître radicalement avec l'avènement du prolétariat au pouvoir. L'absence d'une position théorique explicite, le refus d'aborder la problématique de manière autonome de lui accorder un statut théorique, bref la marginalisation de la question nationale par rapport aux sujets qui se situent au centre de leur réflexion »[14].

De même, pour M. Lowy dans le même ouvrage, avec Marx « un glissement vers l'économisme se manifeste dans l'idée que l'uni-

formisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondants contribue à la disparition des démarcations et antagonismes nationaux, comme si les différences nationales étaient réductibles à des hétérogénéités dans le processus de production. Une incontestable sous-estimation préalable, et une prise de conscience progressive mais qui reste limitée notamment au niveau des problèmes irlandais »[15].

Lénine défend une position différente, plus néancée, mais qui ne rompt pas totalement avec les schémas précédents, pour lui. « Au moment de l'effondrement du féodalisme le capitalisme ascendant se caractérise par l'éveil à la vie nationale, par les mouvements nationaux et la constitution d'Etats nationaux [...] Le capitalisme mûr où les antagonismes entre bourgeois et prolétariat sont fortement développés se caractérise par la destruction des banières nationales, par l'unité internationale du capital et de la vie économique, par la résorption des particularités nationales. Or, ces deux périodes, ne se succèdent pas mécaniquement, ne sont pas séparées hermétiquement et par conséquent ne sont pas antinomiques »[16].

Ainsi le marxisme (les marxismes !) partagent avec la bourgeoisie classique l'affirmation du dépassement du nationalisme. Ni les uns, ni les autres n'ont perçu à quel point le nationalisme est inséparable de la présence et de l'action brutale, dissolvante et restructurante du capitalisme. Le nationalisme devient vite et avec force la manifestation, sinon la solution espérée, de la crise du monde pénétré (on pourrait dire violé) par le capitalisme conquérant.

Le nationalisme du monde colonisé, est aussi et avant tout un anti-impérialisme. Ce fait universellement connu, cette banalité mérite qu'on s'y arrête un instant. L'anti-impérialiste est une forme historique particulière du nationalisme : celle qui exprime, à la fois le refus de la puissance colonisante, mais aussi une certaine acceptation de son modèle ; l'anti-impérialisme est donc inséparable d'un impérialisme (du mode de production capitaliste au stade impérialiste) intériorisé. Donc ce qui est en jeu, c'est la modernisation au sens de l'occidentalisation, et non la restauration de la « gloire antérieure » : de la civilisation préexistante. La massivité de la pénétration capitaliste, la force du monde occidental en fait un objectif incontournable pour toute force sociale (élites ou groupes sociaux plus larges) désireuse de sortir de son pays de la « misère ».

Mais l'anti-impérialisme est tout autant un nationalisme, c'est-à-dire une lutte située dans l'espace national, ou plutôt dans un espace historico-culturel homogène : homogénéité au sens large — le monde latino-américain, le monde arabe ; mais aussi au sens plus restreint :

une homogénéité telle que l'histoire concrète (et parfois circonstancielle) la constitue (l'Algérie par rapport au Maroc...).

C'est là une évidence et un constat difficile : le nationalisme ne débouche pas ou peu sur l'internationalisme. A preuve la facilité avec laquelle l'internationalisme s'est dévoyé en nationalismes égoïstes, et la difficulté à dépasser cette situation, autant pendant la période léniniste qu'au moment des efforts « staliniens » les moins caricaturaux, ou aujourd'hui avec la recherche d'un nouvel internationalisme, qui ne veut pas oublier la force et les droits des régionalismes (Breton, etc.).

De plus, l'anti-impérialisme au XX[e] siècle s'est trouvé rapidement devant un dilemme que Trotsky avait décelé déjà dans le cas de la Russie tsariste, et dont la généralisation théorique donnera la théorie de la « révolution permanente ». Ou bien l'anti-impérialisme s'attaque à la racine du pouvoir impérialiste, c'est-à-dire à son intériorisation nationale, ce qui l'amène rapidement à la rupture anticapitaliste et à une autre voie de développement industriel et social (le dépassement socialiste), ou bien il se limite à une lutte, plus ou moins décidée contre « l'envahisseur », mais qui ne débouche pas sur la remise en question du mode de production capitaliste tel qu'il s'est formé, sous des formes spécifiques dans le pays. Et dans ce cas l'anti-impérialisme n'atteint pas son but qui est une indépendance pleine et entière par rapport à l'ancien colonisateur.

Ainsi « les révolutions nationales anti-impérialistes se distinguent des régimes néo-coloniaux (entièrement soumis à l'impérialisme) essentiellement par la volonté de l'Etat de contrôler les ressources du pays (processus de nationalisation), comme elles se distinguent des révolutions nationales et sociales (Chine, Vietnam...) par leur souci de ne pas procéder, à l'intérieur de leur société, à des bouleversements sociaux profonds (refus de toute « lutte de classe ») »[17].

Si on revient à nos deux cas concrets, les aspects décrits ci-dessus nous paraissent éclairants. La lutte révolutionnaire de ces deux Etats est d'abord inséparable de son enracinement dans l'historico-culturel confucéen : au double sens que ce dernier a représenté un terrain favorable pour l'intégration du marxisme et qu'il a aidé à façonner un mouvement révolutionnaire particulier. Ainsi pour le Vietnam, Nguyen Khac Vien dans son étude « Confucianisme et marxisme » note que « Le confucianisme ayant depuis des siècles habitué les esprits à ne plus spéculer sur l'au-delà, le marxisme a eu moins de mal à se faire admettre qu'en terre islamique ou chrétienne...

Le marxisme ne déroutait nullement les confucéens en centrant la réflexion de l'homme sur les problèmes politiques et sociaux ; l'école confucéenne ne faisait pas autrement en définissant l'homme par la

totalité de ses rapports sociaux, le marxisme ne choquait guère les lettrés qui considéraient que le but suprême de l'homme est d'assurer correctement ses obligations sociales. Les militants marxistes, de leurs côtés, reprennent volontiers à leur compte le moralisme[18] politique des confucéens. »[19]

Le combat des militants était tout aussi indissociable du passage du nationalisme sur le terrain de la lutte des classes, d'une part en conquérant pour le mouvement révolutionnaire l'hégémonie sur le mouvement national (hégémonie complète pour le PCV, hégémonie partielle et laborieusement conquise par le PCC), et d'autre part en reliant la lutte nationale à la lutte sociale, ce qui permettait une lutte nationale conséquente, mais poussait irrésistiblement à la rupture anticapitaliste.

En Chine deux nationalismes ont (très mal) coexisté, celui du Kuomintang, et celui du Parti communiste. Longtemps le Kuomintang semblait être *le* mouvement nationaliste par excellence, le PCC étant largement perçu comme un mouvement étranger. Et pourtant, face à l'épreuve décisive — la lutte antijaponaise — c'est le PCC qui conquiert la place du mouvement national conséquent en contraste à un Kuomintang velléitaire, entravé par sa base sociale conservatrice, plus préoccupé d'anéantir le rival communiste que l'envahisseur japonais. Au sortir de la guerre, le PCC sort renforcé, crédible, alors que le KMT, derrière une façade de puissance, est profondément miné. Cette situation découle pour l'essentiel de l'aspiration des masses paysannes à une vie meilleure, à plus d'égalité, à la possession d'une parcelle de terre, autant que sa volonté de chasser l'occupant. Et, malgré les hésitations et la modération de sa politique agraire, c'est le PCC qui incarne seul ces revendications. C'est l'action des communistes, animant, structurant, dynamisant, poussant ou freinant le monde paysan qui fait d'un potentiel de révolte séculairement existant un levier révolutionnaire. A contrario, là où le PCC est très peu implanté ou absent (c'est-à-dire dans la majeure partie de la Chine, sauf le Nord), le monde paysan est laissé à sa passivité, qui est seulement secouée par des explosions ponctuelles de colère, facilement réprimées.

On n'insistera jamais assez sur ce point. Trotsky a, comme on le sait, mais comme on le reconnaît trop peu chez les MR, commit des erreurs d'appréciations sur le développement révolutionnaire de la Chine après 1927, mais il avait pleinement raison sur son appréciation de la paysannerie. Comme le confirme la recherche historiographique la plus récente[20], la conception maoïste étroite d'une paysannerie à la conscience révolutionnaire, et de plus conscience communiste, ne correspond en rien à la réalité chinoise. En dehors de la présence

active, inlassable, exigente, parfois contraignante, voire intolérante du PC, la paysannerie ne manifeste que des élans à la révolte, souvent sauvage et même conservatrice (destruction du matériel moderne). Le gigantesque travail d'endoctrinement des paysans dans l'armée rouge, travail jamais achevé, toujours à persévérer, atteste de l'immensité de la difficulté de la tâche en milieu paysan. Le monde campagnard était autant qu'un atout un perpétuel défi pour les révolutionnaires. Percevoir la réalité autrement serait la déformer. La conception de Trotsky, et du marxisme révolutionnaire classique, est une clé méthodologique pour comprendre l'histoire révolutionnaire de la Chine si on admet l'évidence d'un cheminement différent de celui espéré ou prévu...

C'est donc un nationalisme révolutionnaire dont l'action s'identifie largement avec l'œuvre d'un parti (d'une avant-garde), qui puise sa source d'inspiration dans une version léniniste du marxisme, mais que le stalinisme a adapté et déformé. Ce même nationalisme révolutionnaire a profondément modifié la théorie et surtout les pratiques d'origines pour les rendre adéquates aux tâches « locales », et aussi pour que le « corpus nouveau » à son tour justifie et légitime ce qui a été fait.

« Force est de constater, si l'on désire refléter la réalité, qu'au Vietnam — comme en Chine — la révolution n'a pu se produire que par le truchement de la version léniniste du marxisme, adaptée aux conditions locales et aux traditions nationales, et non pas un quelconque socialisme confucéen ou bouddhique, qui aurait pu être le pendant extrême-oriental des inefficaces socialismes « islamiques » ou « africains »[21]. On pourrait ajouter que ce nationalisme est tout aussi différent du modèle internationaliste de la tradition révolutionnaire marxiste.

Ainsi le PCC et le PCV assument (le PCC progressivement et au fur et à mesure de la montée du courant Mao ; le PCV plus rapidement) une continuité de valeurs nationales (d'une histoire et d'une culture dans l'espace homogène de la nation) qui en font des corps totalement intégrés dans le pays. De ce point de vue il semble que le PCV ait été le plus loin dans cette direction, plus en profondeur que son homologue chinois. Cela tient à l'âpreté de la lutte du PCV qui le contraignit à fortifier ses liens avec son peuple pour pouvoir résister et vaincre. Mais au-delà des contrastes certains, les similitudes sont saisissantes. Comme sont indéniables les emprunts mutuels, la stratégie et la tactique militaires qui s'appuyent sur un même fond historique commun, tout en étant adaptées à des situations différentes, etc.

Il n'est guère étonnant alors que la forme de « marxisme » soit elle aussi assez proche ; sauf si on tient compte (ce qu'il faudrait

expliquer !) que le maoïsme reconnaît peu l'héritage confucéen (bien qu'il soit net, manifeste, même dans la théorie qui sert à le critiquer), alors que le PCV (jusqu'au moins récemment) le revendique volontiers.

Par contre le maoïsme a plus tendance (mais avec prudence et bien des réserves) à admettre son incontestable originalité par rapport à l'héritage marxiste, et à moins se dissimuler, au moins pour les initiés, derrière les oripeaux du « marxisme-léninisme » officiel (celui du stalinisme)[22].

Mais la trajectoire de ces PC n'est pas seulement compréhensible si on tient compte de ce qui les a influencé, mais aussi de ce qui ne les a *pas* influencé ou peu. L'imprégnation capitaliste bourgeoise a porté sur des bouleversements économiques et sociaux, sur l'incorporation forcée au marché mondial, sur la subordination à la métropole ; mais ce qui n'a été injecté (ce qui n'a pas été apporté !) ce sont les formes « normales »[23] de fonctionnement de la société bourgeoise ; la présence des partis, l'habitude (l'enracinement) du débat, d'une (relative) libre confrontation : bref les traditions de la démocratie, bourgeoise, et le fonctionnement de la pensée bourgeoise ; tout ce qui est, on l'oublie trop vite, la *précondition* de la démocratie prolétarienne. Comment s'étonner alors des formes autoritaires du pouvoir (voir plus loin), de l'absence de démocratie prolétarienne dans ces pays, alors qu'ils manquent les fondements nécessaires à son instauration ?

De son côté J. Chesneaux a peut-être raison de conclure son livre[24] sur la Chine de 1921 à 1949 en disant que « [...] le verdict de 1949 met à l'arrière plan une question longtemps considérée comme centrale par les Occidentaux et ceux des Chinois qui avaient choisi de les suivre : celle de la modernisation : [...] l'avenir de la Chine dépendait de son aptitude à se « moderniser », à s'inspirer du modèle occidental : libre entreprise capitaliste, démocratie parlementaire, libéralisme intellectuel. De 1921 à 1949 cette « voie occidentale » s'avère impraticable »[25]. Et encore « Ce qui compte finalement, c'est une certaine adéquation ; que le PCC a su réaliser, entre son propre projet politique, ses initiatives organisées, et d'autre part les mouvements avec lesquels il a fait la jonction, mais qui étaient nés en dehors de lui et qui possédaient leurs propres racines historiques : mouvement paysan en tout premier lieu, mouvement national, mouvement ouvrier, mouvement étudiant »[26]. Et il termine le livre en constatant que « Cette vitalité du vieux fond chinois n'est pas une curiosité ethnographique mais un fait politique majeur. Elle joue en faveur de ceux qui sont le plus près des masses paysannes. La « libération » de 1949 n'est pas une révolution communiste au sens conven-

tionnel du terme, les Chinois l'ont perçue comme l'aboutissement de tout le mouvement national, comme la victoire des luttes paysannes et aussi comme la restauration de l'unité du pays après tant d'années de poussées de forces centrifuges »[27].

De son côté, sur toutes ces questions P. Rousset formule des remarques pas fausses mais banalisées. Il complète des schémas antérieurs en soulignant qu'il faut tenir compte du nationalisme, de l'héritage confucéen, (du moralisme du PCV), etc. C'est insuffisant. Il ne s'agit pas de « tenir compte de », ce qui ne serait selon la formule de Trotsky (dans un autre contexte !) qu'une verrue sur un visage, mais de comprendre qu'à partir de ces ingrédients se constitue une *structuration spécifique* du communisme chinois et vietnamien (et laotien ? et cambodgien ?). C'est ce que nous avons essayé d'expliquer dans cette partie. Je suis conscient que c'est la bonne direction, mais qu'il ne s'agit que d'une approche limitée et schématique (et sans doute défectueuse). Mais il est important avant tout de redresser la barre, et peut-être même, selon l'expression de Lénine de « tordre le bâton dans l'autre sens ».

Avec les éléments rassemblés essayons d'aller plus loin.

3. Révolution en Asie et révolution mondiale : la question de l'empirisme

Comment caractériser alors les révolutions dirigées par ces deux partis ? Le moins que l'on puisse dire est que le MR, sur cette question cruciale, a hésité. Et l'hésitation et l'ambiguïté se retrouvent chez Rousset. « Empirisme » avec des guillemets, voilà le leitmotiv explicatif. Disons-le nettement et d'emblée : avec ou sans guillemets, cette explication rabâchée n'a guère de sens ; en plus les « guillemets » manifestent une distance à l'égard du terme, et de ce qu'il recouvre, ce qui est une façon d'affirmer et de nier la caractérisation.

Essayons de cerner cette notion. Le chapitre 9 du livre de Rousset s'intitule « De l'empirisme dans l'élaboration programmatique »[28]. Un paragraphe du chapitre s'intitule curieusement : « le facteur civilisation : l'empirisme »[29]. Caractérisant le PCV et l'action du Ho Chi Minh dans les années vingt, Rousset note : *« C'est une double dimension du PCV qui se confirme ici, la sensibilité empirique aux exigences de la révolution vietnamienne, garante d'une indépendance de fait à l'égard de l'IC, et un point de vue régional qui dessine les limites que la direction du PCV ne dépassera pas dans la solution de la crise de la direction mondiale de la révolution »*[30].

De même pour une autre période : *« La façon dont le PCV a traité du problème agraire en 1953 permet de cerner la nature de son « empirisme »*[31] (de nouveau avec guillemets). Avec comme

explication : « Il s'est confirmé que la direction communiste n'avait pas pleinement prévu le tournant nécessaire [la nécessité de radicaliser son programme agraire. R. L.] (pourtant clairement inscrit dans les leçons de la révolution mondiale) et qu'elle a enregistré en conséquence un *retard important dans son application.* »[32]

Le chapitre 9 commence par une mise en garde bienvenue : « Il serait vain d'espérer comprendre le succès du PCV et la victoire de la révolution vietnamienne en se fondant exclusivement (ou essentiellement) sur les conditions objectives favorables qui auraient présidé à leur développement conjoint »[33]. Suit une série d'indications intéressantes : « La recherche systématique des « voies nationales » au socialisme et la tentation centriste sont le corollaire du centralisme bureaucratique stalinien, pour des formations politiques sensibles aux données nationales de la lutte des classes de leur pays et continuant à voir dans l'URSS la « patrie du socialisme »[34]. Et encore : « Le couple dogmatisme-empirisme fut réengendré par la bureaucratisation de l'IC. »[35]

« L'exigence de cohérence théorique, le rapport entre théorie et pratique, n'est pas le même au Vietnam et en Europe. »[36]

« L'empirisme renforce le développement centriste et la continuité des « communismes nationaux »[35]. Mais ajoute Rousset : « L'empirisme du PCV est évidemment relatif et ne doit pas être confondu avec un pragmatisme « au jour le jour ».[37]

Ainsi « La nature du processus révolutionnaire vietnamien permettra au PCV d'opérer un réajustement *progressif* de sa politique plus aisément que d'autres formations »[38] et finalement : *« L'empirisme du PCV trouvait, pour se nourrir, une ample expérience historique, concrète et vivante. »*[39] *« Le caractère « empirique » du PCV tient à ce que sa pensée politique progresse — au travers d'une série de réajustements, de redécouvertes, d'autocritiques — à partir des problèmes concrets surgissant au cours de la lutte. »*[40]

Cette longue série de citations est là pour éclairer la logique du raisonnement, mais aussi pour montrer les failles nombreuses.

Notons d'abord la quasi absence chez Rousset du qualificatif traditionnel de « centriste ». Dans le cas du PCV et du PCC (et aussi du PC yougoslave) cela voulait dire : parti « empiriquement révolutionnaire », semi-stalinien obligé, poussé par les masses et par des circonstances particulièrement favorables, à faire la révolution ; mais manifestant dans le cours de la révolution et dans la construction socialiste sa nature bureaucratique.

On retrouve ce schéma, mais avec prudence et réserves. Ainsi dès le début du chapitre, Rousset reconnaît que les circonstances objectives ne suffisent pas à expliquer la victoire révolutionnaire. Et nulle

part il ne dit que le PCV a été *obligé*, par les masses, de mener à bien la révolution. Il ne reste plus que les phrases dépourvues de cohérence que nous avons citées : lambeaux d'une explication par « le couple centrisme-empirisme ». Disons le nettement : cela ne veut rien dire ; et en plus c'est faux. Et avec cette « erreur » nous sommes au cœur du problème : à la racine de l'incompréhension d'une réalité qui échappe largement à des schémas tout faits.

Qu'en est-il en effet de l'empirisme ? Par empirisme il faut comprendre (deviner plutôt, car l'explication n'est pas claire chez Rousset, et aussi pas très conséquente !) un courant qui se différencie du marxisme révolutionnaire par son absence de conception globale de la lutte des classes à l'échelle mondiale, et de l'insertion et de l'interaction de sa lutte (nationale) dans un contexte mondial qui surdétermine la nature et les effets de sa lutte de classe « locale ».

L'empirisme étant la tendance à suivre les nécessités de sa révolution, à la différence d'une conception contre-révolutionnaire stalinienne que refuse d'emprunter les chemins de la révolution, mais sans en saisir les ressorts et conséquences à l'échelle mondiale.

Le marxisme révolutionnaire (Marx, Lénine, Trotsky, etc.) de son côté est une conception (théorique et pratique) qui est articulée consciemment sur le processus de la « révolution mondiale ». Elle part d'une double prémisse : à savoir que le capitalisme est mûr (historiquement et concrètement) pour le socialisme et que, d'autre part, seules les forces productives du capitalisme développé permettent un avènement du socialisme (et donc une transition « normale » du socialisme) de l'ensemble, ou de la majeure partie de l'humanité. Transition qui est, il est important de le rappeler, le passage à une société de « travailleurs librement associés », et qui tend à une progressive abondance (le passage de « à chacun selon son travail » au « à chacun selon ses besoins » de la phase communiste), cheminement qui devrait se dérouler en parallèle avec une toute aussi progressive disparition des classes, et avec le dépérissement de l'Etat (qui devrait *commencer* à dépérir dès les débuts de la « construction socialiste »)...

Cette conception commune au MR occidental est assumée avec des nuances importantes par des révolutionnaires comme R. Luxemburg, Trotsky, Lénine et est au cœur du bolchevisme de 1917 et du léninisme de 1917 à la mort de Lénine. Le léninisme étant plus particulièrement la théorie et la pratique de la révolution mondiale en acte : nécessité du parti révolutionnaire, de l'internationale révolutionnaire.

Par contraste une pratique est donc considérée comme « empirique » (plus ou moins théorisée) si elle s'insère de fait dans le cadre de la révolution mondiale, sans se situer consciemment dans la perspec-

tive décrite plus haut (avant tout : l'unité de la révolution mondiale, les prémisses du socialisme, l'importance de l'action et de l'autonomie prolétarienne).

Le MR est aussi l'axe par rapport auquel sont caractérisées les déformations plus ou moins prononcées. Il semble probable que pour Rousset le PCV, bien qu'exprimant une déformation par rapport à un MR conséquent, est moins éloigné de ce dernier que le maoïsme. Essentiellement cela tient à l'ampleur de sa lutte révolutionnaire qui l'a placé au centre de la révolution mondiale ; et aussi au fait — à juste titre frappant — que les dirigeants vietnamiens — surtout dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme américain — ont longuement insisté sur l'incidence mondiale de leur lutte, avec des accents qui rappellent les exhortations léninistes des premières années de la révolution russe.

L'empirisme sert alors de passe-partout pour expliquer les aspects opportunistes des programmes du front (Vietminh et FNL) ; la tardive réforme agraire (1953), les liens avec l'URSS stalinienne et beaucoup d'autres choses troublantes.

Et pourtant il n'en est rien : Le PCV et PCC ne sont pas « empiristes » au sens où l'entend Rousset (et avant lui bien des marxistes révolutionnaires). Ou plutôt leur empirisme n'est à la limite pas différent de celui de Lénine (aux yeux de Rousset, incontestablement un non-empiriste) : la recherche d'une cohérence, toujours relative, toujours remise en question et donc qui n'est jamais pleinement cohérente, et la structuration d'une conception marxiste qui hésite et oscille mais autour d'une certaine *cohérence,* d'un certain projet qui peu à peu prend conscience de sa spécificité, et l'assume de plus en plus nettement.

Il est vrai que les deux PC n'ont pu se dégager que laborieusement du stalinisme, et même que les stigmates restent profonds, mais il est tout aussi vrai que ce dégagement — comme d'ailleurs ce qui a été intégré du stalinisme —, n'était qu'un moment, une phase de leur constitution en *corps particulier et (relativement) homogène.* Mais cela est bien autre chose que « l'empirisme ». D'ailleurs, le changement *radical* de position de Lénine sur la nature de la révolution russe (les thèses d'avril), ou quelques mois plus tard l'abandon du programme agraire bolchévique en faveur de celui des socialistes-révolutionnaires (le parti petit-bourgeois !), est-ce différent des tournants (de l'empirisme) maoïstes ou PCV ? Oui et non. Oui dans la mesure où ils expriment autre chose. Dans le cas de Lénine, c'est un certain parachèvement de la conception MR léniniste ; et dans l'autre cas les PCV et PCC tendent vers la constitution articulée d'un mouvement révolutionnaire national ; mais dans les deux situations, il s'agit d'assurer et

d'assumer sa cohérence. L'empirisme ce n'est donc une recherche à la petite semaine (caractéristique des tâtonnements staliniens...) mais c'est véritablement un dégagement d'une voie révolutionnaire nouvelle, qui s'éloigne partiellement dans un cas de l'héritage marxiste mécaniste Kautskiste pour fonder une théorie du marxisme de la « révolution mondiale » et de l'autre côté c'est une distanciation, elle aussi incomplète, par rapport au stalinisme et c'est la constitution — inattendue il est vrai — d'un « socialisme national ».

Situer le PCV et le PCC, seulement comme déviation du MR, c'est avoir comme préalable un refus de saisir leur spécificité ; et d'être obligé de nier les faits et les tendances, et de s'aveugler sur les aspects surprenants. Surtout sur ce fait massif : l'authenticité de la lutte révolutionnaire du PCC et du PCV n'est pas séparée de leur bureaucratisme, *elle lui est liée*. Et cela d'autant plus, si l'on comprend que leur « bureaucratisme » — différent de ce que Mao et les dirigeants vietnamiens critiquent sous ce terme — n'est que la forme « normale » (tendant à la stabilisation) de domination sociale qui correspond d'une part à la constitution de l'avant-garde dans ces pays (à majorité paysanne...), et d'autre part à l'absence des prémisses de la démocratie prolétarienne. Et l'expérience historique du stalinisme confirme à rebours que sans démocratie prolétarienne généralisée (plus large qu'on l'a généralement cru), il ne peut être question de se diriger vers le socialisme, mais au contraire de rester, dans le meilleur des cas, dans une phase prolongée, complexe et distordue de transition à long terme vers le socialisme. Incontestablement la domination sans partage du PC et la révolution qu'il a mené sont l'envers et l'endroit d'une réalité indissociable.

C'est loin certes de nos schémas habituels. C'est même inquiétant et ça pose problème. Mais c'est ainsi ! Il faut d'abord reconnaître les faits tels qu'ils sont, pour comprendre ce qu'ils signifient et savoir quelle doit être notre pratique.

Précisons encore la logique de la victoire maoïste en Chine. On parle chez le MR du « centrisme maoïste »[41] *obligé* de faire la révolution, poussé par le déferlement des masses, et bénéficiant de l'effondrement du régime Kuomintang. Posons-nous d'abord une question : qui a marqué la révolution de son action massive ? Les masses paysannes pauvres qui, admettons-le, ont entraîné le PCC. Mais quelles masses paysannes ? Indéniablement une paysannerie qui a été dynamisée, radicalisée, poussée à une conscience révolutionnaire (autre chose donc que la tendance traditionnelle à la révolte) par plus de 10 ans de pratique inlassable du PCC (1936-1949) : à savoir la paysannerie pauvre du Nord. A contrario : là où le PCC n'a pas ou peu d'influence, il n'y a pas de révolte de masses des paysans pauvres,

mais explosions très ponctuelles de colère. Autrement dit, c'est le PCC qui a fait des masses paysannes une force révolutionnaire ; tout au plus peut-on admettre que les masses ont donné le signal de la révolution (comme dans toutes les révolutions !). C'est ce processus de révolutionnarisation du monde paysan qui détermine la nature et la place du PCC et en fait un opposant irréductible du Kuomintang. Quelles que soient les ambiguïtés et hésitations, le PCC est le *lieu de la révolution :* on est très loin alors du stalinisme. Cela veut-il dire que le maoïsme est authentiquement MR ? Nullement ! Sa rupture (sa distance) est radicale d'avec les conceptions MR qui, elles, intègrent la perspective de la révolution mondiale, l'analyse de la dégénérescence stalinienne, la lutte des classes à l'échelle mondiale, etc. Sans parler de tout ce qui peut différencier le pouvoir bureaucratique du PCC sur les masses d'une démocratie prolétarienne. Le PCC était-il alors — avant 1949 — un courant empiriquement révolutionnaire ? C'est l'autre versant du « centrisme maoïste ». En rien ! Il est un projet révolutionnaire chinois, divorcé d'un projet révolutionnaire mondial. Mais pour la Chine, à partir de 1927, le maoïsme en tant que courant qui devient progressivement dominant dans le parti — en même temps qu'il développe sa propre cohérence — devient le lieu d'un projet révolutionnaire — certes à long terme — et qui se donne les moyens de sa révolution (l'indépendance du parti, l'armée rouge, etc.), en même temps qu'il se préserve de tout ce qui peut compromettre son succès futur. On peut dire que son refus de toute subordination du Kuomintang est la clef de sa politique révolutionnaire. Cela l'oblige à s'appuyer — au moins tendanciellement — sur les larges masses des paysans pauvres, et à se préparer à l'affrontement avec le Kuomintang : le reste s'en suit.

Mais il y a plus et autre chose. La conception stratégique du maoïsme a souvent été critiquée comme étant caractéristique de son « empirisme » ou plus exactement de son pragmatisme. Or, au contraire, si on y regarde de plus près, la stratégie maoïste, comme celle du PCV, est significative de « l'espace » particulier de ces deux partis.

La conception de la « néo-démocratie » éclaire le fonctionnement du politique dans le maoïsme, son inspiration révolutionnaire, et enfin ses incertitudes. Dans les années 1926-1927, dans une phase prémaoïste, le PCC reprit la théorie « de 4 classes » : théorie stalinienne sans véritable contenu (sauf circonstanciel). Le maoïsme reprit à son compte cette théorie, et même d'une certaine façon l'affina. De même la « néo-démocratie » (1939-1940) reprend partiellement une thématique lancée par Staline vers 1926-27, qui est assez proche par sa tonalité de thèses politiques (gauche, voire gauchiste) du PCV

d'octobre 1930. Dans le texte maoïste de 1940 une position que le PCV avait affirmée avec force, est abandonnée au niveau explicite (public) depuis des années. Ainsi en est-il d'affirmation comme : « la révolution démocratique bourgeoise est la préparation de la révolution socialiste ». Avec le succès de la révolution démocratique... la lutte gagnera alors en profondeur et en ampleur, *pour progresser* sur la voie de la révolution socialiste. Cette période sera celle de la révolution prolétarienne dans le monde et de l'édification du socialisme en Union soviétique. Grâce à la dictature du prolétariat dans les autres pays l'Indochine se développera pour s'engager directement dans la voie socialiste sans passer par l'étape capitaliste. « Le prolétariat et la paysannerie sont les deux forces motrices essentielles dans la révolution démocratique bourgeoise, celle-ci ne réussira que si le prolétariat en prend la direction. »[42] La formulation maoïste de 1939-1940 est différente et pourtant assez semblable. Différente parce que comme le PCV a la même époque, le PCC n'escompte plus d'aide directe, mais agit autonomement dans le cadre national. D'autre part pour le maoïsme le passage au socialisme ne se conçoit qu'après une longue étape démocratique. Surtout, la réaffirmation de la primauté du prolétariat, même dans la révolution démocratique, fait le lien avec un certain léninisme de 1905, comme avec une position gauche de l'IC de 1930 et cela dans une période de revirement droitier et d'appel à un front uni *dirigé* par la bourgeoisie. C'est une conception de l'unité de la révolution étrangère aux zigzags staliniens. Mais ce n'est qu'un aspect.

Il y a plus, la théorie maoïste des classes est peu marxiste, c'est vrai, mais elle est réelle : elles est la pratique de sa réalité et la réalité de sa pratique, de celle de *sa* révolution, comme de *sa* « construction socialiste ». Le rapport aux classes de PCC, n'est pas le même que celui du parti bolchévique, il est *autre*. La révolution n'est pas dirigée par le prolétariat, car ce dernier est absent ; c'est le parti qui se substitue à lui ; mais cette substitution est différente du substitutisme du parti de Lénine confronté avec la disparition ouvrière (après la révolution). Ce n'est pas seulement un parti qui parle au nom de la classe ouvrière (et puis peu à peu qui construit une structure de domination sur la classe ouvrière et sur les autres classes), mais c'est un parti qui est un « espace politico-social » qui est à la fois une certaine réponse aux problèmes de la société chinoise en crise et une incitation à surmonter cette crise. Le PCC c'est « l'instrument » de la crise du monde chinois ; qui est adapté (s'adapte) à l'espace de cette crise. Et plus il s'adapte à sa tâche, moins il ressemble à un PC classique. En plus, il fait ce que peu de PC sous influence stalinienne ont fait : devenir d'abord et avant tout une structure sociale et révolutionnaire

complexe, instrumentalisée par et instrumentalisant la société chinoise en vue d'une finalité vague dans son contenu mais nette dans son exigence : sortir le pays-continent de la crise.

Le PCC c'est donc bien la rencontre entre des « aspects » variés qui restructurés forment un espace particulier : les prégnances historico-culturelles, certaines formes d'assimilation du marxisme, la nature de la crise de la société et la pénétration impérialiste, les aspects de la société paysanne chinoise, la nature des élites, le bilan de la modernisation à l'Occidentale le sens d'une modernisation différente. Autant d'éléments dont l'oubli possible par celui qui veut analyser la révolution chinoise dénature la complexité, la richesse de l'expérience chinoise, son extériorité aussi par rapport à des schémas étroits qui veulent corseter une réalité qui dérange. Mais éléments dont il faut bien peser la place et le poids respectif, pour que la structure d'ensemble acquière, au-delà des fausses ou vraies apparences, son dynamisme réel et puisse révéler la vérité de son contenu social et historique. Un beau programme de recherche en somme...

4. L'état ouvrier et la bureaucratie

Pour caractériser les Etats issus des révolutions chinoise et vietnamienne, il faut d'abord faire une distinction aux effets décisifs. Il faut en effet différencier nettement les conditions de la rupture anticapitaliste, des formes de la construction socialiste. Autrement dit, si le PRC et la PDVN doivent leur « contenu social » à la rupture anticapitaliste, ce qui en font des « Etats ouvriers » au sens classique, les formes de la lutte révolutionnaire qui ont conduit à une « classique » rupture anticapitaliste, et qui expriment par là l'aspect radical et conséquent de la lutte, conduisent à des formes nouvelles spécifiques « non-classiques » de transition au socialisme.

Ainsi en est-il d'une tendance à la substitution de classe, la paysannerie fonctionnant à la place du prolétariat, le parti à la place de la classe (processus très élaboré en Chine, largement présent au Vietnam) : ce qui transforme la lutte de l'avant-garde en un processus de domination sociale sur la nation et d'appropriation de l'Etat. Cette « logique » sociale est le fonctionnement normal de ces nations, et le seul cohérent avec l'histoire révolutionnaire effective.

Il ne s'agit donc pas de saisir l'écart par rapport à une norme, et de déceler une bureaucratisation qui incarnerait un Etat ouvrier d'emblée déformé, mais bien de comprendre la structuration originale qui fait des *Etats nouveaux* une forme aussi spécifique de construction sociale que ne l'était la spécificité de leur voie révolutionnaire.

Ces formes « autres » de constructions socialistes mêlent des aspects

variés d'expériences étrangères (URSS), ou de leur propre passé, lointain (l'enracinement historico-culturel) ou proche (les pratiques de lutte révolutionnaire), mais en les combinant de façon originale.

Ainsi, le phénomène essentiel de la bureaucratie doit être étudié à la lumière de ces considérations.

Pour P. Rousset « la théorie de l'Etat ouvrier est peut-être celle où l'empreinte de l'éducation stalinienne reçu de la IIIe Internationale est la plus nette »[43], notamment sur la question du « monoportisme ».

Pour lui « comme l'usage de la terminologie stalino-maoïste, *la « sous-estimation » apparente du rôle de la démocratie soviétiste implique une incompréhension de la nature et des racines du stalinisme, donc des moyens de lutter contre les tendances inévitables à la bureaucratisation* »[44].

On retrouve ici l'ambiguïté de cette position, position que nous avons aussi reproduite : plus le PCV est proche de ses origines staliniennes, plus il est contaminé bureaucratiquement. Mais pourquoi le PCV, le PCC (et d'autres !) sont-ils contaminés par certains aspects et pas par d'autres et pourquoi à ces niveaux-là ? Et puis les niveaux sont-ils séparables ? Un « demi » stalinisme est-il concevable ? Nous reviendrons plus loin sur ces questions importantes. Voyons d'abord l'explication de Rousset sur le phénomène bureaucratique.

« La rencontre du fonctionnaire, du pouvoir de fonction et de la pénurie des biens tend à créer le bureaucrate »[45]. Position que Rousset nuance : *« qui comprend la mesure des difficultés auxquelles la révolution vietnamienne était confrontée et cela dans un état de relatif isolement international doit admettre que les déformations bureaucratiques étaient inévitables »*[46]. C'est là une position assez semblable à celle du MR face à l'URSS de Lénine (jusqu'en 1923-1924) : la bureaucratisation est en partie inévitable, et en partie extérieure au fonctionnement du parti.

La différence avec l'action du parti bolchévique sous Lénine étant que *« Si l'orientation du PCV n'a pas produit les déformations bureaucratiques de l'Etat, elle les a institutionalisées »*[47].

Peut-être, mais d'où vient cette différence ? De la contamination stalinienne, qui est un point de départ et d'aboutissement commode ? Trop commode ! L'ambiguïté apparaît alors quand il s'agit de caractériser : « L'Etat ouvrier vietnamien est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Mais il ne s'agit pas là à proprement parler d'une « définition conceptuelle » ! La deuxième partie de la phrase est comme les guillemets de « l'empirisme » : cela exprime l'incertitude, le doute par rapport à une explication courante, habituelle chez le MR, mais qui manifestement pose problème.

Ainsi pour étayer sa réserve (implicite !) Rousset note que *« Les*

choix qui furent faits en 1959-1960, 1964-1965, 1968-1969 et 1972-1973 sont incompatibles avec les intérêts d'une caste bureaucratique cristallisée en couche dominante et force de conservation sociale »[48].

G. Chaliand écrivant son bilan de la RDVN constate de son côté, après avoir noté l'existence d'un certain consensus et d'autre part l'existence de raideurs bureaucratiques : « Il n'en demeure pas moins que les cadres du parti, notamment à l'échelon intermédiaire — mais pas exclusivement — continuent d'imposer des directives, et que la gestion est loin d'être celle évoquée par Marx comme celle d'une libre collectivité de producteurs ». Cependant, qu'on le veuille ou non, c'est aussi le parti d'avant-garde qui a d'abord entraîné la paysannerie vietnamienne dans la lutte de libération contre le joug colonial. C'est le parti qui en tant que bureaucratie dirigeante, avec les excès et les insuffisances qu'il draine comme structurellement a réalisé les tâches consistant à mobiliser les masses, à la fois le cadre de l'édification et de l'indépendance nationale. »[49] Cette position plus nuancée, et aussi plus lucide, nous paraît être plus correcte.

Incontestablement, à partir des formes de leurs luttes, les directions vietnamiennes et chinoises ont intériorisé ou tiré des conséquences variées, mais qui tendent à former une unité : unité de la lutte, de la construction socialiste, de leur place particulière sur l'échiquier mondial. Si on prend ce dernier aspect, il est indéniable que la révolution vietnamienne a une dimension plus directement mondiale que la révolution chinoise, ce qui a été clairement exprimé par ses animateurs eux-mêmes. Mais la perception de la dimension internationale a ses limites : « [...] l'intelligence rare des rapports de force mondiaux et leur évolution, tout en ne s'attachant pas à caractériser la crise de direction internationale du prolétariat et à y intervenir directement »[50].

La révolution vietnamienne est mondiale car elle est au cœur de la lutte de classe internationale, à partir de 1925, par son affrontement à l'impérialisme américain, force concentrée du capitalisme conscient de ses intérêts et au sens de sa lutte. Et pour vaincre, la révolution vietnamienne a dû faire appel à un soutien international. Moins délibérément mondiale que la deuxième résistance vietnamienne, la révolution chinoise est mondiale par l'ampleur de l'enjeu, par l'immensité de l'impact, par les bouleversements sociaux qui s'emparent d'un quart de l'humanité.

Mais ces deux révolutions sont pourtant *avant tout nationales* — et même incompréhensibles, en dehors de cet aspect nation/Etat.

Pour Lénine, au contraire, la révolution russe n'est que le maillon faible de la chaîne impérialiste, et est inséparable, *inviable* en dehors

de la révolution mondiale. Plus même : elle est moins importante, moins décisive, du point de vue d'une perspective de socialisme international dans le contexte de l'époque (1917-1923) que la révolution allemande. Les dirigeants vietnamiens ou chinois de leurs côtés (laotiens, cambodgiens...) qui ne nient pas l'impact de leur révolution, ne réfèrent pas leur révolution à un processus global. Plus exactement, et c'est là l'essentiel, ils ne lient pas stratégiquement (concrètement) leur révolution à un effort mondial de lutte de classe, à une avancée mondiale du socialisme, qui surdétermine ses effets sur les nations.

Aussi en dehors d'une stratégie mondiale, toute évocation d'un internationalisme est dépourvu de sens et d'effet concret, se contentant, au mieux, d'espérer en une convergence d'intérêt, et en la valeur exemplaire de « sa » révolution. C'est la nation d'abord et essentiellement. La nation : unité d'une histoire, d'un territoire, d'une civilisation, de formes spécifiques d'appropriation du travail (le travail paysan), etc. Unité qui doit être réaffirmée politiquement, développée économiquement, protégée militairement, encadrée socialement, élevée culturellement.

Une nation qui est aussi un Etat. L'Etat : l'importance de l'Etat, sa présence massive, est peut-être ce qui la différencie de la façon la plus marquante, la réalité de ces révolutions du projet marxiste révolutionnaire, en tout cas celle qui imprime ses effets les plus durables et les plus imprévisibles. Les révolutions du XX^{e} siècle n'ont pas seulement consolidé des nations, mais aussi fortifié, et parfois même créé, des Etats. La construction socialiste est parallèle au renforcement d'un Etat solide qui se veut permanent et non en voie de dépérissement. Mao parle même (en 1964) de l'Etat sous le communisme ; Etat qui serait indispensable à la défense du territoire. C'est donc bien indiqué par la prégnance de la notion de nations et de la nécessité pour ces nations d'un Etat puissant. On est loin de la perspective « classique » réaffirmée avec force par le Lénine de « l'Etat et la révolution » sur l'extinction progressive et inexorable de l'Etat. Conception, il est vrai, rapidement abandonnée face aux multiples menaces s'abattant sur le jeune « Etat ouvrier ».

Le renforcement de l'Etat, qui n'est pas incompatible avec une certaine décentralisation, chère au maoïsme, ou aux dirigeants vietnamiens, est intrinséquement lié à la forme de domination sociale par le parti (par une minorité auto-sélectionnée).

Ce qui nous situe ici aussi radicalement ailleurs que les perspectives révolutionnaires classiques, et nous oblige à penser telle quelle cette réalité imprévue, mais fortement contraignante.

Nous sommes maintenant au cœur du problème : les révolutions asiatiques sont différentes des schémas classiques ; c'est certain, mais est-ce qu'elles mettent ces schémas en question, en posant le problème de la validité, de l'universalité du marxisme, et plus même de l'universalité des options socialistes classiques ? Devrait-on penser, ainsi que le proclame de nombreux adversaires du socialisme et des critiques acerbes des réalités socialites existantes, que le dépérissement de l'Etat (et des classes !), relèverait d'une utopie ; sa persistance, son déploiement actuel, manifestant, au contraire, la norme générale ?

Bref, que nous dit le MR sur ces troublantes questions ?

Les MR et les révolutions asiatiques

Les remarques précédentes sont incontestablement schématiques. Il ne s'agit pas de prétendre avoir cerné l'ensemble des questions complexes posées par cette problématique. Il s'agit avant tout de réagir contre des démarches qui ne sont qu'une autojustification, pour tout dire, une vérité toute faite.

L'important est moins d'apporter d'abord de fines démonstrations que de disqualifier les évidentes non-réponses que sont des explications toujours à ajuster pour ne pas contredire des théories, elles-mêmes singulièrement appauvries.

Il est nécessaire alors en conclusion de cet article d'aborder les problèmes que les révolutions nationales posent au MR, et de situer dans quelle mesure ce dernier est opérationnel théoriquement, et donc pratiquement, en face des expériences qui se veulent marxistes. Il est nécessaire de préciser certaines généralisations que l'on peut faire à partir de constats et découlant de l'action de ces révolutions. En évitant comme il se doit, mais sans qu'on respecte assez la mise en garde, les généralisations abusives. Commençons par le plus apparent, le plus inévitable des problèmes : celui de la révolution nationale.

Nous avons dit dans le texte que le problème du nationalisme relève d'abord du constat avant que n'opère l'analyse. Sa massivité et ses formes diverses font du nationalisme un « protée » difficilement saisissable. En contraste aux conceptions marxistes et aux thèses de Trotsky sur « le capitalisme qui a dépassé le cadre de la nation », le nationalisme oppose l'ampleur de sa présence, son renforcement continuel, le fait qu'il survit aux tentatives avortées d'un internationalisme effectif.

Or, comme l'article de T. Nairn le montre éloquemment, ce sont les principes du marxisme classique et plus encore les analyses de

Trotsky sur « le développement inégal et combiné » qui éclairent l'origine et la force actuelle d'un nationalisme, produit d'un processus heurté de mondialisation du capitalisme. Mais la vérité de ces conceptions va à l'encontre de ce que les marxistes pensaient sur le devenir de la nation. C'est la vérité du marxisme qui se retourne contre les conceptions étroites des marxistes, ou tout au moins contre leurs espérances trop rapides.

Sans vouloir trop accentuer ce paradoxe, essayons de cerner le lieu du problème. Le nationalisme est un fait global, mais qui présente des aspects diversifiés. Ainsi, le nationalisme révolutionnaire asiatique relie nationalisme et (ré)émergence de la *nation, nationalisme et révolution, nation et Etat.*

Nationalisme et révolution, cela veut dire que la constitution effective d'une nation n'est possible qu'accompagnée du saut au-delà du capitalisme. Mais cela veut dire aussi, dans une certaine mesure, le contraire : comme il s'agit de tâche nationale, cela concerne encore les « tâches historiques » du capitalisme. Ainsi le dépassement par-delà le capitalisme (la transition vers le socialisme) c'est aussi le capitalisme dans le socialisme. Et c'est d'abord un lien étroit entre les tâches nationales et centralisation étatique ; et entre centralisation étatique et l'accumulation économique.

Il est frappant en effet de constater combien nombre d'actions de ces nouveaux régimes révolutionnaires sont semblables aux pratiques de la bourgeoisie conquérante (conquérant la plénitude des possibilités du mode de production capitaliste).

Le problème de la simultanéité des tâches bourgeoises et socialistes à accomplir a un précédent historique célèbre, et qui fut longtemps le modèle par excellence de ces mouvements révolutionnaires : l'Union soviétique. Nous avons expliqué dans le texte que d'une part ces révolutions ont vécu dans la mouvance, mais surtout dans le refus du stalinisme, c'est-à-dire de la forme largement contraignante qu'avait pris le modèle soviétique ; et d'autre part que ces révolutions ont restructuré en un espace original les influences diverses qu'elles ont subies. C'est cette spécificité plus que les contaminations staliniennes qui expliquent l'immense distance de ces révolutions par rapport au MR.

Il faut aller plus loin, et retourner le problème : la trajectoire, « l'essence » du MR est étrangère à nombre de mouvements révolutionnaires d'aujourd'hui car lui aussi occupe, pour une large part, un espace et un temps particuliers, spécifiques, irréductibles d'une certaine histoire d'aujourd'hui (comme aussi à l'histoire d'hier des mouvements révolutionnaires d'Asie). La vérité paradoxale du marxisme classique, et la force du léninisme c'est ce qui s'est passé, et

ce qui potentiellement était espéré et pouvait se passer en 1917-1923. La révolution russe de 1917 rendait crédible la perspective anticapitaliste et le socialisme, et par contrecoup donnait un poids immense à la théorie et la pratique porteurs de ce succès : le bolchevisme.

Et la perspective bolchévique de la révolution mondiale, réaliste aux yeux de ses dirigeants pour la période 1917-1923, devait concrétiser le projet historique fondamental du marxisme : la transcroissance du capitalisme développé vers le socialisme comme un processus tendanciellement mondial ; cela impliquait aussi que les forces productives les plus développées aideraient les moins développées dans un mouvement d'ensemble, d'homogénéisation et d'universalisation, de transition vers un socialisme mondial.

Dans cette perspective, la conception théorique rejoindrait ainsi l'histoire concrète qui deviendrait avènement mondial d'une ère nouvelle. L'Europe capitaliste, dans cette optique, maîtresse par ses colonies de la majorité de l'humanité, était le foyer central d'où devait rayonner les transformations socialistes. La Russie avait servi de déclencheur, mais seulement de déclencheur, car pour réaliser le socialisme elle attendait l'aide du monde industriel devenu, espérait-on, révolutionnaire. Sans cette aide, et a fortiori si cette puissance industrielle (Allemagne...) restait dans le giron capitaliste, la jeune révolution russe n'avait pas d'avenir socialiste. C'était là une conviction générale, de Lénine, de Trotsky et de leurs compagnons, y compris de Staline, jusqu'en 1924.

Il s'agissait d'une perspective globale et cohérente : les luttes ouvrières en Europe fournissaient la possibilité de mener à bien la révolution dans ces pays. Ces nations étant les plus aptes au socialisme induiraient une trajectoire *mondiale* vers le socialisme. (Il faut reconnaître, en passant, dans cette conception, une grande sous-estimation de la force *impérialiste* des USA. Ce n'est qu'à partir de 1924 que Trotsky introduisit la conception d'un capitalisme américain en train de devenir hégémonique à l'échelle mondiale).

Cette période était donc un nœud, un moment névralgique de l'histoire : une immense crainte pour certains (et le fascisme devait en partie découler de la crainte bourgeoise) ; un immense espoir prolétarien pour d'autres, et pour la plupart sans doute, oscillants entre crainte et espoir, un moment de grande incertitude, en bref, un moment crucial, au sens scientifique du terme : c'est-à-dire la mise à l'épreuve décisive d'une théorie, d'un ensemble de prédictions.

Les années 1917-1923 furent-elles cette phase propice pour une révolution socialiste internationale ? L'échec (en dehors du succès russe) était-il inéluctable ? Un demi-siècle après, nous n'en finissons

pas de faire le bilan, de scruter cette époque, d'élucider les possibles et les inaccessibles. « 1917 et 1923 » est incontestablement un des grands moments de la lutte de classe virulente : où se manifeste le désir des couches ou des secteurs les plus lucides de la population de changer le sens de l'histoire et de construire une autre humanité ; et pour la plus grande masse de dépasser un capitalisme qui a conduit à la guerre et a fait faillite. Ce désir conduisit à la radicalisation, à la rupture communiste. Mais en face d'elle la bourgeoisie trouva, et peut-être possédait depuis longtemps, des moyens de sa résistance, que ce soit en s'appuyant sur des couches sociales inertes, craintives, conservatrices, que ce soit en s'aidant des secteurs nombreux du mouvement ouvrier restés sous l'obédience social-démocrate, que ce soit encore par d'autres moyens plus brutaux. L'inexpérience du jeune mouvement communiste face à une bourgeoisie finie habile, plus riche d'atouts que ses adversaires ne le pensaient, n'ont pas permis de faire déboucher une période de lutte intense sur son issue possible : la rupture anticapitaliste.

En étudiant concrètement la période, on pourrait sans doute déceler plus exactement la part de conjoncture et de nécessaire dans ce qui est arrivé. La révolution russe résultait d'une certaine conjoncture découlant des effets désagrégateurs de la guerre impérialiste, mais aussi de ce mélange de nécessité provenant de l'action consciente du léninisme, elle-même fondée sur une corrélation de forces enracinées dans l'histoire russe (les formes et l'expérience ouvrière, une bourgeoisie hésitante...).

Les défaites dans d'autres pays revêtirent la même combinaison de nécessité et de circonstance. Ce qui rend une appréciation globale sur ces années-là difficile : incontestablement une ère de révolution, mais avec un succès incertain, pas garanti pour la révolution internationale. La crédibilité du projet historique révolutionnaire dépendait d'une conviction plus ou moins fondée, et plus encore : de la trajectoire de l'URSS. Le pays le plus armé pour assumer les premiers pas du chemin révolutionnaire mais le plus désarmé pour continuer seul ensuite.

On peut aborder le problème différemment, de façon plus réaliste, plus froide. L'histoire s'est déroulée telle qu'elle s'est déroulée. C'est-à-dire comme une histoire perçue a posteriori comme irrémédiable. Donc une histoire incontournable où 1917-1923 a « produit » l'URSS comme nouveauté, mais rien que l'URSS, et par ailleurs a conduit à des défaites. Et le produit de cette histoire, lui aussi à la fois nécessaire et non-nécessaire, c'est la trajectoire, parallèle et partiellement reliée à la montée du stalinisme, et du fascisme. Une histoire sous ce signe, du « totalitarisme » pour reprendre un terme rapide (et insuffisant), mais

qui exprime l'ampleur (et le sentiment ressenti) de l'immense régression qui a suivi les succès et déboires des années 1920.

C'est là un élément essentiel. On oublie trop souvent que l'histoire est un praxis, « un faire particulier » des hommes, que l'histoire est labourée et transformée par ce « faire » — et qu'elle devient donc une histoire incontournable, quels qu'en soient les regrets ou les espoirs. Du point de vue révolutionnaire, du désir de transformation révolutionnaire du monde, de l'avènement d'une autre société, le stalinisme comme phénomène massif est l'incontournable par excellence. Il est l'histoire concrète, et concrétisation de l'histoire dans la conscience universelle (bien que la perception soit en partie différente pour l'ouvrier et pour le bourgeois...).

Dire cela, n'est évidemment pas une façon de légitimer le stalinisme. Bien au contraire, il s'agit d'en reconnaître la réalité et la force de sa présence pour construire, sur la base d'un bilan tout aussi réel, un devenir autre, mais aussi qui ne se voile pas la face.

Nous sommes arrivés au point le plus difficile : celui qui concerne le MR au regard de l'histoire concrète, de « l'advenu » historique. Plus précisément, le problème se pose de comprendre ce qu'une histoire différente — comme celle du mouvement révolutionnaire national — remet en question de la validité du MR, ou tout au moins de son universalité (celle qu'il proclame).

Or, ce que nous apprend la praxis des mouvements révolutionnaires du XX^{e} siècle, et d'une façon plus générale « l'action » des populations, c'est la prégnance, voire l'accentuation des contrastes : contrastes des formes socio-économiques, diversité des situations nationales, destructurées et restructurées par la pénétration capitaliste ; multiplicité des résistances à cette brusque irruption capitaliste ; et dans ce contexte, on constate une plus ou moins grande survivance des aspects sociaux, économiques, culturels des modes de production antérieurs...

La difficulté à reconnaître non pas les différences elles-mêmes mais leurs ampleurs est indéniablement ce qui questionne le MR. Et pose le problème, largement débattu, de son empreinte occidentale. Il me semble incontestable que le MR résiste aussi bien, au moins théoriquement, à la confrontation du monde contemporain occidental, qu'il ne subit les assauts de la réalité non occidentale.

La question peut alors s'exprimer sous une forme abrupte : Y a-t-il rupture entre la perspective MR, dont les conditions et possibilités de réalisation continuent à exister en Occident, et le reste du monde où d'indéniables révolutions élaborent des « praxis » différentes et parfois opposées (l'absence de démocratie des travailleurs, etc.). Peut-on alors parler d'unité de la révolution mondiale, autrement que comme un

concept vague (une tendance à la révolution partout), de convergence des luttes, de retard (d'arriération économico-sociale) qui se rattrape ; ou au contraire de contrastes qui s'accentuent, se creusent, et peuvent être sources de tensions pour le futur (cf la logique « égoïste » de la politique étrangère de l'URSS ou de la Chine...) ?

Question multiple, question troublante mais qu'un regard non complaisant sur le monde actuel nous oblige à poser.

Roland Lew

NOTES

1. Petite collection Maspero, 1975, première édition, 1973.
2. *Ibid.*, p. 39.
3. Rousset a raison de considérer la direction Wang Ming comme étant la première purement stalinienne : formée à Moscou, avec comme seul critère la vigueur de son combat antitrotskiste imposé en bloc par l'IC, elle ne sert que de courroie de transmission des directives « soviétiques », même les plus absurdes. *Ibid.*, p. 45.
4. Mao viendra pour la première fois à Moscou en 1949.
5. « [...] *et quelle colonie, avec son code de l'indigénat, ses régies de l'opium, du sel et de l'alcool, ses bagnes, sa politique d'assimilation culturelle...* » J. Chesneaux, *Tradition et révolution au Vietnam*, Anthropos 1971, p. 11.
6. P. Rousset, *op. cit.*, pp. 77 et suiv.
7. G. Benton : « The second Wang Ming line » (1935-1938) in *The China Quaterly* n° 61, March 1975, p. 76.
8. G. Benton, *op. cit.*, p. 81.
9. Cité par P. Rousset, *op. cit.*, p. 133.
10. Tom Nairn, « The Modern Janus », in *New Left Review*, n° 94, november-december 1975.
11. *Ibid.*, p. 3.
12. *Ibid.*, p. 4.
13. G. Haupt, M. Lowy et Cl. Weil, *les Marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Maspero 1975.
14. G. Haupt, *ibid.*, p. 12.
15. M. Lowy, *ibid.*, p. 371.
16. G. Haupt, *ibid.*, p. 57.
17. G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du tiers monde*, Paris 1976, p. 141.
18. On n'insistera jamais trop sur ce que cette tonalité morale et moralisante du marxisme, influencé par le confucianisme, détermine un marxisme spécifique qui à son tour restructure spécifiquement le champ social dans lequel il agit.
19. Cité in G. Chaliand, *op. cit.*, pp. 122-123.
20. Bianco : « La paysannerie et la révolution » in *Politique étrangère*, n° 2, 1968 ; et

« Les paysans dans la révolution » in *Regards froids sur la Chine*, Paris 1976, pp. 283 à 308.
J. Chesneaux : *la Paysannerie chinoise et la révolution*, Paris 1976.

21. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 225.

22. Sur la prudence : cf le silence pendant 14 ans sur les textes décisifs de la contradiction, « de la pratique » datant de 1937, et publiés officiellement en 1950. De même les « inédits » de Mao des années 50 et 60, exprimant une conception souvent différente de Lénine ou de Staline (et même explicitement de Engels, à propos des trois lois de la dialectique), restent réservés au sérail communiste : aux initiés des hautes sphères du parti et animateurs de la « Révolution culturelle ».

23. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 209 : *« [...] le capitalisme [...] a également créé un marché mondial, amené des progrès qu'on peut apprécier diversement mais qui sont nombreux : modernisation politique (partis et républiques) ; modification des structures sociales (création de couches nouvelles) ; essor démographique ; diffusion d'idées neuves : nationalisme, révolution (notamment dans sa version « marxiste léniniste »), autonomie de la personne ; il a semé en même temps, la servitude et les exigences de l'indépendance nationale et d'une moindre inégalité ».* Et aussi p. 209 : *« [...] la contribution majeure de la culture occidentale est peut-être la liberté de recherche et de critique, progressivement gagnée en limitant l'arbitraire du pouvoir d'Etat et en séparant le temporel du spirituel. »*

24. Conclusion de son livre (en collaboration avec P. le Barbier), *la Chine : la marche de la révolution (1921-1949)*, Paris 1975.

25. *Ibid.*, p. 212.

26. *Ibid.*, p. 213.

27. *Ibid.*, p. 215.

28. P. Rousset, *op. cit.*, pp. 300 et suiv. Les passages soulignés le sont par Rousset.

29. *Ibid.*, p. 302.

30. *Ibid.*, p. 38.

31. *Ibid.*, pp. 162-163.

32. *Ibid.*, p. 163.

33. *Ibid.*, p. 300.

34. *Ibid.*, pp. 301-302.

35. *Ibid.*, p. 303.

36. *Ibid.*, p. 304.

37. *Ibid.*, pp. 304-305.

38. *Ibid.*, p. 305.

39. *Ibid.*, p. 310.

40. *Ibid.*, p. 311.

41. Cette partie reprend une longue note (n° 1) de notre article CEP : « La trajectoire du maoïsme », juin - septembre 1975.

42. Cité in P. Rousset, *op. cit.*, pp. 53-54.

43. P. Rousset, *op. cit.*, p. 326.
44. *Ibid.*, p. 329.
45. *Ibid.*, p. 330.
46. *Ibid.*, p. 332.
47. *Ibid.*, p. 334.
48. *Ibid.*, p. 340.
49. G. Chaliand, *op. cit.*, p. 183.
50. P. Rousset, *op. cit.*, p. 314.

A propos de « la Civilisation surréaliste »

Entretien entre Vincent Bounoure, Michel Lequenne et Carlos Rossi

Vincent Bounoure, qui fut l'un des compagnons d'André Breton durant les dix dernières années de sa vie, a publié l'an dernier, en collaboration avec un certain nombre de ses camarades surréalistes français et tchèques, un ouvrage de réflexion sur notre temps tendant à l'élucidation d'un devenir où l'on puisse enfin vivre, *la Civilisation surréaliste*[1]. Vincent Bounoure est par ailleurs le responsable de la revue *Surréalisme*, dont les deux premiers numéros ont été publiés aux éditions Savelli. Rappelons encore qu'avec ses amis, il a pris une part active à la campagne qui aboutit à la libération des geôles argentines de nos communs camarades Maria Regina Pilla et Paulo Paranagua.

Nous avons eu l'été dernier un entretien avec lui sur les thèmes de son livre qui précisent les positions actuelles du surréalisme, notamment en matière politique, lesquelles recoupent nos préoccupations les plus lancinantes.

M.L. - C.R.

M. Lequenne

Du point de vue de certains, parmi lesquels Denis Roche de *Tel Quel*, la revue du caméléon Philippe Sollers, pour Denis Roche donc, qui, d'ailleurs, avouait n'avoir pas lu *la Civilisation surréaliste*, ce

titre, comme objet de votre livre, représenterait un retrait par rapport à la perspective de la « révolution surréaliste » et, à plus forte raison du « surréalisme au service de la révolution ». Il s'agirait d'un surréalisme installé, en fin de compte, dans la société présente.

V. Bounoure

Cette accusation, je suis heureux qu'elle nous soit rappelée dès le début de cet entretien, ne serait-ce que parce qu'elle nous vient de grands donneurs de leçons et qu'elle nous tiendra quelque temps en belle humeur. Imagine que lorsque tu parles du socialisme, ou du communisme, que lorsque tu examines l'aboutissement d'un processus révolutionnaire, te fondant ensuite sur les conclusions de cet examen pour mieux contrôler ce processus et l'orienter, on te dise que tu es en retrait par rapport à tes options révolutionnaires ! S'il s'agit de faire la révolution, c'est bien pour arriver à une civilisation. Préciser à quelles conditions l'objectif révolutionnaire répondra à l'exigence poétique, c'est-à-dire sera authentiquement civilisation, telle est la tâche urgente que nous avons entreprise. J'ajoute que nos détracteurs, pour empressés qu'ils soient à nous mettre en contradiction avec notre passé, oublient un peu vite que la révolution surréaliste restait à faire quand elle se programmait sous ce titre ; qu'elle reste même entièrement à faire aujourd'hui et de manière permanente.

Mais, posée en ces termes, l'objection qui nous est faite ne se borne pas là : elle tend à remettre en cause les rapports du surréalisme et de l'activité révolutionnaire en suggérant, une fois de plus, que nous nous détournons de celle-ci pour nous assurer quotidiennement un meilleur confort. Vilenie ou sottise, cette contre-vérité est constamment publiée et republiée depuis cinquante ans. Qui pourrait-elle convaincre ? Celui-là seulement qui n'a pas perçu que l'objectif surréaliste se situe par-delà les luttes sociales et les prodiges géniaux de l'imagination individuelle ; celui-là qui n'a pas compris leur interdépendance, et s'est laissé abusé par les philosophies unilatérales qui décrivent tout, soit de façon mécaniste, soit de façon idéaliste, toutes semblables à une association de jongleurs échangeant la cause et la conséquence et négligeant leur interaction permanente au cours des processus réels de l'histoire. De la position du surréalisme à cet égard, il est aisé de donner une illustration concrète.

Je la trouve tout naturellement dans la doctrine marxiste de « la détermination économique en dernière instance » qui a pu passer pour la méthode nécessaire et suffisante dans toute investigation portant sur l'histoire en général et l'histoire de la pensée en particulier. Nous récusons cet usage dogmatique d'un instrument certes fécond en de nombreux cas particuliers, mais qui ne dispose en droit d'aucune

prérogative universelle. Si son emploi permet d'atteindre au vrai, c'est dans le cas seulement où il est adapté à l'objet d'étude, c'est-à-dire lorsque les activités économiques marquent dans cet objet même leur prépondérance ; et cette prépondérance n'est, elle encore, qu'un choix social, que le choix majoritaire d'un certain type de vie et d'une conception de l'idéal humain. Nous ne prétendons aucunement que ce choix soit antérieur aux faits économiques concomitants. Nous disons au contraire que ces choix et ces faits s'éclairent les uns par les autres, s'expriment les uns à travers les autres, sont liés les uns aux autres par une suite d'actions et de réactions dont la seule multiplication interdit déjà que l'on cherche les causes d'un côté pour trouver les conséquences de l'autre, puisque tout est « causé » et que tout est force agissante. Ce qui implique que le jeu des effets et des causes est plus subtil qu'il n'y paraissait. Du moins cette perspective nous permet-elle de comprendre pourquoi l'essor industriel a coïncidé, au XIX^e^ siècle, avec la naissance de la théorie de la détermination économique en instance dernière et pourquoi la postérité de Marx a prétendu l'instituer en dogme intangible, propre à donner aussi bien l'explication dernière des faits sociaux dans des civilisations de faible importance numérique où l'abondance et la libéralité de la nature donnaient prépondérance à mille activités sauf aux économiques.

Personnellement, je ne crois pas que Marx se serait opposé à notre point de vue, pourtant généralement taxé d'hérésie par nombre de politiciens que le surréalisme a rencontrés au bord de son chemin. Il est au centre de nos incursions dans *la Civilisation surréaliste*. Il me semble donner la clé des rapports conflictuels et nécessaires entre littérature et révolution. Rapports entre fonction symbolique imaginative et fonction perceptive-rationnelle de l'esprit.

Mais examinons maintenant plus attentivement ce qui nous justifie, nous surréalistes, de parler aujourd'hui en termes de civilisation.

En 1934, il a été question d'une « position politique du surréalisme ». Pourquoi cette formule ? C'est que le surréalisme ne coïncidait pas avec une politique : son champ d'action englobait le champ politique, à moins d'accorder à celui-ci toute son extension étymologique. Il s'agit bien, en effet, des rapports des hommes entre eux dans les conditions qu'ils tiennent de la nature d'une part et de l'état des choses, bâti en particulier de main d'homme, d'autre part. Avait-on tort de penser alors que le passage d'un agencement social à un autre enfin équitable ne suffisait pas à la résolution du problème humain ? Avait-on tort de douter que le transfert de la propriété des moyens de production entre les mains des travailleurs suffise à instaurer la « Jérusalem terrestre » que nous appelons plus proprement communisme ?

Que s'est-il passé de capital depuis lors ? On se souvient de l'attention que le surréalisme a porté aux choses coloniales depuis la guerre du Rif et la passion qu'il a investie dans les luttes de libération des peuples asservis. Luttes où se jouaient la dignité des hommes aussi bien que leur émancipation économique et qui ébranlaient, nous semblait-il, l'édifice capitaliste jusque dans ses substrats mythologiques. N'a-t-il pas fallu que la France cocardière renonce à son bel Empire, à l'Empire de ses exactions économiques, religieuses et militaires ? La « décolonisation » date, pour l'essentiel, de l'après-guerre et vous avez pu, comme nous-mêmes, en dresser le triste bilan sur le plan révolutionnaire. Il y a ceux qui ont changé de régime, ceux qui ont changé de maître, ou des deux, mais l'efficacité économique partout commande. Dans de jeunes nations accédant à gros frais à l'indépendance, elle soumet impérieusement la vie quotidienne aux normes de rendement que les gestionnaires du capital avaient dégagées comme les plus opératives. Est-ce seulement à ces hommes que nous nous en prenons, ou aux règles que leur souci d'efficacité leur a permis de mettre au point et dont l'imitation universelle proroge, sous d'autres noms, mais sans espoir pour l'instant, le régime colonial ?

Parallèlement, le phénomène des deux blocs est issu de la dernière guerre. Une telle bipolarisation ne pouvait conduire évidemment qu'à une compétition, rassemblant les adversaires sur un même terrain : c'est la compétition territoriale, en Asie du Sud-Est, aujourd'hui en Afrique ; c'est la compétition économique, c'est la compétition technologique. Ainsi, si l'on se bornait à dénoncer et à analyser le phénomène bureaucratique et la confiscation par une oligarchie des conquêtes de 17 en Russie et dans la zone d'influence moscovite, on passerait à côté d'un phénomène d'une importance non moins considérable dans la vie concrète : c'est que nul dirigeant ne se soucie plus d'y bâtir une cité communiste, tandis que les objectifs concrets s'y calquent sur ceux du monde de l'Ouest, non sans susciter en sous-œuvre la même mythologie, développer les mêmes appétits, conformer les aspirations au même idéal.

Souvenons-nous maintenant de la situation des années trente. A l'époque, ni les événements qui venaient de se produire en Chine, ni la rupture survenue dans l'Internationale ne masquaient aux révolutionnaires l'imminence des conflits généralisés dont les prodromes relevaient de l'analyse politique pure. Nous croyons qu'une tendance universelle à l'uniformisation des faits concrets de l'existence réelle par-delà les idéologies en présence, impose plus péremptoirement que jamais un élargissement et un approfondissement de la réflexion sur l'avenir, autrement dit que les problèmes essentiels ne peuvent plus se

résumer dans le vocabulaire politique, car il s'agit de problèmes de civilisation. Il est urgent à nos yeux de situer l'analyse en ces zones où l'économique et le mythologique, l'infrastructurel et le superstructurel se rencontrent, se déterminent l'un l'autre, se reflètent en engrenant l'un sur l'autre. Tâche à laquelle le surréalisme n'avait jamais manqué sans peut-être y mettre l'accent.

M. Lequenne

Certes, après Marx, le marxisme a été trop saisi comme un économisme et la mutation du système économique au travers de la révolution sociale trop envisagée comme condition suffisante de l'avènement d'une société enfin humaine. Mais cela est derrière nous. C'est le marxisme de la social-démocratie encore marxiste de l'avant Première Guerre mondiale et de l'Internationale communiste, révolutionnaire et effectivement communiste, mais si superficiellement marxiste dans sa masse. Le stalinisme a transformé cela en dogme tout en tournant le dos à sa réalisation pratique elle-même. Mais le reproche ne peut être fait au marxisme réel, c'est-à-dire en particulier à son prolongement trotskyste. Trotsky lui-même eut toujours présent à l'esprit l'ensemble des données sociales de la révolution. Et l'on voit bien, surtout depuis la parution en français de ses *Questions du mode de vie*, à quel point le préoccupaient les risques que l'arriération culturelle de la Russie faisait courir à l'Etat né de la révolution d'Octobre. Plus tard, il est évident que l'ensemble de ces conditions sociales furent constamment au premier plan de ses préoccupations et cela fait partie intégrante de l'enseignement qu'il a légué à notre mouvement. Ce que (malheureusement, seulement depuis sa caricature chinoise) l'on appelle révolution culturelle peut à bon droit être tenu pour un complément de la théorie de la révolution permanente. Et il serait faux de prendre cela comme un « stade » de la révolution qui devait être *précédé* du « stade » de la révolution sociale faisant passer le pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat. 1968 peut être considéré comme un épisode de la révolution culturelle, mais là — au contraire des précédentes expériences révolutionnaires — coupé d'un assaut contre le pouvoir bourgeois qui lui aurait donné une assise. Par ailleurs, l'école de Francfort, à laquelle seul 1968 a donné une audience considérablement plus large que celle, universitaire et anglo-germanique, qu'elle avait auparavant, a une légitimité marxiste infiniment plus authentique que celle du stalinisme et de ses sous-produits. C'est dire que vos préoccupations et les nôtres sont sans doute plus proches aujourd'hui qu'elles ne pouvaient l'être au moment où votre mouvement chercha sa place dans le mouvement communiste, en 1929, c'est-à-dire à un moment où, déjà, la prétendue bolchevisation,

en réalité « stalinisation », faisait son œuvre dans les partis communistes.

Aussi n'est-ce pas là qu'apparaissent nos désaccords, mais, dès l'abord de ces problèmes, dans l'estimation de leur place, déterminant les voies nécessaires de l'action, et d'abord dans l'analyse même, dans la manière dont les problèmes se présentent à nous.

Le titre du recueil *la Civilisation surréaliste* suppose une vision optimiste de l'évolution du monde puisqu'elle situe un objectif qui, dans notre langage marxiste révolutionnaire, se situe comme au-delà de la révolution socialiste. D'ailleurs, la définition que tu viens de donner du contenu que vous mettez dans la notion de civilisation surréaliste confirme cela. Pourtant, quand on lit votre livre, le constat général est celui d'une consolidation des éléments de barbarie dans le monde. Sans remettre en cause les éléments de votre constat, je crois qu'il conviendrait de noter les différences de vision entre les différents auteurs du recueil collectif sur l'appréciation de ce développement de la barbarie du monde actuel. Il m'apparaît qu'il n'est pas balancé comme dans les analyses que nous, nous faisons, à la IV^e^ Internationale, par une estimation de l'état présent des rapports de force entre révolution et contre-révolution dans le monde, qui est optimiste de notre part, dans la mesure où nous pensons que cette balance est dynamiquement en faveur des forces de la révolution. Comment fondez-vous, vous, l'optimisme de votre titre ? Ou, autrement dit, comment résolvez-vous l'opposition entre le pessimisme de votre constat qui très souvent semble sans rémission possible et, à ce titre, accablant, et l'espoir que contient le titre de votre livre ?

V. Bounoure

La question, dans sa formulation même, fournit quelques éléments de la réponse qu'elle appelle de mon point de vue. Elle semble opposer en effet l'optimisme au pessimisme comme si l'un et l'autre se situaient sur le même plan, comme si la catégorie du constat (que tu juges ici pessimiste) se situait sur le même terrain que la catégorie des désirs et des volontés devant lesquels le jugement présente des perspectives soit favorables, soit défavorables. Voyons-y de plus près.

D'abord, reconnaissons que c'est le mal qui est le moteur de l'action et l'initiateur de tout savoir. Génétiquement, c'est au mal de dents que nous devons la naissance des arracheurs de dents et même de la stomatologie moderne ; c'est à ses douleurs et à ses privations que nous devons toute l'industrie adaptive qui caractérise l'humanité. L'espoir d'un soulagement est lié au mal et, pour fonder l'action, pose ce soulagement dans l'ordre du possible. C'est donc sur un constat de malheur, qui n'est ni optimiste ni pessimiste, étant simple bilan néga-

tif, que naît l'action, que s'ouvre la recherche de l'éventualité favorable, indépendamment des probabilités du succès. Je me garde de dire que cette probabilité soit sans conséquence dans l'élaboration réfléchie de l'action en cause.

Au point de vue que je viens d'esquisser et qu'on peut qualifier de romantique, s'oppose bien évidemment la pensée classique selon laquelle la parfaite connaissance du bien est la norme qui seule permet de caractériser le mal et d'y porter remède. Ainsi Claude Bernard, par une vue méthodologiquement utile mais historiquement erronée, déclare que la connaissance du normal précède celle du pathologique. Mais, à la différence des agrégats cellulaires pour lesquels la santé a valeur normative, les sociétés humaines n'ont jamais connu, sauf exceptions rarissimes et généralement presque tombées dans l'oubli, la plénitude de la santé qui pourrait servir d'étalon pour la mesure de nos continuels malheurs. Ceux-ci sont les seuls excitateurs de ce que vous appelez la révolution permanente. Mais peut-être trouverez-vous que je sollicite par trop, dans l'emploi de cette formule, la pensée de Trotsky.

Si le bilan que trace *la Civilisation surréaliste* est sévère, il n'est encore, par lui-même, aucunement pessimiste, et c'est seulement quant aux perspectives d'avenir et par les éléments d'analyse bien fragmentaires que nous en donnons que nous entrons dans le domaine de l'éventuel où les mots penchent du côté soit de l'espoir soit du désespoir. Pourquoi ces mots ? Si je suis entré dans une comparaison médicale, c'est pour faire valoir le caractère original de la révolte, du sentiment, qui répond au constat. Or si la recherche d'un soulagement physique est indissociable de la perception de la douleur, puisque renoncer au soulagement relève de la perversion qui s'appelle l'ascétisme, il n'en va pas de façon aussi rigoureuse dans la sphère morale, et c'est ainsi que nous aurions pu, devant le passif du bilan, juger le monde des hommes définitivement en proie au mal et, après avoir affiché l'inventaire, poursuivre dans les arts et les lettres nos travaux d'esprit. Or nous désavouons une telle attitude, cet équivalent moral de l'ascétisme qu'on pourrait appeler un quiétisme de la pensée moderne. Dans le cas contraire, la publication de *la Civilisation surréaliste* eut été inconséquente, n'eut été que jérémiade. Indépendamment du titre qu'il porte, le relevé des tares contemporaines est donc, de notre point de vue, du seul fait de sa publication, un témoignage d'optimisme.

Il y a plus. Pour primordiale que soit l'attitude de constat, elle est liée de mille manières à l'action dans laquelle elle est appelée à se prolonger sinon à s'épanouir. De façon constante elle s'infléchit à travers l'évaluation du possible. Les diagnostics tiennent pour une

large part leur orientation des méthodes de cure disponibles. C'est toute l'affaire du maillon le plus faible, dont la désignation dépend essentiellement de la nature des forces disponibles pour briser la chaîne. La double et réciproque détermination du possible par le constat et du constat par le possible exige donc une médiation entre l'observation et l'action : c'est l'attitude expérimentale.

Je rappelle donc que c'est fortuitement, au cours d'un jeu qui n'est autre que l'application collective de l'écriture automatique[2], que nous avons expérimenté les ressources de la parole utilisée en mode collectif, mesuré combien son régime commun reste loin de ses possibilités réelles, et vérifié d'une part les options du surréalisme sur le plan de la vie sociale et d'autre part les investigations qu'il n'a cessé de poursuivre en vue de l'émancipation de l'esprit. De ces deux sollicitations, nous avons réaffirmé l'unité. Nous prétendions que la disjonction universelle de ces deux registres d'activité est la cause principale des revers essuyés dans l'un et dans l'autre. Bien éloignés de croire qu'il suffise de mettre le doigt sur l'origine du mal pour y porter le remède définitif, nous avons prêché d'exemple en montrant qu'à l'échelle d'un ensemble d'individus, certes très restreint, l'efficacité des structures psychologiques qui s'y trouvent juxtaposées est directement proportionnelle à leur différence, à cette différence qu'écrase le nivellement des langages et des comportements aujourd'hui reçus, comme si le monde soumis désormais jusque dans le plus intime de nos êtres au principe de Carnot, allait fatalement à la dégradation des énergies humaines par suppression des différences, comme si notre morale n'était pas de lutter contre la nature elle-même, si telle était la nature, ou du moins la notion que nous nous en formons.

Vous ne serez pas surpris de l'entendre confirmer : c'est en toute conscience que nous allons à contre-courant, que nous nous en prenons aux divers conceptualismes au travers desquels se transcrit l'évolution actuelle du monde positif. Dans les systèmes de langage, dans les systèmes de pouvoir, dans les systèmes d'échange, dans la conception même de l'objet, un même rationalisme conquérant, à prétentions universelles, mesure aux individus aussi bien qu'aux groupes humains de plus en plus chichement l'exercice de leurs pouvoirs véritables en les privant de faire entendre ce que leur voix a d'unique et donc de plus authentique. On nous répète qu'un chat n'est qu'un chat. Pourquoi voulez-vous que nous le gardions dans la gorge sans protester ? Si l'on nous reproche d'assumer la seule fonction prophétique et de jouer les Cassandres, nous répondons qu'il s'agit bien de remonter le courant plutôt que de se laisser emporter. Divers indices, au reste, semblent démontrer une lassitude croissante devant l'uniformité de l'existence moderne. Le réveil des particularismes

provinciaux, en Europe occidentale aussi bien qu'en URSS, la résurgence du particularisme indien en Amérique, par exemple, me semblent corroborer ce qu'indique la nostalgie de la campagne, la vogue de l'écologie ou de l'objet d'art populaire, phénomènes qui répondent aussi, je le sais bien, à de moins dignes motifs.

Carlos Rossi

Nous comprenons très bien votre critique de l'uniformisation de la civilisation contemporaine. Mais la seule alternative serait-elle le réveil des particularismes que vous pronez ? L'affirmation unilatérale et exclusive du particularisme ne porte-t-elle pas en son sein le risque du provincialisme, de l'ethnocentrisme, du nationalisme, voire du chauvinisme ?

Le surréalisme a été depuis son origine un mouvement internationaliste, un ennemi acharné des mythes patriotards, et ceci est précisément un des aspects qui l'a toujours rapproché de notre propre courant.

Pour nous, marxistes révolutionnaires, le point de référence décisif est l'*universel*, le prolétariat mondial, l'humanité et son avenir communiste. Cet universel n'implique pas l'abolition des différences et des particularités culturelles, mais les incorpore dans une unité dialectique supérieure : pour nous le communisme est à la fois l'universalisation la plus complète des hommes et le libre épanouissement de leurs particularités, de leur individualité.

V. Bounoure

C'est à juste titre que vous observez l'accent mis, dans *la Civilisation surréaliste,* sur la particularité et la différence. C'est que nous vivons sous une loi que fonde une notion indigente de l'universel. Il ne convient nullement, pour susciter la communication, de soustraire aux individus ce qu'ils ont en propre, car ils seront conduits à se jeter dans ce qu'on appelle des généralités : ainsi n'auront-ils rien à se dire dans la meilleure des termitières possibles.

Nous ne croyons pas que l'homme, pour l'essentiel, soit une donnée. Nous pensons au contraire que les portraits qu'on en donne sont autant de modèles jouant au cours de l'histoire leur rôle répressif et que toute conception normative de l'universel est privative. Or l'uniformisation des modes de vie dans le monde, jointe à l'empire croissant des médias, installe un code d'intelligibilité de la parole et de l'aventure humaine tous les jours plus restrictif. Dans cette situation, si vous nous faites grief d'insister sur le particulier au détriment du général, et de donner ainsi des choses une vue partiale et non dialectique, nous serons amenés à vous répondre que le particulier et le

général ne sont pas aujourd'hui en opposition dialectique, parce que la notion que nous sommes seulement aptes à nous former de l'universel est non-intégrante du particulier. Or toute notre démarche vise précisément à restituer, dans la pratique de la libre communication, les conditions propres à la manifestation de l'universel, non comme notion, mais comme réalité collective et comme réalité vécue.

Lorsque nous nous refusons à nous faire deux programmes distincts de la poésie et de la révolution, cela signifie qu'en chaque être comme en chaque chose du monde parle à notre oreille une voix unique, originale, irremplaçable, et que le mystère de cette parole, laquelle éclate comme le scandale d'être, doit être à tout prix sauvegardé. S'agissant des humains, ne voyons-nous pas que s'ils constituent des collectivités vivantes, ce que nous appelons des civilisations, leur expression publique est bien autre chose que l'unanimité des voix particulières, bien plus que la moyenne pondérée des options individuelles, bien plus que la somme des paroles privées, mais leur multiplication les unes par les autres et leur fécondation réciproque, chacune d'elles appelée à se perdre et à se retrouver sur un mode exalté ?

M. Lequenne

Précisément, alors qu'invinciblement le monde semblait rouler, sans freins importants, vers la robotisation générale, dominé dans cet hémisphère par le gadget et l'érotisme de bazar, dans l'autre hémisphère par des satisfactions plus ternes, à la mesure de son retard économique, et que les théoriciens d'une gauche totalement respectueuse déblatéraient sur la mort du prolétariat par embourgeoisement, réalisation du Meilleur des mondes et de l'univers de 1984 conjugués et compensés, il y a eu l'explosion de 1968, et les phénomènes que tu as évoqués. Cela s'est passé comme si, touchant le fond de sable aride de la vie « normalisée » et placée sous cellophane de prisunic, la soif de vie vécue dans le risque et la singularité se rebellait. Ces phénomènes restent minoritaires à l'échelle de la planète. L'extrême gauche européenne ne fait pas 5 % aux élections, et les dissidents soviétiques ne se comptent entre eux pas plus que par centaines, mais c'est cela qui est le plus important. De même que tous les réalistes ne donnaient pas deux sous du Vietnam sous le marteau-pilon de la force armée yankee. Pourtant, selon la très belle image de Gatti, la planche à clous des Viets l'a emporté sur l'ordinateur géant du Pentagone, et les MacNamara du monde entier n'y ont rien compris.

Quand je parle d'optimisme, c'est à cette inversion des signes de valeurs apparents que je me réfère. Encore une fois le lémurien sera plus fort que le diplodocus. Avec ceci que, dans la société, ils sont liés

dialectiquement de façon beaucoup plus serrée. Les minorités sont le germe du futur, suscité par le gigantisme du rationnel devenant absurde et inhumain et réagissant contre lui.

V. Bounoure

Vous nous reprochez d'avoir passé au noir le tableau, d'avoir fait état de la barbarie contemporaine seule, de n'avoir aucunement balancé cette perspective, d'avoir omis les aspects favorables de l'évolution actuelle des choses qui eussent été nécessaires pour en offrir une vue objective utile pour l'action.

D'autres que nous serons là pour peser les avantages, les inconvénients, pour noter où s'arrête aujourd'hui l'aiguille de la balance quant à nos espoirs, à nos craintes. Celles-ci et ceux-là sont-ils homogènes ? S'expriment-ils dans une même unité qui permette d'en faire le bilan ? Une telle comptabilité ne ramène-t-elle pas nécessairement la pensée dans le cercle qu'elle n'aspirait qu'à rompre et dont elle récusait le principe autant que les bornes concrètes : muraille où se heurte toute audace, toute excursion, toute démarche naturelle de l'espoir ? Il n'y aurait eu qu'inconséquence, de notre part, vous l'avez compris, à adopter le langage espérantiste de la conscience heureuse devant la pâtée bien servie.

Toutefois, ta question, Michel, met en cause la notion de totalité et la méthode dialectique. Il serait faux de croire que ce sont là des sujets d'agrégation de philosophie. Il s'agit concrètement de savoir si le germe de la révolution est dedans ou dehors, par exemple, si la contestation inorganisée a un sens révolutionnaire, alors qu'elle refuse de se situer par rapport aux divers systèmes d'action qui se sont dessinés depuis dix ans ; pratiquement, s'il y a pour nous, pour vous, une question quant à la vie : serions-nous des radicaux de la marginalité ou des actionnaires suffisamment efficaces dans le Conseil d'administration de la planète pour en redresser les erreurs ? Ou encore, les seules contradictions internes du capitalisme suffiront-elles à lui assurer une succession moins bête ? Celles du prétendu socialisme des pays de l'Est mettront-elles un terme à la sauvagerie stalinienne sous toutes ses formes ?

Le moment n'est pas à analyser pourquoi la dialectique, dans le discours politique de la Grèce antique aussi bien que dans la pensée du XIX^{e} siècle, a constamment été envisagée comme le processus intérieur à une totalité close, laquelle ne pouvait par conséquent trouver qu'en son sein les ressources nécessaires à sa transformation ou à sa survie. Entretenir en soi cette fiction, n'est-ce pas risquer de faire de la dialectique un processus comparable à la fabrication de l'eau tiède ? Pour notre part[3], il nous apparaît que les forces opposi-

tionnelles ont tout à perdre à livrer bataille sur le terrain choisi par l'adversaire. C'est à peine si le *non* s'y distingue encore du *oui*. Les lignes de rupture s'oblitèrent ou s'effacent sous le griffonnage des argumentations. Or c'est, tout au contraire, l'office de l'esprit d'ouvrir les systèmes que l'on nous donne pour clos, et, par là, de rendre vigueur, pensons-nous, au processus dialectique. Que nous y soyons totalement parvenus dans *la Civilisation surréaliste,* que nous ayons, sur une voie nouvelle, réussi à proposer des découvertes dialectiquement opposables à d'autres, ce n'est pas à nous d'en juger.

M. Lequenne

Le procès ici fait est celui d'une fausse totalité, abstraite et pauvre, ou, au contraire, celle du pseudomarxisme économiste et mécaniciste que tu évoquais tout à l'heure pour le récuser. Ma question, elle, partant de l'acceptation du réel dont votre livre tente un bilan critique, impliquait donc bien : comment envisagez-vous la mutation de cette réalité vers l'utopie que nous avons en commun ?

Cette réalité socio-politique du monde que tu viens à nouveau d'esquisser, nous ne sommes pas à son Conseil d'administration et nous n'aspirons pas à y entrer, mais nous sommes dans sa sphère d'action et d'autorité. Les deux notions de « politique » que Trotsky, en référence à Lénine, développe dans *Questions du mode de vie*, me permettront de préciser notre abord du problème. Si le Conseil d'administration dont tu parles est l'ensemble des directions politiques du monde, capitalistes comme bureaucratiques, elles se tiennent au plan de la politique étroite. De ce point de vue nous sommes à la fois dans et hors de ce cercle, nous plaçant dans la sphère de la « politique large » (le sens étymologique) qui englobe tous les aspects de la vie.

S'il y a une chose qui n'est pas dépassée dans Marx, c'est ça précisément. C'est que la révolution ne se pose pas en termes de changement de gouvernement, pas même de substitution d'une classe à une autre, mais a pour objectif la suppression des classes. En cela il s'agit de réaliser le vieux rêve utopique, celui qui est déjà contenu dans les objectifs de Spartacus et de Thomas Munzer. C'est ça le but, c'est déjà de « changer la vie », c'est le point où, à n'en pas douter, nous sommes d'accord, comme en témoigne l'adhésion du surréalisme à la méthode de Marx, dans l'entre-deux-guerres.

Pour nous, il n'y a pas un finalisme mécaniste du monde, comme, trop souvent, pour des tas de gens qui se réclamaient du marxisme et qui, en réalité, étaient des mécanistes économistes, et pour qui le monde devait rouler nécessairement vers une société socialiste. Pour eux, socialisme scientifique s'entendait de la façon la plus positiviste. Et je ne sais pas pourquoi je parle au passé. Pour nous, l'alternative

socialisme ou barbarie continue à être posée, et il est bon de refaire le point à chaque instant, comme, par exemple, Trotsky l'a fait presque à sa dernière heure, dans un des textes rassemblés dans *Défense du marxisme,* où il posait le problème de l'éventualité d'une victoire des éléments fondant la barbarie et qu'il définissait déjà comme étant le fascisme et le stalinisme.

C'est cette sorte de bilan que refont chacun de nos congrès mondiaux, un « où en sommes-nous de notre combat douteux », une sorte de « bilan d'exercice » qui permet de fixer les objectifs du moment, mais comme moments historiques, dans la voie du possible objectif, ce en quoi ce que nous acceptons d'appeler « utopisme marxiste » se différencie fondamentalement de l'utopisme idéaliste du passé. Notre constat des éléments effroyables de la barbarie actuelle n'est pas différent du vôtre, nous le regardons seulement comme un raidissement agonique de la civilisation bourgeoise et de ces sous-produits paradoxaux que sont le stalinisme et ses variantes. On ne peut accoucher un monde tout différent sans appliquer la césarienne à cette société dont la mort peut également être celle de la société nouvelle qu'elle porte. Je cherche là une image applicable à la dialectique du réel qui est la nôtre.

V. Bounoure

Notre méthode d'approche des réalités humaines d'aujourd'hui peut apparaître contradictoire avec la vôtre : il est bien légitime que vous nous demandiez compte d'une adhésion sans réserve au matérialisme dialectique, expressément formulée par le surréalisme dans l'entre-deux-guerres, puis, après la guerre, réaffirmée par quelques-uns d'entre nous seulement, les autres prenant distance plus ou moins large. Historiquement, il est bon de préciser au passage que, sauf durant un très bref laps de temps (c'est l'épisode de l'entrée au PC), il n'y eut jamais d'adhésion en corps du surréalisme à un parti, ni ralliement sans nuances à tel programme en distribution.

Autant il nous semblerait sain, par exemple, d'user de la dialectique hégélienne comme méthode (sans parler de mille aperçus de génie que nous devons à son inventeur ou à la fécondité de cet instrument entre les mains de Marx et sa descendance), autant la monstrueuse machine du système hégélien nous rebute, principalement quand vient le couronner la doctrine de l'Etat. Nous percevons bien l'infléchissement que subit l'intuition centrale de Hegel depuis sa jeunesse jusqu'au bismarkisme et, indépendamment des conclusions qui s'imposent sur cet exemple quant aux oscillations des esprits, nous observons que la validité de la méthode n'est pas compromise par tel emploi qui s'en est fait, dans des circonstances de temps et de lieu données. Or, cet

emploi particulier eût-il été valide, rien ne prouve qu'il le reste aujourd'hui. C'est la question que nous nous posons à propos de l'emploi qui se fait ajourd'hui du marxisme, indépendamment de la fécondité du matérialisme dialectique. De quel poids les circonstances qui ont entouré la naissance des analyses de Marx n'ont-elles pas pesé sur leur orientation ? Les transformations considérables intervenues depuis lors sur la face du monde doivent-elles laisser inchangé le vocabulaire révolutionnaire ? Ne nuisent-elles pas à l'efficacité actuelle d'analyses qui ont porté sur le prolétariat des manufactures du XIX[e] siècle ?

On n'élude pas cette question. Octobre fut le fait d'un petit nombre d'individus, agissant sur le terrain le moins fait pour démontrer la validité pratique du marxisme. Si dans l'Ouest de l'Europe ou en Amérique, l'histoire de la conscience révolutionnaire est celle d'une suite de déboires, n'est-ce pas que le langage révolutionnaire est maintenant dépourvu de puissance mobilisatrice, qu'il est inadapté aux réalités sociales et aux aspirations véritables qui s'y font jour ? Nous avons, pour notre part, dans *la Civilisation surréaliste*, répudié à l'égard de notre propre histoire l'attitude de l'exégèse, dont le trait distinctif est de bâtir la relation de l'esprit avec le monde à travers des témoignages sur ce que fut en d'autres temps ce rapport, témoignages que tend à sacraliser leur antiquité et qui revêtent dès lors la dignité d'une médiation unique, exclusive, obligatoire. Par une nécessité de sa logique interne, cette attitude n'est propre qu'à établir entre l'esprit et le monde un rapport irréel, à aggraver leur disjonction de fait, d'autant plus que l'esprit s'y flatte d'une interprétation certaine garantie par l'autorité. Nous penserions manquer à notre fonction en préparant la transformation du monde d'avant-hier.

C. Rossi

Je voudrais introduire une autre question.

Les critiques que vous développez dans votre livre contre la civilisation industrielle aliénée nous semblent très intéressantes et pertinentes, mais quelle est l'alternative que vous proposez ? Faut-il revenir en arrière, vers la vie simple et naturelle des tribus indigènes ? Ou vers l'artisanat pré-capitaliste, qui contenait sans doute un rapport beaucoup plus authentique de l'homme à sa production ? Ou faudrait-il plutôt, comme le suggère Marcuse dans certains de ses écrits, pousser le progrès industriel et technique jusqu'à ses dernières limites, par l'automation générale de la production, en libérant ainsi les hommes pour l'activité humaine créatrice, l'art, la science, l'amour ? Ce qui implique, bien entendu, l'abolition du mode capitaliste de production (qui ne peut exister qu'en perpétuant l'exploitation, le

gaspillage et la domination réifiée de la marchandise sur les individus) et l'instauration d'une société communiste où la production est au service de la communauté et non les hommes au service de la production.

V. Bounoure

Cette question en enveloppe plusieurs. La première consiste à se demander si la machine tend effectivement à libérer l'homme de la loi du travail. Or cette question est infiniment complexe, en raison spécialement de l'utilisation grâce à la machine de sources énergétiques dont l'appoint se déduit globalement de la force de travail déployée par l'espèce humaine. Si l'on fait abstraction des énergies, malgré tout limitées, que lui offre l'univers, il semble qu'au terme des dernières analyses, la machine conduise à un accroissement notable des quantités d'énergie nécessaires à l'accomplissement d'une même tâche. Je me garderai d'entrer plus avant dans une discussion qui n'a pas reçu, à ma connaissance, de réponse concluante, sauf pour faire observer que les variations quantitatives du travail humain sont bien moins importantes, en ce qui nous regarde ici, que ses transformations qualitatives. Positive sous de nombreux aspects, quand il y a mécanisation des travaux les plus pénibles, quand il y a ouverture de possibilités inédites, cette évolution comporte aussi les aspects négatifs qu'on sait bien : taylorisation inhumaine, travail parcellaire, disparition graduelle du travail-expression supplanté par le travail-corvée, subordination croissante de l'activité humaine au principe de rendement, disjonction aggravée entre la vie privée et la vie publique, entre la prétendue fiction du ticket de cinéma et la prétendue réalité de la feuille de paye.

Des amateurs de modernité, comme nous sommes, peuvent difficilement passer pour regretter l'ère du calcul mental dans celle des grands ordinateurs ou les chandelles devant les flamboiements des lasers. Briser les machines n'a pas de sens. Elles seules permettent l'utilisation de l'énergie disponible sur notre planète. Mais l'accroissement des ressources entraîne leur utilisation et donc la multiplication des tâches humaines. De telle sorte que la loi du travail n'est nullement levée, mais seulement amendée en ce sens que le travailleur voit sa condition sociologique de proche en proche modifiée au même rythme que la nature de son travail.

Il me paraît, dans ces conditions, chimérique d'espérer que la machine conduise dans l'immédiat à la libération qu'en ont attendue et qu'en attendent encore les zélateurs de la croissance. La distension progressive de la chaîne qui relie les sources d'énergies à leurs résultats rend de moins en moins discernables ces sources, ces résultats ;

l'œil se laisse fasciner par chacun des maillons et les extrémités en restent invisibles. N'est-ce pas modestement à un moins pernicieux usage de la machine qu'il faut appeler ? La libération que nous pouvons attendre implique que la machine cesse de faire écran entre l'homme et la nature et soit rendue à sa fonction.

D'autre part, qu'en est-il de la notion de production ? A-t-elle le même contenu quand ce qui est produit répond soit à la nécessité immédiate et absolue, soit aux pratiques résultant de la pression sociale et du stade d'évolution des mœurs, ou encore à des besoins fictifs suscités par artifice, non pas seulement pour l'obtention de plus-values, mais pour la création ou le maintien d'emplois ? Qu'en est-il de la notion de prolétariat, depuis que les modes de production et l'évolution des techniques ont bouleversé la nature des tâches, réduisant la part du travail manuel et conduisant à l'extension considérable d'une classe intermédiaire d'employés et de cadres, jaloux de prérogatives qu'ils ont conquises, solidaires de tout système qui leur délègue une part du pouvoir et leur accorde quelques miettes du gâteau public ? Qu'en est-il de l'opposition tranchée que relevait Marx dans l'Angleterre ou l'Allemagne du XIX^{e} siècle entre le producteur et le capitaliste, quand nous relevons une croissante homogénéisation des couches sociales, l'écrasement des particularismes de classe et de toute différence dans leur mode d'expression ? Qu'en est-il des objectifs du marxisme lorsque les organisations ouvrières d'aujourd'hui font du droit au travail l'une de leurs principales revendications, comme si le travail valait, à qui s'y trouve contraint, non pas la simple fatigue, mais une rédemption par la souffrance, mais une éminente dignité qui compense cette torture ou cette fatigue jusqu'à réconcilier le forçat avec ses chaînes ?

Dans l'inévitable transvaluation que le cours du temps impose à la pensée marxiste, il me semble que concourent à son altération deux phénomènes indépendants. L'un tient à la paresse intellectuelle des gens d'Eglise qui s'accrochent d'autant plus volontiers à la lettre des textes que, leur donnant réponse à tout, ils garantissent leur situation doctorale, pour criante qu'apparaisse l'inadéquation au réel de leurs schémas. L'autre risque de dégradation provient d'une contamination du marxisme par des courants de pensée étrangers aux intuitions centrales de Marx. C'est le cas pour la sacralisation du travail, qui est caractéristique des valeurs bourgeoises héritées de la Réforme, valeurs incontestées lors de la naissance du monde industriel et que les révolutionnaires n'ont qu'exceptionnellement attaquées de front, allant maintenant, quitte à cesser d'être révolutionnaires à mes yeux, jusqu'à fonder dessus leurs programmes. Que ce soit ruse, que ce soit renoncement, c'est tout un. Toujours est-il que l'action conjuguée des

talmudistes du marxisme et des sous-mariniers de la mythologie chrétienne-industrielle dévoie les énergies révolutionnaires, tend à les frapper de stupeur.

Je crois vous connaître assez, vous marxistes révolutionnaires, pour que nous puissions nous assigner ici la tâche commune de rendre ces énergies à leur seule destination.

C. Rossi

D'accord avec toi pour rejeter la morale productiviste et le culte du travail aliéné qui sont, comme tu le soulignes à juste titre, étrangers à la pensée de Marx. Quoi qu'en disent les staliniens et les bureaucrates, qui réhabilitent maintenant *l'austérité* comme valeur « progressiste » (G. Berlinguer en Italie). Par contre ton analyse de l'« homogénéisation » des couches sociales me semble bien discutable. Le travailleur de Citroën, le mineur de Lorraine, est-ce qu'ils sont devenus homogènes avec les propriétaires capitalistes des usines, des mines et des banques ? Et plutôt qu'à la disparition du prolétariat, n'assiste-t-on pas à un laminage des couches intermédiaires (employés, techniciens, etc.), réduites à la condition d'un prolétariat ou semi-prolétariat intellectuel, soumis à l'esclavage salarié, menacé par le chômage et l'inflation ? Plutôt que se rétrécir, le prolétariat au sens large englobe des secteurs chaque fois plus vastes de la moderne société industrielle. L'uniformisation culturelle et des modes de consommation est un phénomène relativement superficiel, qui ne touche pas aux fondements de la condition des classes sociales. Par rapport aux analyses de Marx sur l'Angleterre et l'Allemagne au XIX^{e} siècle, on voit aujourd'hui un phénomène nouveau : le processus de prolétarisation du travail intellectuel, qui est, à notre avis, une des causes de phénomènes contemporains comme la révolte des étudiants, etc.

C'est cela qui, à nos yeux, rend plus que jamais actuelle dans les pays capitalistes avancés la perspective de la révolution socialiste, comme expression des intérêts objectifs de l'écrasante majorité de la population. La révolution n'est pas simplement un mythe mobilisateur et libertaire, comme semblent le suggérer un certain nombre de textes surréalistes, mais à nos yeux une alternative concrète pour l'avenir de nos sociétés.

V. Bounoure

La question du mythe dans le surréalisme ne peut s'appréhender qu'au prix d'un minimum de rappels historiques. Elle est liée de si près aux événements qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale qu'elle pourrait même offrir une interprétation particulièrement claire de l'évolution du surréalisme dans sa corrélation avec les faits de cette

époque. Lorsqu'en 1935, dans *Limites non frontières du surréalisme*, Breton lui assigne pour tâche de formuler le « mythe collectif propre à notre époque », le contexte démontre surabondamment que ce mythe, tel que Breton l'envisage, intègre la perspective communiste. Or, dès cette époque, nulle illusion n'est possible sur la nature du régime stalinien, ce qui implique, précisons-le au passage, que les surréalistes n'en ont d'aucune façon imputé la responsabilité au marxisme, ni cherché à y voir la révélation de ses vices constitutionnels.

Cependant, peu avant son assassinat, Trotsky, estimant qu'aucune circonstance plus favorable ne pouvait s'offrir à la révolution et à la liquidation de la bureaucratie stalinienne que celles de la Seconde Guerre mondiale, n'hésitait pas à juger sans avenir positif les espoirs qu'elle ne comblerait pas en ce sens et à prévoir que dans ce cas le marxisme se terminerait en utopie. A la valeur péjorative traditionnellement attribuée à ce mot depuis Marx et Engels, il est permis d'évaluer l'humeur de Trotsky. Elle fut de tout point partagée par Breton et par nombre d'autres surréalistes, qu'ils aient ou non pu prendre connaissance sur le champ des diverses déclarations où Trotsky fit état avant sa mort de ses inquiétudes. C'est à celles-ci que font écho les *Prolégomènes à un troisième manifeste... ou non* qui s'opposent à ce que le matérialisme dialectique soit considéré comme instrument unique d'analyse du monde et mettent en vedette parallèlement la nécessité d'un mythe nouveau. En 1942, cette attitude s'explique non seulement par l'examen des perspectives révolutionnaires, mais par la disparition de la personne de Trotsky, qui en formait le symbole et en constituait sur le plan moral la caution.

Au cours des années suivantes, rien ne vint démentir les craintes qui s'affirmaient : les espoirs révolutionnaires procédaient de beaucoup d'illusions ou du moins leur réalisation était remise *sine die*. Bien loin de s'écrouler, le stalinisme sortait de la guerre raffermi, parfaitement apte à surmonter, au prix de quelques congrès, les difficultés successorales. Le capitalisme s'employait efficacement à surmonter ses crises, excellant à substituer la colonisation économique et idéologique aux lois sincères des Empires. La restructuration de l'homme dont le marxisme annonçait la nécessité et que devait entraîner le bouleversement des conditions concrètes de son existence sociale prenait figure de vision chimérique quand la réalité quotidienne n'offrait d'objectif qu'un petit peu moins d'injustice, un peu moins de sang dans la prison ancestrale. Or il n'était pas nécessaire aux surréalistes de faire leur cette interprétation du spectacle : il était suffisant qu'elle soit prévalente dans l'opinion pour que l'on ait dû constater, dans l'incroyable galvaudage dont l'idée de révolution a été victime, son désamorçage et, dans le devenir récent du mythe le plus

mobilisateur des temps modernes, sa réduction à l'état d'utopie tout juste propre à nourrir l'exaltation de quelques minorités révolutionnaires ou, à l'inverse, à faire office de faux passeports entre les mains des apparatchikis. Lorsqu'il arriva, depuis la dernière guerre, aux surréalistes de déclarer que notre époque vivait sans mythe, ou de poser la question des mythes nouveaux, dans des paroles qui sont impensables, puisque le propre du mythe est de n'être désigné sous ce nom qu'à titre posthume — et de décevoir tout volontarisme — ils prenaient à leur charge toute la déception des révolutionnaires, ils ne faisaient rien d'autre que chercher inlassablement une nouvelle issue.

La question n'est aucunement de savoir aujourd'hui si les surréalistes furent bien fondés dans cette détermination, ni même, pour l'instant, s'ils contribuèrent à la formation des mythes maintenant en cours de constitution. Mais seulement d'apprécier le statut actuel de l'idée de révolution par comparaison avec les décennies écoulées. Celle qui s'achève me semble marquée par divers faits importants qui touchent bien plus efficacement au devenir de l'esprit que l'évolution du rapport de forces politique, tel au moins que nos conceptions traditionnelles de la révolution nous conduisaient à le percevoir. Les mouvements étudiants se sont développés de 1967 à 1969 indépendamment des organisations politiques antérieures et, la plupart du temps, en dépit d'elles et contre elles. C'est à partir de notions d'anthropologie générale et sans qu'il soit fait appel aux catégories du matérialisme historique que s'est engagé le procès de l'ethnocide, que se poursuit la dénonciation des idéologies universalistes et de la clochardisation évangélique ou progressiste des ethnies lointaines. C'est sans faire aucune référence à la détention des moyens de production que des provinces entières, jusqu'en France, proclament leur droit à parler aussi leur langue, outre celle des tribunaux. C'est sans égard à leur propre condition économique, à leur extraction sociale, ou à leur pouvoir d'achat personnel que les femmes, désavouant jusqu'à Rimbaud, qui dénonçait leur « infini servage », ne veulent désormais d'autre avocat que leur génie propre. C'est pardessus tous les systèmes d'appropriation des instruments et des biens que se fait jour une idée neuve : l'homme se perd à se croire le propriétaire du monde et le maître suprême d'une nature dans laquelle sa fonction est au contraire de s'insérer avec toutes les précautions que lui suggère son savoir. A l'oppression séculaire que le marxisme rapporte aux seuls rapports de production, la conscience moderne découvre vingt formes différentes, dont chacune appelle un type spécifique de libération. C'est pourquoi l'on entend désormais moins parler de la révolution que de la révolution sexuelle, ou féministe, ou écologique, ou autre ; un vocabulaire identique renvoie à des contextes

divers et à des champs analytiques distincts, quoiqu'il arrive qu'ils se recouvrent partiellement ou se complètent les uns les autres. Pour nouvelle, pour encourageante que nous apparaisse cette évolution de l'idée de révolution, sa pulvérisation en revendications toutes partielles, au total non moins catégorielles que celles des syndicats, a pour conséquence corollaire d'obscurcir le sens général qui les porte toutes vers un but unique.

Cette unité, je crois pour ma part que c'est aux faits qu'il reviendra en fin de compte de la démontrer. Si cependant l'office des poètes est de préparer l'événement, il ne faut pas s'étonner de les voir occupés du nœud d'où divergent les commandes de la mythologie actuelle et dont elles dépendent directement. Il n'y a pas civilisation sans communication. Le règne de la prestation économique ne définit que des sociétés, viables aussi bien que les sociétés d'insectes, ce qui n'est pas rien. Mais sont-elles vivables ? Nous ne méconnaissons en rien ce que peut avoir de dramatique l'oppression économique ; mais nous ne croyons pas qu'y mettre fin suffise à instaurer une civilisation, pour la simple raison que la circulation des biens n'est encore que le degré le plus rudimentaire de la communication. C'est alors à bon escient que nous cherchons dans la pratique dominante du langage la racine commune des multiples formes de l'oppression contemporaine.

M. Lequenne

Quant à ton interprétation de l'hypothèse avancée par Trotsky en 1940, je crois que tu tombes dans le travers que tu dénonces par ailleurs ; tu la saisis comme un jugement absolu : ou bien la révolution mondiale à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ou bien la fin de tout espoir de révolution prolétarienne. Ce n'est pas le sens de cette réflexion de Trotsky, le texte en question, dans le droit fil de la remarque du premier chapitre du *Programme de transition* qui date de 1938, selon laquelle les « prémices objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont commencé à pourrir », est peut-être la seule tentative marxiste d'examiner — contre tout fatalisme des perspectives socialistes dont je parlais tout à l'heure — les conditions dans lesquelles pourraient se réaliser la variante négative de l'alternative socialisme ou barbarie. Limiter ces conditions à la transformation de la Seconde Guerre mondiale en révolution ou non, c'est transformer une équation à nombreuses inconnues en pari à quitte ou double sur l'histoire. L'hypothèse de Trotsky impliquait beaucoup plus : tout simplement la fin du système capitaliste. En fait, ni l'ensemble des conditions favorables ni l'ensemble des conditions défavorables à la révolution ne sont apparues selon le schéma (celui de la Première Guerre mondiale) qui

guidait Trotsky dans sa tentative de voir à travers le miroir de l'avenir. Ceux d'entre nous — fort petits groupes il est vrai — qui avons conclu que l'enjeu pour des siècles de l'alternative socialisme ou barbarie n'était pas perdu à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ne sombraient pas dans un messianisme naïf, ils réévaluaient la perspective ouverte avec le matériel théorique à leur disposition. Et n'oublions pas que ceux qui, dans ces années noires, nous opposaient le texte que tu viens de citer le faisaient pour justifier leurs abandons et leurs ralliements — parfois successifs — à l'étoile du Kremlin ou à la civilisation de la CIA. En l'occurence c'étaient ces « impressionnistes » (je pèse mes mots) qui étaient en même temps les talmudistes, qui nous opposaient un Trotsky pétrifié sur un mot, promu son dernier, à nous les gamins d'alors, qui n'avions pas connu « le Vieux », comme dans le même temps on vous opposait l'ère de gloire des grands surréalistes (et surtout des renégats) à vous la « secte de Breton ».

Nous ne pouvons même pas résumer ici — ce serait trop long — toutes les analyses par lesquelles notre mouvement a fait bien autre chose que de porter au travers du désert l'arche de Trotsky (même s'il y a eu abondance de psalmistes dans nos rangs) mais a poursuivi son œuvre, avec des moyens humains certes beaucoup plus modestes que les siens, mais aussi avec des résultats que beaucoup qui veulent les ignorer ne font que redécouvrir aujourd'hui avec force ânonnements et bégaiements.

Trop simple est ta séparation de la lutte révolutionnaire d'hier et de la remontée d'aujourd'hui, trop superficiel ton spontanéisme des années soixante qui oublie son plus puissant ressort, la lutte contre les guerres coloniales à laquelle est liée notre ressurgissement, non comme un bouchon sur le flot mais comme ceux qui l'ont menée, sinon toujours comme éléments décisifs en tout cas sans discontinuité et souvent seuls. On peut même dire qu'on trouve là l'essentiel de notre histoire, y compris ruptures et regroupements. La J.C.R. — objet de notre dernière bataille intérieure avant 1968 — est née de la lutte contre la guerre du Vietnam.

Nous avons aussi une autre vue, non pas de l'importance de mouvements de fond comme ceux des femmes, ou des écologistes, mais du rôle de formations qui isolent et parfois utilisent et dévoient de tels courants dont, pour notre part, nous intégrons à notre programme tout ce que nous reconnaissons comme, effectivement, un réel enrichissement non seulement de la perspective mais aussi de la puissance révolutionnaire.

En aucune façon nous ne pouvons accepter pour notre compte ni le soupçon de considérer la révolution de façon étapiste — le politico-

économique précédant une révolution culturelle renvoyée à plus tard — ni celui d'un archéo-marxisme incapable de lire les « maîtres » d'un œil critique, ce que voudraient faire croire les éternels pseudo-novateurs, ex-staliniens et mao-staliniens, farouches antitrotskistes de l'heure écoulée, brusquement devenus déboulonneurs de statues et de mythes (mais toujours antitrotskistes) qui oscillent maintenant entre le tolstoïsme décomposé du Soljénitsyne de l'exil et le libéralisme du capital éclairé.

Pour nous la révolution est plus difficile qu'hier, elle exige de considérables enrichissements de la pensée théorique et des réévaluations stratégiques, mais son horizon s'est rapproché, ce qui signifie qu'elle implique des enjeux beaucoup plus risqués que par le passé, donc à la fois beaucoup plus de responsabilité et d'audace. Quel est pour vous l'essentiel, aujourd'hui dans l'idée de révolution ?

V. Bounoure

Interrogation anxieuse, volonté, espoir, comme tu le dis, risques accrus, l'idée de révolution en vous, en nous est tout cela, revêt tour à tour toutes ces modalités de l'affectivité. Que le raisonnement ensuite intervienne, c'est bien. Mais n'oublions pas le premier moteur, que le raisonnement souvent étouffe et qu'il égare quelquefois. Le passage de l'idée de révolution, en nous, se caractérise comme l'impatience même, impatience parmi nous vécue tumultueusement et ressentie comme drame. Cette idée en nous est exclusive de tout délai, de tous ces travaux d'approche que conseille la raison positive, de toutes les sages précautions de la guerre de siège. Ce qu'il y a en nous de vie nous laisse tous indifférents devant l'annonce de paradis ultérieurs ou les sublimes réconciliations de l'objectivité et de la subjectivité intervenant, sans témoins, au dernier stade du pourrissement de notre planète. Nous n'avons, nous surréalistes, qu'une vie à jeter dans la balance historique. Les « délais de la justice divine dans la punition des coupables », les retards de l'Histoire dans la récompense des générations laborieuses, les félicités du Dernier Jour, ne nous intéressent pas plus que les sacrifices des générations. Il est probable que vous êtes, toi Michel, toi Carlos, en accord avec nous sur ce dernier point. Voici donc ma seconde remarque. Notre postulation fondamentale, obtenir tout et tout de suite, se heurtant à la dureté du fait, cette postulation s'écartèle entre deux vecteurs opposés. Considérant la durée de notre vie, recouvrer immédiatement la plus infime parcelle de notre souveraineté, ce n'est certes pas rien. Pourtant la recherche de cet effet minime nous subordonne à ses limites ; si peu qu'elle contribue à morceler l'impératif révolutionnaire, elle en disperse la braise. Ne constate-t-on pas que la revendication catégorielle volatilise

la volonté et la notion de révolution ? Celle-ci, si elle est envisagée comme expérience totale, se fond dans une religiosité suspecte ; mais elle disparaît dans les objectifs limités auxquels la consacre le concret immédiat et la voue le réalisme de l'action.

Les deux points de vue contradictoires sont généralement ramenés à une résultante moyenne, dans une sorte de louvoiement intellectuel qu'on décore du nom de dialectique et par lequel on espère éviter tour à tour les deux menaçants écueils qui guettent la pensée révolutionnaire. Leur nature est telle, pourtant, qu'une voie moyenne ne peut qu'en assortir les dangers, en dosages quantativement variables, mais ne saurait s'achever sur un saut qualitatif. C'est pourquoi il me paraît infiniment plus fécond d'observer que la pensée révolutionnaire n'est rien d'autre que l'épanouissement actuel et la prise en charge des énergies et des désirs asservis durant les millénaires par les systèmes religieux. C'est affirmer que le sacré est au centre du projet révolutionnaire, conformément à ce que me suggère cette phénoménologie du désir qui porte le nom de surréalisme.

C. Rossi

Je voudrais, pour essayer de conclure ce débat, poser une question qui me semble très importante. Je voudrais partir de ton article, Vincent, dans votre *Bulletin de liaison* n° 7[4]. Tu y écris que le statut du surréalisme « se caractérise en outre par des alliances qui attestent une identité de point de vue ou une complicité relative entre les surréalistes et leurs camarades révolutionnaires. Il y a des valeurs communes. Il s'agit donc moins d'échanges idéologiques que de certitude d'agir au nom d'une même cause. » Ce que j'aimerais, c'est que tu puisses nous éclairer sur ce que vous entendez par identité de point de vue, valeurs communes et même cause entre surréalistes et révolutionnaires.

V. Bounoure

Notre dialogue nous a permis de mettre en évidence un certain nombre de divergences dans l'interprétation que nous faisons les uns et les autres de la situation présente. Venus, après tout, de traditions différentes, comment nos points de vue pourraient-ils se superposer en tous points ? Ces divergences, quelque soin que nous ayons pris d'éviter le ton polémique, notre débat nous les a fatalement fait voir sous un fort grossissement. Selon moi, elles restent nombreuses, elles ne sont aucunement de nature à mettre en cause l'essentiel de notre accord. Cet accord, je le crois entier quant aux objectifs, et à la manière de les concevoir. Il nous faudrait à tous beaucoup d'ingéniosité et un débat autrement approfondi pour élucider ce qui

distingue en fin de compte l'homme de la Cité communiste telle que vous l'entrevoyez de l'homme de la Civilisation surréaliste. Ainsi sommes-nous fondés à parler de convergence, mais, aussitôt, il nous reste à constater que si notre accord ne portait que sur des buts ultimes et qu'il recouvre un dissentiment général sur l'état actuel du monde et les moyens à mettre en œuvre pour s'acheminer vers ces buts, cet accord dépourvu de tout contenu concret resterait une aimable parole de camaraderie.

Or il n'en va aucunement de la sorte et l'histoire récente mentionne les innombrables circonstances qui nous ont trouvés côte à côte, usant de nos moyens respectifs en faveur d'objets concrets immédiats. Pour mémoire, rappelons les guerres coloniales, les répressions successives dans les pays de l'Est, et en Amérique latine.

M. Lequenne

Oui, je pense aussi qu'en ce qui concerne le passé, les choses sont claires. Nos rencontres ont été constantes pendant plus de quarante ans sur toute une série de problèmes, et j'ai eu l'occasion de le rappeler récemment, dans un article de cette revue, à certains de nos camarades qui avaient pu l'oublier. Mais je pense qu'il y a davantage : une alliance nécessaire entre nous, et qui tient précisément à ce que j'essayais de dire tout à l'heure, à savoir l'accent essentiel mis sur des tâches complémentaires. Il est certain, pour nous en tout cas, que l'action révolutionnaire, que le militantisme dans le parti révolutionnaire, qui nous paraît toujours comme indispensable aux tâches de la révolution, comporte des risques considérables. En particulier, la raison de l'action révolutionnaire et sa rationalisation comportent des dangers de rationalisme étroit. De même l'organisation et la nécessité de certains rapports hiérarchiques dans l'action même comportent les plus graves dangers de bureaucratie. Et je crois qu'un aspect de l'expérience de la constitution d'Etats de « socialisme de caserne » tend à montrer que les plus grands risques existent partout que les Etats socialistes passent par une phase de bureaucratie plus ou moins développée. C'est là un problème que nous n'avons pu traiter, que nous n'avons que frôlé en passant. Tous ces risques-là exigent de plus en plus que les révolutionnaires mettent l'accent sur des aspects de leur action et sur les formes de leur action d'une façon très différente de ce qu'ils ont fait dans le passé. Par exemple, de valoriser, à l'encontre du rôle dominant du parti, les organismes de démocratie populaire, d'une véritable démocratie populaire. C'est-à-dire de rendre la parole et la capacité d'élaboration aux organismes populaires. Par ailleurs, à valoriser également ce qui, dans l'analyse du réel, échappe au rationnel, échappe à ce qui peut se déduire avec certitude. Et par

là-même que l'oreille soit tendue vers les poètes et les artistes. Et que nous soyons vigilants avec eux et pour eux, à la garantie de leur liberté d'expression, à ce que son champ soit sans limite. On sait trop quels résultats désastreux ont eu toutes les opérations de contrôle et de gestion par le sommet de l'activité intellectuelle et artistique. Vous avez évoqué à plusieurs reprises le caractère pessimiste tragique du surréalisme. Je crois que cet aspect s'est développé (on pourrait prendre des citations à différents moments) en raison même de la rupture, de la séparation du mouvement de l'avant-garde artistique d'avec le mouvement ouvrier.

Dans le même article, je signalais le drame qui a découlé du fait que la rencontre du surréalisme avec le communisme s'est faite au moment où le communisme était en train de se transmuter en son contraire, le stalinisme. L'union passagère du surréalisme et du communisme s'est achevée très vite, dans les sursauts de la stalinisation. Et je pense que cette leçon, qui était tirée implicitement dans l'accord Trotsky-Breton de 1938, doit, sans revenir comme répétition simple des formes, se reconstituer comme alliance, le surréalisme contribuant à sa manière à l'activité révolutionnaire, en particulier par une élaboration dont je rends hommage à la richesse, qui transparaît tout au long de votre livre, et dont le moindre mérite n'est sans doute pas ce rôle de front qu'il joue contre l'ultra-rationalisme.

C. Rossi

Sans doute y a-t-il une différence entre nous dans la démarche, dans les priorités, dans les tâches que nous nous assignons. Cependant, je ne mets nullement en question la légitimité de votre entreprise qui est fondée sur une exigence absolue d'abolition de la contradiction entre le principe de réalité et le principe de plaisir comme vous le dites dans *la Civilisation surréaliste*. Une exigence qu'on peut considérer comme utopique, mais qui est utopique dans le sens positif du terme, tel que l'emploie Ernst Bloch. Elle montre l'horizon vers lequel nous avançons, elle réclame un changement total et absolu, dont, même si les révolutionnaires ne sont pas capables de le réaliser comme tâche politique actuelle, la préoccupation doit constamment être sous leurs yeux comme un Nord — celui dont parlait Breton quand il écrivait : « Sans doute y a-t-il trop de *nord* en moi pour que je sois jamais l'homme de la pleine adhésion. »

L'action politique des marxistes révolutionnaires et l'activité spirituelle-subversive des surréalistes me semblent dialectiquement complémentaires, irréductibles l'une à l'autre, autonomes, mais en même temps liées par une profonde *affinité élective* (dans le sens ancien, alchimique, du terme, repris plus tard par Goethe), dont

l'amitié entre Breton et Trotsky était une des manifestations historiques significatives.

V. Bounoure

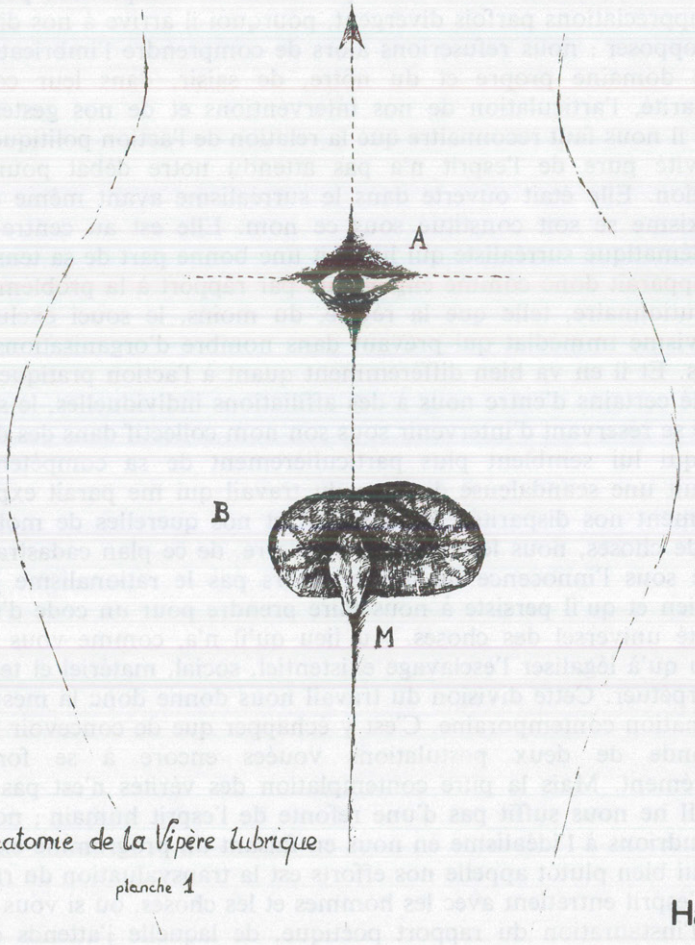
Nos préoccupations sont différentes. Plus que d'autres parmi vos camarades, vous êtes en sympathie avec les recherches propres du surréalisme, de même que, plus que d'autres surréalistes peut-être, je me sens intéressé à votre lutte, à certains de ses aspects d'ailleurs mieux qu'à d'autres. Mais, il serait vain de nier que, pour l'essentiel, nous agissons sur des terrains qui ne se recouvrent que partiellement : à nous le dissimuler nous nous priverions de comprendre pourquoi nos appréciations parfois divergent, pourquoi il arrive à nos discours de s'opposer ; nous refuserions alors de comprendre l'imbrication de votre domaine propre et du nôtre, de saisir, dans leur complémentarité, l'articulation de nos interventions et de nos gestes.

Or il nous faut reconnaître que la relation de l'action politique et de l'activité pure de l'esprit n'a pas attendu notre débat pour faire question. Elle était ouverte dans le surréalisme avant même que le trotskisme se soit constitué sous ce nom. Elle est au centre de la problématique surréaliste qui lui doit une bonne part de sa tension et qui apparaît donc comme englobante par rapport à la problématique révolutionnaire, telle que la révèle, du moins, le souci exclusif de l'activisme immédiat qui prévaut dans nombre d'organisations militantes. Et il en va bien différemment quant à l'action pratique qui a appelé certains d'entre nous à des affiliations individuelles, le surréalisme se réservant d'intervenir sous son nom collectif dans des domaines qui lui semblent plus particulièrement de sa compétence. Il s'ensuit une scandaleuse division du travail qui me paraît expliquer largement nos disparités de jugement et nos querelles de mots. Cet état de choses, nous le tenons de l'histoire, de ce plan cadastral qu'a glissé sous l'innocence de nos premiers pas le rationalisme judéo-chrétien et qu'il persiste à nous faire prendre pour un code d'intelligibilité universel des choses. Au lieu qu'il n'a, comme vous savez, tendu qu'à légaliser l'esclavage existentiel, social, matériel et tente de le perpétuer. Cette division du travail nous donne donc la mesure de l'aliénation contemporaine. C'est y échapper que de concevoir l'unité profonde de deux postulations vouées encore à se formuler séparément. Mais la pure contemplation des vérités n'est pas notre fait. Il ne nous suffit pas d'une refonte de l'esprit humain ; nous en reviendrions à l'idéalisme en nous en faisant un programme exclusif. Ce qui bien plutôt appelle nos efforts est la transvaluation du rapport que l'esprit entretient avec les hommes et les choses, ou si vous préférez, l'instauration du rapport poétique, de laquelle j'attends qu'elle

bouleverse la poésie même et la pratique journalière de l'existence. A nous tous d'y contribuer.

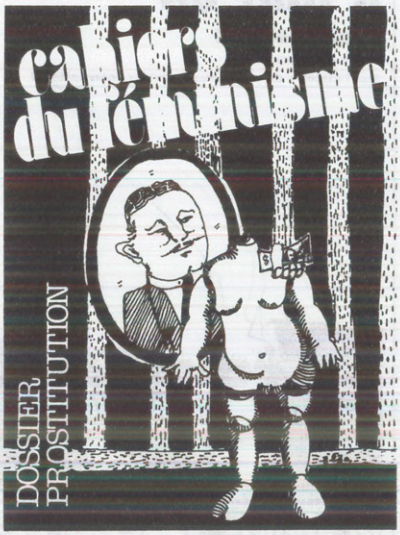
NOTES

1. Vincent Bounoure et al., *la Civilisation surréaliste,* éd. Payot, Paris 1976.
2. *Ibid.,* p. 60 et suiv.
3. Conformément aux conclusions de Marcuse dans *le Concept de négation.*
4. *Le Bulletin de liaison surréaliste* a été réédité en un volume par les éditions Savelli.



Revues La Brèche

48 pages : 6 F. Abonnements (10 numéros) : 60 F pour les Cahiers du féminisme, 50 F pour les Cahiers de la taupe (chèque à l'ordre des Editions La Brèche, 99, rue de l'Ouest, 75014 Paris).



A paraître

Le 15 octobre

Angola, le tournant africain

par Claude Gabriel

Une analyse marxiste révolutionnaire de la situation en Afrique, à la lumière de la guerre civile angolaise.

256 pages : 42 F

(Diffusion Fédérop)

Le 15 novembre

LES CONGRES DE LA IVe INTERNATIONALE

1. Naissance de la IVe Internationale (1930-1940)

Tous les textes des conférences et congrès, dont des inédits de Léon Trotsky, avec une préface de Pierre Frank, une introduction par conférence et des notes biographiques.

420 pages (environ) : 58 F

En souscription : 35 F

à disposition à la librairie La Brèche, 10, impasse Guéménée, 75004 Paris. Ajouter 8 F, en cas d'envoi par la poste, chèque à l'ordre des Editions La Brèche, 99, rue de l'Ouest, 75014 Paris.

Editions La Brèche

Vient de paraître :

296 pages : 42 F

288 pages : 42 F

(Diffusion Fédérop)

Petite collection La Brèche

1. 100 pages : 15 F
2. 112 pages : 14 F

(Diffusion Fédérop)